



Guy Carboneau

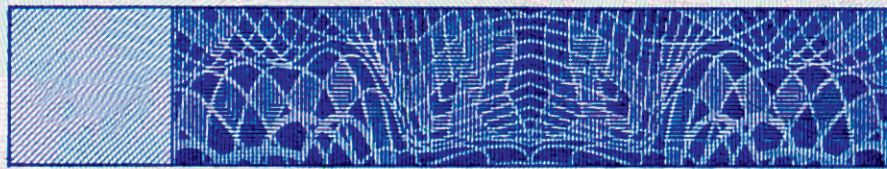
cyberpresse.ca

PRESSE

WINGS 4 CANADIEN 1
UN CINQUIÈME REVERS EN
SIX MATCHS POUR L'ÉQUIPE
DE CARBONNEAU
SPORTS PAGES 1 À 3

LE PASSEPORT DE LA DIVERSITÉ

RECENSEMENT 2006 /// L'IMMIGRATION FAÇONNE PLUS QUE JAMAIS
LE VISAGE DE MONTRÉAL ET DU PAYS TOUT ENTIER



ENDORSEMENTS AND LIMITATIONS

This passport is valid for all countries unless otherwise endorsed (subject to any visa or other entry regulations of countries to be visited).



MENTIONS ET RESTRICTIONS

Ce passeport est valable pour tous les pays, sauf indication contraire. (Le titulaire doit également se conformer aux formalités d'entrée des pays où il a l'intention de se rendre.)

49,8% > Le français comme langue maternelle recule à Montréal

75% > La majorité des nouveaux arrivants au Québec choisit le français comme langue d'usage à la maison

6,1 millions > Un résident sur 5 est né ailleurs qu'au Canada

NOTRE DOSSIER PAGES A2 À A5 /// UNE TEMPÊTE DE CHIFFRES RIMA ELKOURI PAGE A3



GENÈVE
LE CIRQUE
ÉLOIZE PLONGE
DANS LA PURETÉ
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

4,25%
BAISSE DU TAUX
DIRECTEUR
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 2 ET 3

ACTUEL
ESCAPADES
LE VERMONT,
SANS
MAGASINAGE
ISABELLE AUDET
PAGES 1 À 3

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
« Si je dépense plus dans ma région, c'est pour diminuer mes frais d'avion. »
- Le ministre Blackburn
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



6 21924 98765 1
LV

Des examens en radiologie susceptibles de provoquer le cancer

L'utilisation croissante d'une méthode de dépistage efficace inquiète des médecins

PASCALE BRETON

Des milliers de patients risquent de contracter un cancer parce qu'ils ont été soumis à de fortes radiations lors d'exams de tomographie assistée par ordinateur (CT scan) qui n'étaient pas toujours néces-

saires. Parmi eux, un nombre important d'enfants.

Une étude publiée dans le *New England Journal of Medicine* révèle que 2 % des cancers diagnostiqués aux États-Unis au cours des prochaines décennies pourraient être liés à ces radiations.

Il s'agit d'une extrapolation que les auteurs de l'étude font à partir de leurs recherches. Le parallèle s'applique au Québec. Comme ailleurs, l'utilisation des tomographes a grimpé en flèche au cours des dernières années.

La tomographie assistée par ordinateur est une méthode d'imagerie médicale assistée par ordinateur qui permet au médecin de voir des coupes en trois dimensions.

» Voir RADIOLOGIE en page A6

Schreiber Souvenir d'un coup de pouce à Jean Charest



PHOTO TOM HANSON LA PRESSE CANADIENNE

L'homme d'affaires Karlheinz Schreiber a affirmé hier, devant le comité de l'éthique de la Chambre des communes, avoir appuyé Jean Charest dans la course à la direction du Parti progressiste-conservateur en 1993, mais a blanchi Brian Mulroney dans l'affaire Airbus. Le compte rendu du témoignage. Pages A8 à A12

Et maintenant, on enquête sur quoi? Yves Boisvert Page A9 Où s'en va Schreiber? Vincent Marissal Page A11

SANTÉ

L'ENTREPRISE PRIVÉE
VEUT PLAIRE
AUX INFIRMIÈRES

ANDRÉ NOËL
PAGE A6

IRAN

BUSH VOIT
TOUJOURS UNE
MENACE NUCLÉAIRE

RICHARD HÉTU
PAGE A26

AMBASSADEUR

EXPULSÉ:
OTTAWA EXIGE
DES EXPLICATIONS

JOËL-DENIS BELLAVANCE
PAGE A13

ERNEST
CARTE CADEAU

CARTE-CADEAU

50\$ EN PRIME

AVEC TOUT ACHAT DE 500\$ ET PLUS
VALIDE JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2007
NE PEUT ÊTRE JUMELÉE À AUCUNE AUTRE OFFRE

PARTOUT AU QUÉBEC 1 888 858-5258 ERNEST.CA

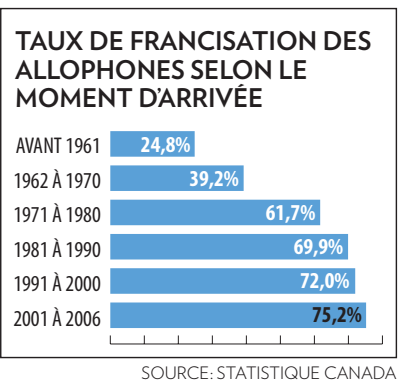
MONTRÉAL TERRE D'IMMIGRATION



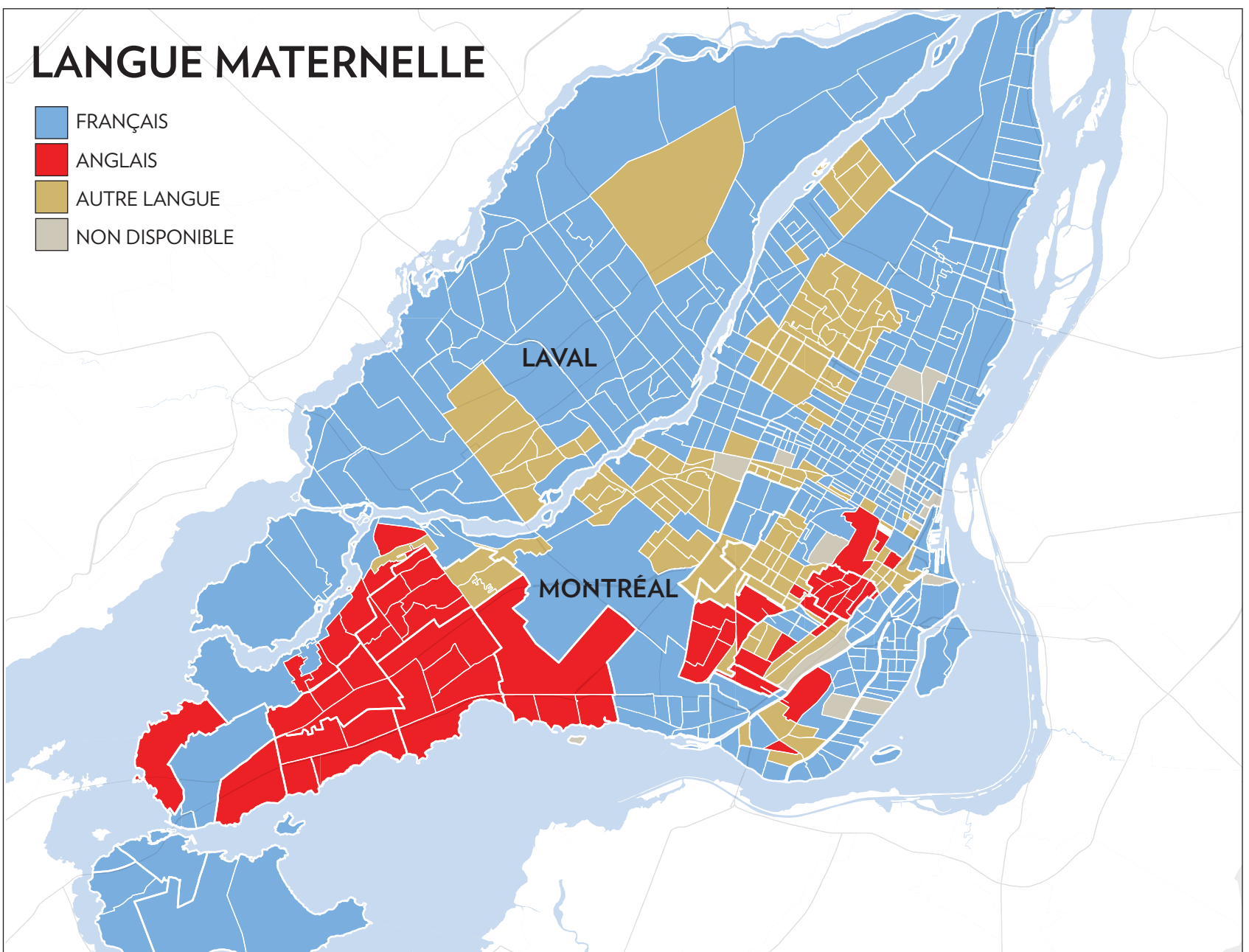
TERRAIN

officielle, mais plutôt la seule lan-
gue officielle du Québec.

Le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, a pour sa part pris acte de la diminution, en pourcentage, des francophones au Canada (une diminution de 0,8 % par rapport à 2001.) S'il se réjouit par ailleurs du fait que les anglophones du Québec soient plus nombreux à se déclarer bilingues (7 sur 10) M. Fraser se désole de ce que le nombre de jeunes adultes anglophones de l'extérieur du Québec qui se déclarent bilingues ait connu une diminution depuis 2001. «Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent mettre sur pied des programmes accessibles et efficaces afin de maintenir l'intérêt de la population canadienne pour l'apprentissage de leur seconde langue officielle.»



À LIRE EN PAGE A 24
Quel recul?
l'éditorial d'André Pratte



Au-delà de la tempête de chiffres



La tempête de neige à peine finie, nous voilà ensevelis sous une tempête de statistiques. Qui sommes-nous? Combien sommes-nous? Quelle langue parlons-nous à la maison? Quelle langue parlons-nous quand nous pelletons? Quel est notre chiffre chances? Statistique Canada peut tout vous dire ça ou presque, chiffres compilés du dernier recensement à l'appui.

La première chose que j'ai entendue à propos de ce nouveau portrait statistique, c'est que, pour la première fois, la proportion de francophones à Montréal passait sous la barre des 50 %. Une donnée inquiétante, se demandait-on?

Avant de m'inquiéter, je me suis mise à pelletter le long du chemin tracé par Statistique Canada d'un océan à l'autre à la recherche de cette donnée fatidique. J'ai trouvé un premier tableau sur la langue parlée le plus souvent à la maison pour la région métropolitaine de recensement de Montréal. La proportion

de francophones selon ce tableau: 67,9 %.

Peut-être parlait-on de la langue maternelle alors? Non. La proportion de Montréalais de la région métropolitaine de recensement dont le français est la langue maternelle est de 64,9 %.

Qu'on reste préoccupé par la survie d'une langue française minoritaire dans une mer anglophone, je veux bien. Mais lorsqu'on utilise l'indicateur de la langue maternelle parlée dans l'île de Montréal pour indiquer ce qu'il n'indique pas, on n'est plus dans le rayon de la vigilance, mais bien dans celui de l'alarmisme.

J'ai continué à pelletter du côté des données qui concernaient plus spécifiquement la Ville de Montréal. Là encore, rien n'indiquait que la proportion de francophones tombait sous la barre des 50 %. Submergée par une gadoue de chiffres, j'ai fini par trouver LE tableau incriminant. Il s'agit du tableau qui concerne la langue maternelle dans l'île de Montréal, incluant donc les

villes de banlieue anglophones, mais excluant la couronne nord et la Rive-Sud francophones. On y indique que 49,8 % des Montréalais compilés de cette façon sont de langue maternelle française contre 32,6 % de langue autre et 17,6 % de langue anglaise.

Inquiétant? Ce le serait si tous ceux dont la langue maternelle n'est pas le français ne parlaient pas la langue de la majorité au Québec. Or, ce n'est pas le cas. On peut très bien avoir comme langue maternelle l'italien, l'arabe ou l'espagnol et être francophone. En ce sens, dire que les francophones sont minoritaires à

langue maternelle parlée dans l'île de Montréal pour indiquer ce qu'il n'indique pas, on n'est plus dans le rayon de la vigilance, mais bien dans celui de l'alarmisme.

S'il est vrai que la proportion de Montréalais parlant le plus souvent français à la maison a diminué depuis 2001, passant de 56 % à 54 %, on note par ailleurs que cette proportion a tout de même augmenté chez les allophones, lentement mais sûrement. Pour la première fois depuis qu'on compile ces statistiques, on observe que les transferts linguistiques des allophones vers le français sont plus importants que

montre bien que, malgré tout, le français perd du terrain comme langue parlée le plus souvent dans les chaumières du Québec, passant de 83,1 % en 2001 à 81,8 % en 2006. De la même façon que l'anglais perd du terrain en Ontario, dira-t-on. Mais comme la langue anglaise a un statut moins précaire en Amérique du Nord, les conséquences à long terme ne sont pas les mêmes.

Faible taux de natalité oblige, l'avenir du français au Québec dépendra encore et toujours des efforts déployés du côté de la francisation et de la sélection d'immigrants maîtrisant déjà le français. Et, pour favoriser l'intégration, encore faudrait-il aussi que les Québécois francophones cessent de désertir l'île où réside la majorité des immigrants. Car, comme le soulignait avec justesse la semaine dernière le professeur Louis Balthazar devant la commission Bouchard-Taylor, on se retrouve dans une situation où il n'y a malheureusement pas assez de francophones dans les lieux où se passe l'intégration des nouveaux venus. Si bien que, dans certains coins de Montréal, on peut oublier que cette ville aux mille accents en est quand même une française avant tout. Dommage.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse:
rima.elkouri@lapresse.ca

MONTRÉAL TERRE D'IMMIGRATION

LES IMMIGRÉS AU CANADA

NOMBRE D'IMMIGRÉS ARRIVÉS
AU CANADA DE 2001 À 2006

1,1 MILLION

NOMBRE D'IMMIGRÉS ARRIVÉS
À MONTRÉAL PENDANT CETTE PÉRIODE

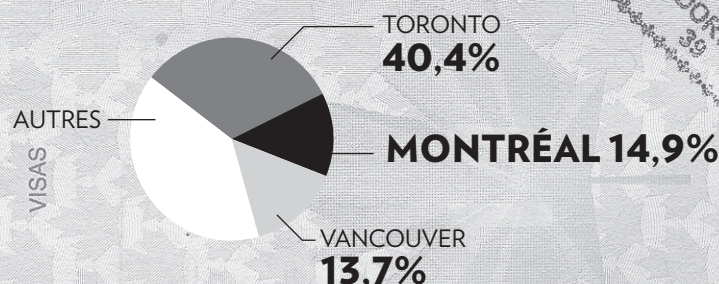
165 300

PROPORTION DE LA POPULATION
CANADIENNE NÉE DANS UN AUTRE PAYS

19,8%

12,5% AUX ÉTATS-UNIS ET 22% EN AUSTRALIE

VILLES D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS 2001-2006



ÉVOLUTION DE L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX IMMIGRANTS DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL



Des données « très encourageantes »

Québec se réjouit qu'un nombre croissant d'allophones parlent français à la maison

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest voit des données « très encourageantes » dans le recensement 2006 de Statistique Canada qui illustre pourtant un recul du français au Québec et au pays.

« Les allophones adoptent le français à la maison de plus en plus », s'est félicitée la ministre de la Culture et des Communications, Christine St-Pierre, hier.

En 2006, 51 % des allophones utilisaient le français à la maison, contre 46 % en 2001 et 39 % en 1996. « C'est la démonstration

par 81,8 % de la population québécoise, une baisse de 1,3 % par rapport à 2001 (83,1 %).

Le poids démographique des francophones diminue aussi. Les Québécois dont la langue maternelle est le français représentent maintenant 79,6 % de la population. C'est la première fois depuis 1931 que cette proportion passe sous la barre des 80 %. Et les personnes de langue maternelle française sont maintenant minoritaires dans l'île de Montréal.

Efforts supplémentaires

Les deux ministres ont tenté d'esquiver les questions sur le recul du français. Du bout des lèvres, Christine St-Pierre a affirmé que son gouvernement devra déployer des efforts supplémentaires pour freiner la chute du poids démographique des francophones.

« Il y a effectivement du travail à faire. Il faut continuer nos efforts. Il faut faire en sorte qu'on puisse augmenter le poids de la langue maternelle française au Québec. C'est important effectivement pour les générations à venir », a-t-elle dit.

Le critique du PQ en matière linguistique, Pierre Curzi, trouve que les deux ministres ont mis des lunettes roses. Si les allophones utilisent de plus en plus le français à la maison, c'est parce que le Québec contrôle son immigration et favorise des personnes qui ont une connaissance de la langue officielle. « Il y a la moitié des immigrants qui viennent d'Afrique du Nord ou d'Haïti, de pays où on parle le français. Alors



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

En 2006, 51 % des allophones utilisaient le français à la maison, contre 46 % en 2001 et 39 % en 1996.

je ne pense pas qu'il y ait un mouvement spontané vers le français de la part des immigrants qui ne sont pas déjà francophones », a-t-il indiqué.

Selon lui, « il n'y a pas péril en la demeure », mais le gouvernement doit assurer une plus grande francisation des immigrants.

Les données du recensement prouvent à ses yeux la pertinence du projet de loi sur l'identité

québécoise déposée par son chef Pauline Marois plus tôt cet automne. Le PQ veut obliger les immigrants à apprendre le français. S'ils n'ont pas une connaissance appropriée de la langue, les nouveaux arrivants ne pourraient se porter candidats aux élections. Le gouvernement Charest et l'ADQ refusent de débattre en Chambre de ce projet de loi qui a été critiqué de toutes parts.

Le leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, s'inquiète lui aussi de la chute du poids démographique des francophones. Il presse le gouvernement d'augmenter les budgets alloués à la francisation des immigrants. De meilleures politiques familiales sont nécessaires à ses yeux pour faire grimper le taux de natalité des francophones.



Règle numéro deux: L'endroit, l'endroit, l'endroit

Porter est le seul transporteur de renom à avoir accès à l'aéroport du centre-ville de Toronto situé à quelques minutes du quartier des affaires. Choisir Porter, c'est éviter tous les inconvénients reliés aux grands aéroports, sans compter les économies réalisées sur les frais exorbitants de taxis grâce à notre service de navette gratuit vers le centre-ville.

Réservez en ligne ou appelez le
1-888-619-8622 avant le 5 décembre 2007.

99\$*

Montréal vers l'aéroport du
centre-ville de Toronto, 9 fois par jour.

porter

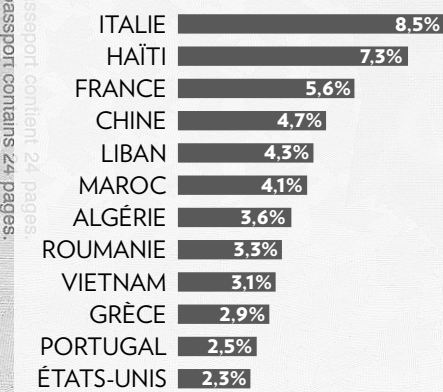
*Réservez avant le 5 décembre 2007 pour vos trajets avant le 31 janvier 2008. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

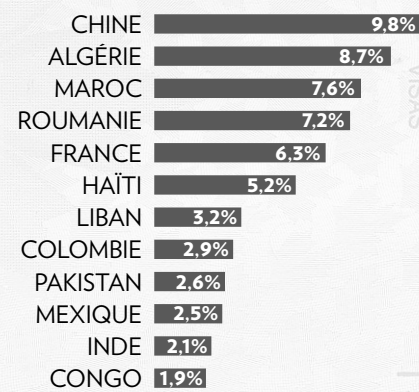
MONTRÉAL TERRE D'IMMIGRATION

LES IMMIGRÉS À MONTRÉAL

LIEU DE NAISSANCE DES IMMIGRÉS AU TOTAL



ORIGINE DES NOUVEAUX ARRIVANTS 2001 À 2006



QUÉBÉCOIS AYANT LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE AU QUÉBEC

79,6%

81,4%
EN 2001

QUÉBÉCOIS PARLANT LE PLUS SOUVENT LE FRANÇAIS À LA MAISON

81,8%
83,1% EN 2001

RÉSIDENTS DE MONTRÉAL AYANT DÉCLARÉ LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE

49,8%
53,2% EN 2001

PERSONNES DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE AU CANADA

22,1%
22,9% EN 2001

L'immigration fracasse un record

Le poids démographique des immigrants n'a jamais été aussi important

LAURA-JULIE PERREAULT

L'immigration n'a jamais pesé aussi lourd dans la balance démographique du Québec. Au cours des cinq dernières années, la province a accueilli un nombre record d'immigrants et a connu une poussée sans précédent de la proportion de ses habitants nés à l'étranger.

Selon des nouvelles données du recensement de 2006, dévoilées hier par Statistique Canada, des 1,1 million de nouveaux immigrants qui sont arrivés au Canada entre 2001 et 2006, 17,5 % ont choisi le Québec comme lieu de résidence. La grande région métropolitaine de Montréal a reçu à elle seule près de 9 sur 10 de ces arrivants.

Comparativement, en 2001, le Québec avait accueilli 13,7 % de l'immigration pancanadienne.

Cette nouvelle vague d'immigration s'est soldée par une augmentation de 20,5 % du nombre de Québécois nés à l'étranger au cours de la période de recensement alors que l'ensemble du pays connaissait une hausse de 13,6 %.

Cet accroissement des cinq dernières années n'est pas étranger aux politiques du gouvernement du Québec qui, depuis 2001, admet davantage d'immigrants qualifiés. «Le gouvernement a ouvert les valves et la situation économique va bien dans la province», avançait, en guise d'explications hier, Stephan Reichhold, qui dirige une table de concertation regroupant 100 organismes qui travaillent auprès des réfugiés et des immigrants du Québec.

Le Québec au troisième rang

Malgré les bonds de géant dans l'accueil de nouveaux venus entre

2001 et 2006, le Québec arrive au troisième rang parmi les provinces canadiennes au niveau de la diversité. «Les proportions d'immigrants au Québec a toujours été plus petite qu'en Colombie-Britannique et en Ontario», notait hier Hélène Maheux, analyste à Statistique Canada.

Les chiffres sont éloquentes à ce sujet: si tout juste plus d'un Québécois sur 10 (11,5 %) est né à l'étranger, c'est le cas de plus d'une personne sur quatre en Ontario (28,3 %) et en Colombie-Britannique (27,5 %).

En tout, dans l'ensemble du pays, une personne sur cinq (19,8 %) est venue au monde hors des frontières canadiennes. Cette statistique place le Canada devant les États-Unis (12,5 %), mais derrière l'Australie (22,2 %), le seul autre pays développé qui, comme le Canada, sélectionne son immigration à l'aide d'un système de points privilégiant la formation scolaire, l'expérience de travail et les connaissances linguistiques.

Le bassin asiatique

Comme lors du recensement de 2001, c'est l'Asie qui a fourni au Canada la grande majorité de ses immigrants en 2006 (58,3 %) alors que l'Europe demeurerait le deuxième bassin de nouveaux arrivants (16,1 %). Cette situation, qui se reflète dans les deux derniers recensements, est un revirement de la situation par rapport aux années 70. À l'époque, les immigrants provenaient en grande majorité du Vieux Continent.

Si comme dans le reste du Canada, la Chine est le premier pays de provenance des nouveaux arrivants québécois, les pays

LANGUE MATERNELLE DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL EN 2006

Français	2 356 980 personnes
Anglais	448 325 personnes
Italien	125 575 personnes
Arabe	109 730 personnes
Espagnol	94 645 personnes
Chinois	60 300 personnes
Créole	47 975 personnes

traditionnellement francophones suivent ensuite. Des 193 905 immigrants qui ont choisi d'élire résidence dans la province à majorité francophone entre 2001 et 2006, 18 350 étaient originaires de la Chine, 15 390 étaient nés en Algérie, 14 890 en France et 13 830 au Maroc.

Des pas vers l'intégration

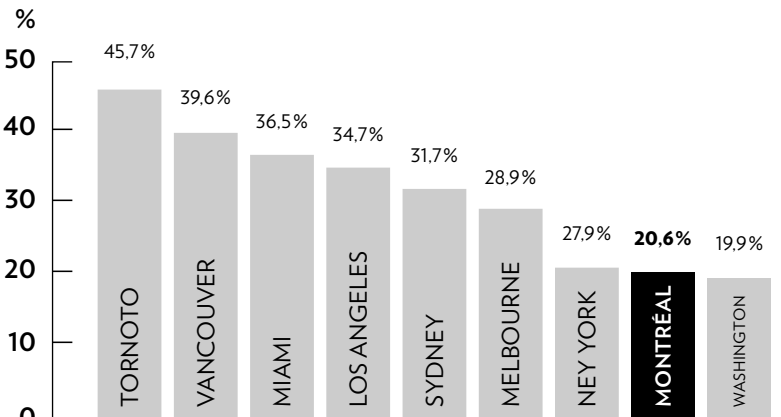
Selon le directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université d'Ottawa, Pierre Anctil, le gouvernement du Québec doit prendre acte des nouvelles données de Statistique Canada, qui montrent un visage différent du Québec immigrant. «Tous les ordres de gouvernement vont devoir investir plus d'argent dans l'intégration. C'est crucial. L'intégration doit avoir lieu dans les cinq premières années de l'établissement d'un nouvel immigrant. Sinon, il peut y avoir des problèmes de chômage, de délinquance», soutient l'expert.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Comme dans le reste du Canada, la Chine est le premier pays de provenance des nouveaux arrivants québécois.

POURCENTAGE D'IMMIGRANTS DES PRINCIPALES VILLES



Montréal est peut-être la deuxième porte d'entrée de l'immigration au Canada depuis 2001, mais la métropole québécoise est encore loin derrière Vancouver et Toronto quant à la proportion de ses habitants qui sont nés à l'étranger. Mais elle est bien près de New York.

SOURCE: Statistique Canada, Recensement de 2006; Bureau de la statistique de l'Australie, Recensement de 2006; Bureau du recensement des États-Unis, *American community survey* de 2005.

PÔLE D'ATTRAIT POUR LES IMMIGRANTS

Montréal détrône Vancouver

LAURA-JULIE PERREAULT

Les immigrants auraient-ils une préférence plus marquée pour la neige et le mont Royal plutôt que pour la pluie et le parc Stanley? Si on se fie au dernier recensement de Statistique Canada, il semble que oui.

Pour la première fois, Montréal a détrôné Vancouver en devenant la deuxième porte d'entrée de l'immigration au Canada. Avec 165 300 nouveaux immigrants entre 2001 et 2006, Montréal a atteint un sommet en 25 ans, apprend-on dans les données de Statistique Canada.

Entre 2001 et 2006, Vancouver a pour sa part perdu du terrain. Si en 2001, la métropole de la côte ouest du Canada a accueilli 17,6 % des nouveaux immigrés, en 2006, elle n'a été choisie que par 13,7 %

des néo-Canadiens. Pendant ce temps, Montréal passait de 11,9 % de l'immigration à 14,9 %.

Toronto demeure cependant la Ville reine de l'immigration au Canada. Plus de 40 % des immigrés y ont convergé entre les deux derniers recensements.

Timide régionalisation

Au Québec, Montréal n'est pas la seule ville à avoir vu son taux d'immigration grimper de quelques crans, même si elle demeure le lieu de destination de près de neuf néo-Québécois sur 10. Québec, Sherbrooke et Gatineau ont toutes pris du galon. La capitale québécoise qui, en 2001, avait dû se contenter de 2,8 % de l'immigration québécoise, a gagné les faveurs de 3,1 % des nouveaux arrivants entre 2001 et 2006.

LE 31

LE PANTALON RAYURES MÉTALLISÉES 39.⁹⁵

Un pantalon parfait pour les fêtes avec sa forme jeans effilée pure mode, son tissage de coton stretch qui présente une légère texture rayée brillante. Noir ou choco. 29 à 38. Rég. 59.00

simons

simons.ca

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ÉDUCATION DANS LE MONDE

Les Québécois, des «bollés»

VIOLAINE BALLIVY

Le Canada possède l'un des systèmes d'éducation les plus efficaces au monde. À 15 ans, les jeunes de toutes les provinces, Québec compris, sont parmi les meilleurs élèves du globe en sciences, en lecture et en mathématiques. Mais ils devront travailler plus fort pour le rester. Les résultats de la troisième enquête du PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) ont de quoi réjouir le Canada et le Québec. Comme en 2000 et en 2003, les élèves s'y situent bien au-dessus de la moyenne des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De manière générale, le Canada s'est amélioré en sciences, passant du 8^e au 3^e rang entre 2003 et 2006, n'étant dépassé que par la Finlande et Hong-Kong. Ses résultats sont aussi demeurés très forts en lecture et en mathématiques. Toutefois, les progrès d'autres pays ont fait reculer le Canada du 5^e au 7^e rang en mathématiques et du 3^e au 4^e rang en lecture de 2003 à 2006. «Les jeunes Canadiens devront

études ou pour dénicher un emploi que les autres jeunes. Mieux: ils sont plus nombreux à vouloir étudier, puis travailler dans le domaine des sciences. «À une époque où les connaissances scientifiques et technologiques contribuent à stimuler la croissance dans les économies avancées, l'attitude des élèves face aux sciences sera déterminante pour le potentiel économique futur des pays», a relevé hier Angel Curria, secrétaire général de l'OCDE. À noter toutefois que les Québécois sont les moins enthousiastes du pays à ce chapitre. Ils se déclarent moins bien préparés et moins informés (avec ceux de la Saskatchewan) pour poursuivre une carrière scientifique que l'ensemble des autres Canadiens. Ils se disent moins nombreux à participer à des activités éducatives en plein air, des visites de musées, des conférences ou séminaires sur l'environnement et sont aussi les moins nombreux de tout le pays à consacrer quatre heures ou plus par semaine à l'apprentissage des sciences. «C'est là que l'on retrouve les différences les plus notables entre les Québécois et le reste du pays», a remarqué Patrick Bussière. «Malgré tout, les Québécois réussissent beaucoup mieux que la moyenne mondiale. Il n'y a pas lieu de s'alarmer», a insisté Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre de l'Éducation.

« On a tendance à dresser un portrait très noir de la situation et le PISA a le mérite de nous rappeler qu'on a un très bon système d'éducation. »

Un système équitable

Le système d'éducation du Canada se distingue comme étant l'un des plus équitables au monde. Le statut socioéconomique de la famille y a moins d'incidence sur le rendement en sciences que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. L'enquête du PISA relève aussi que l'écart entre les résultats des immigrés de première ou de deuxième génération (nés de parents immigrants) et les autres Canadiens est plus faible au Canada et au Québec que dans la majorité des autres pays. «On a tendance à dresser un portrait très noir de la situation et le PISA a le mérite de nous rappeler qu'on a un très bon système d'éducation», a commenté Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec.

Les principales critiques ont été soulevées sur le sort réservé aux décrocheurs, ignorés dans cette étude. En effet, les tests PISA mesurent uniquement les performances d'élèves assis sur les bancs d'écoles, a déploré Patrick Potvin, professeur de l'UQAM. «Ils ne testent pas ceux qui n'y sont pas et qui sont les plus susceptibles de faire baisser la moyenne de performance. Imaginez le bond en avant qu'une moyenne peut faire si on retranche toutes les notes les plus basses. »



À 15 ans, les jeunes de toutes les provinces, Québec compris, sont parmi les meilleurs élèves du globe en sciences, en lecture et en mathématiques.

PHOTO OLIVIER MORIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

ENCORE ET TOUJOURS... LA FINLANDE

La Finlande se distingue cette année encore comme l'exemple à suivre en matière d'éducation. Comme en 2000 et en 2003, elle surpasse tous les pays de l'OCDE en mathématiques et en sciences, et se classe 2^e en lecture. «Si l'on compare les élèves en fonction du classement en sciences, les Finlandais ont presque un an d'avance par rapport au reste des pays», selon Éric Charbonnier, analyse à l'OCDE. Les pays les plus performants, comme le Canada et la Corée, se caractérisent par un nombre élevé de bons élèves mais faible d'élèves en difficulté, des systèmes éducatifs équitables et où la qualité de l'enseignement est quasiment homogène quel que soit l'établissement. Les États-Unis figurent parmi les plus mal placés des pays de l'OCDE (24^e en maths et 21^e en sciences) avec la Grèce et le Mexique. La France accuse une légère baisse qui la place dans la moyenne (17^e rang en maths et 19^e en sciences).

FLOWING LINES®

Bagues à diamants serties sur or 18k ou platine



KAUFMANN de SUISSE

MAÎTRES JOAILLIERS & GEMMOLOGUES - DEPUIS 1954

MONTRÉAL
2195 rue Crescent
514.848.0595

NEW YORK
785 Madison Ave.
212.249.5700

PALM BEACH
210 Worth Ave.
561.832.4918

www.kaufmanndesuisse.ca

3525413A

FAITES-LUI PLAISIR OFFREZ-LUI L'ÉLÉGANCE BOVET



FRANK EDEN
Veston décontracté,
100 % coton brossé, taupe, exclusif.

Solde 169,99\$ rég. 195\$
(Tailles fortes et élancées **Solde 189,99\$ rég. 215\$**)

**Vaste sélection de chemises sport
à partir de 49,99\$**



Cardigan Bovet,
motifs losanges indémodables,
mélange de laine et polyester.

Tailles moyennes **110\$**
Tailles fortes **135\$**



Pour une soirée en toute intimité...
Notre ensemble robe de chambre de ratine
mince et pyjama en micro-coton. Marine.

Pyjama ou robe de chambre.
M-G-TG 75\$
Solde 64,99\$ chacun
2X à 5X 85\$
Solde 74,99\$ chacun

MONTRÉAL
4475, BOULEVARD MÉTROPOLITAIN E*
CENTRE-VILLE
COMPLEXE DES JARDINS
OUEST
CENTRE ROCKLAND,
FAIRVIEW POINTE-CLAIRE*
LAVAL
CARREFOUR LAVAL*
RIVE-NORD
PLACE ROSEMÈRE
JOLIETTE
GALERIES JOLIETTE
QUÉBEC
PLACE SAINTE-FOY* (ESPACE NORD)
RIVE-SUD
PROMENADES SAINT-BRUNO*,
NOUVEAU QUARTIER DIX30*

* TAILLES FORTES ET ÉLANCÉES DISPONIBLES
DANS CES MAGASINS SÉLECTIONNÉS.

Bovet
ÉLÉGANCE POUR L'HOMME ACTUEL

AFFAIRE MULRONEY-SCHREIBER

Schreiber fait diversion vers

Chacun son tour. Hier, c'était à Jean Charest de goûter à la médecine de l'entremetteur germano-canadien Karlheinz Schreiber. Qui, a-t-on appris, a versé de l'argent à l'organisation de M. Charest lorsque celui-ci tentait de succéder à Brian Mulroney. Rien d'illégal. Mais des chiffres qui ne concordent pas. Restent deux certitudes: M. Schreiber a retrouvé ses pantoufles à la maison, et ce n'est pas demain qu'il sera expulsé vers l'Allemagne.



DU BUREAU D'OTTAWA
JOËL-DENIS BELLAVANCE

L'homme d'affaires Karlheinz Schreiber affirme avoir délié les cordons de sa bourse afin d'aider Jean Charest à remporter la victoire dans la course à la direction du Parti progressiste-conservateur l'opposant à Kim Campbell en 1993.

M. Schreiber a tenu ces pro-

pos hier devant le comité de l'éthique de la Chambre des communes, qui tente de faire la lumière sur les dessous des transactions financières entre le controversé homme d'affaires et l'ancien premier ministre Brian Mulroney. Témoignant pour la deuxième fois en moins d'une semaine devant ce comité, M. Schreiber a soutenu avoir remis 30 000 \$ en espèces au frère de Jean Charest, Robert Charest, pour financer sa campagne au leadership. Il a indiqué que Robert

Charest lui avait demandé une contribution au moment où les deux hommes se trouvaient dans le bureau de la colline par-

M. Schreiber a précisé qu'il n'avait pas été question d'argent lorsqu'il a rencontré Brian Mulroney le 23 juin 1993 alors qu'il était encore premier ministre.

lementaire de l'ancien ministre conservateur Elmer MacKay, le père de l'actuel ministre de la Défense Peter MacKay, en 1993.

«Je lui ai dit que cela me ferait plaisir de contribuer à sa campagne. Nous nous sommes rencontrés quelques jours plus tard (pour lui remettre l'argent)», a dit M. Schreiber, qui a été remis en liberté sous caution hier après avoir passé les deux derniers mois en prison en attendant d'être extradé vers son pays natal, l'Allemagne. En point de presse à Québec,

de sa part durant la course à la direction. Jean Charest a finalement perdu cette campagne contre Kim Campbell. Mais M^{me} Campbell a subi une raclée aux élections fédérales quelques mois plus tard, son parti ne remportant que deux sièges. M. Charest a pris les commandes du Parti progressiste-conservateur par la suite avant de faire le saut en politique provinciale en 1988. Durant son témoignage, M. Schreiber a affirmé avoir rencontré Jean Charest une fois alors qu'il était ministre de l'Environnement. «Je voyais en lui quelque chose de nouveau, de frais et je me suis dit pourquoi ne pas l'appuyer. Alors c'était mon idée», a dit M. Schreiber.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Robert Charest, au centre de la photo, travaillait dans l'entourage de son frère Jean Charest lors de la campagne à la direction du Parti progressiste-conservateur en 1993.

Robert Charest, rouage important du financement de son frère Jean



DU BUREAU DE QUÉBEC
DENIS LESSARD

Ce n'est pas la première fois que Robert Charest, le frère aîné du premier ministre Jean Charest, se retrouve au centre d'une controverse. Robert Charest qui a servi d'intermédiaire entre M. Schreiber et la campagne de son frère en 1993, avait fait les manchettes il y a cinq ans quand il travaillait pour la Société immobilière du Canada.

Une enquête interne de la société fédérale, réalisée par Samson Bélair, avait conclu que Robert Charest avait été rétribué pour des services qui n'avaient pas été rendus, et qu'il s'était fait rembourser des dépenses fictives. Selon le rapport de Samson

Bélair, M. Charest n'avait vendu que deux terrains pour la SIC, pour 6000 \$ de commissions, mais il avait obtenu 187 000 \$ d'honoraires et de remboursement de dépenses, des revenus injustifiables selon la firme de comptables. Début 2002, Radio-Canada avait rapporté que l'apport de M. Charest à la SIC faisait même l'objet de blagues à l'interne: «Il se présentait au bureau toutes les deux semaines, pour cinq minutes pour venir chercher son chèque.»

Ami de Michel Couillard

Robert Charest était arrivé à la SIC à l'époque où Michel Couillard en était le vice-président. M. Couillard, qui avait été congédié de la SIC en décembre 1999, avait plaidé coupable à des accusations d'abus de confiance en décembre 2001. M. Couillard, décrit par plusieurs vétérans conservateurs comme «un ami

de Robert Charest», avait été suspendu puis congédié de la SIC dans le cadre d'une enquête de la GRC sur l'administration de l'ancienne base militaire de Saint-Hubert.

M. Couillard avait plaidé coupable à des accusations d'abus de confiance – on l'avait blâmé pour avoir accepté qu'une écurie de Bromont efface une partie de la facture pour la pension du cheval de sa fille. M. Couillard avait diffusé une lettre manuscrite après son plaidoyer de culpabilité, qui laissait entendre que c'est le cabinet du ministre Alfonso Gagliano qui faisait pression pour que l'on conserve Robert Charest comme employé. Mais son patron, le président de la SIC, Erhard Buccholz, avait déclaré ne jamais avoir vu cette missive. Cette lettre visait surtout une longue liste d'amis politiques du ministre Gagliano, que M. Couillard aurait été forcé

d'embaucher à la Société immobilière du Canada.

M. Couillard n'a pas répondu aux appels faits chez Busac, le promoteur immobilier qu'il dirige aujourd'hui.

Campagne Charest

Interrogé par *La Presse* hier en fin de journée, le premier ministre Jean Charest disait ne pas se souvenir que M. Couillard ait contribué à sa campagne de 1993, mais plusieurs membres de sa garde rapprochée à l'époque ont reconnu que M. Couillard était un acteur important pour le PC Fund au Québec sous Brian Mulroney. M. Couillard par la suite avait beaucoup travaillé au financement de la campagne Charest en 1993.

On retrouve aujourd'hui M. Couillard à la tête de Busac, le promoteur immobilier associé à l'Université du Québec à Montréal

dans la coûteuse aventure de l'îlot Voyageur – un contrat extrêmement favorable à Busac, a-t-on constaté. Busac fait aussi partie des firmes qui se sont montrées intéressées aux partenariats public-privé lancés par Québec – pour la réalisation de la salle de l'Orchestre symphonique de Montréal par exemple, en janvier dernier.

En 2005, Michel Couillard y allait d'une contribution maximale au Parti libéral du Québec, soit 3000 \$, tandis que son vice-président au développement des affaires, Michael Seaman, y allait d'une contribution de 2000 \$.

Robert Charest, qui habite la rue Upper Belmont à Westmount, n'a pas davantage répondu aux appels de *La Presse*.

Dans les cercles libéraux, on explique que Jean Charest n'a jamais poussé pour que son frère joue un rôle d'avant-plan au PC ou au PLQ. Bien que les relations soient bonnes entre les deux frères, le premier ministre, sans l'exprimer verbalement, n'a jamais été favorable à ce que son frère participe de trop près aux activités du PLQ. Mais encore récemment Robert Charest est venu à la période des questions à l'Assemblée nationale.

Avec la collaboration de William Leclerc

VENTE D'ENTREPÔT

Cristal, verrerie, vaisselle, porcelaine de Limoges, acier inoxydable, argenterie et coutellerie.

DÉCEMBRE 2007

Jusqu'à **75%** DE RABAIS

960, AVE. OUTREMONT

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI	SAMEDI
DÉC 9 (9h-17h)			5 (9h-17h)	6 (9h-20h)	FERMÉ	FERMÉ

GRANDE SÉLECTION D'ACCESSOIRES POUR LE VIN

(ENTRÉE DU CÔTÉ GAUCHE SUR MANSEAU)

Charest

«Évidemment, si M. Charest avait remporté la course à la direction et était devenu premier ministre après M. Mulroney, je suis convaincu qu'il aurait reconnu qu'il avait obtenu de l'aide de ma part. C'est la suite normale des choses», a ajouté M. Schreiber.

En 1993, les candidats dans une course à la direction n'avaient pas l'obligation de divulguer les noms des personnes qui contribuaient à leur campagne. Les partis politiques décrétaient aussi les règles de la course, notamment le plafond des dépenses, mais aucune limite n'était fixée quant aux dons.

Résultat: les organisateurs de la campagne de M. Charest n'ont pas commis de geste illégal en acceptant un don en argent comptant de M. Schreiber.

Jean Charest a contredit l'homme d'affaires en disant que son organisation avait obtenu 10 000\$ de sa part.

Depuis 2004, toutefois, les courses à la direction sont soumises à des règles plus sévères qui sont appliquées par Élections Canada. Des limites sont imposées (environ de 1100\$ par personne) et les entreprises et les syndicats ne peuvent faire de contributions depuis 2006 à la suite d'amendements adoptés par le gouvernement Harper.

Durant son témoignage, hier, M. Schreiber a par ailleurs précisé qu'il n'avait jamais été question d'argent lorsqu'il a rencontré Brian Mulroney le 23 juin 1993 au lac Harrington alors qu'il était encore premier ministre.

Il a expliqué au comité que lui et M. Mulroney s'étaient seulement entendus pour travailler ensemble une fois qu'il aurait quitté ses fonctions de premier ministre.

«On avait une entente de principe de travailler ensemble. Il

n'a pas été question d'argent», a affirmé M. Schreiber. Il a précisé que c'est au mois d'août de la même année, à Mirabel, qu'il a versé une première somme de 100 000\$ comptant à M. Mulroney, qui était toujours député de Baie-Comeau à l'époque.

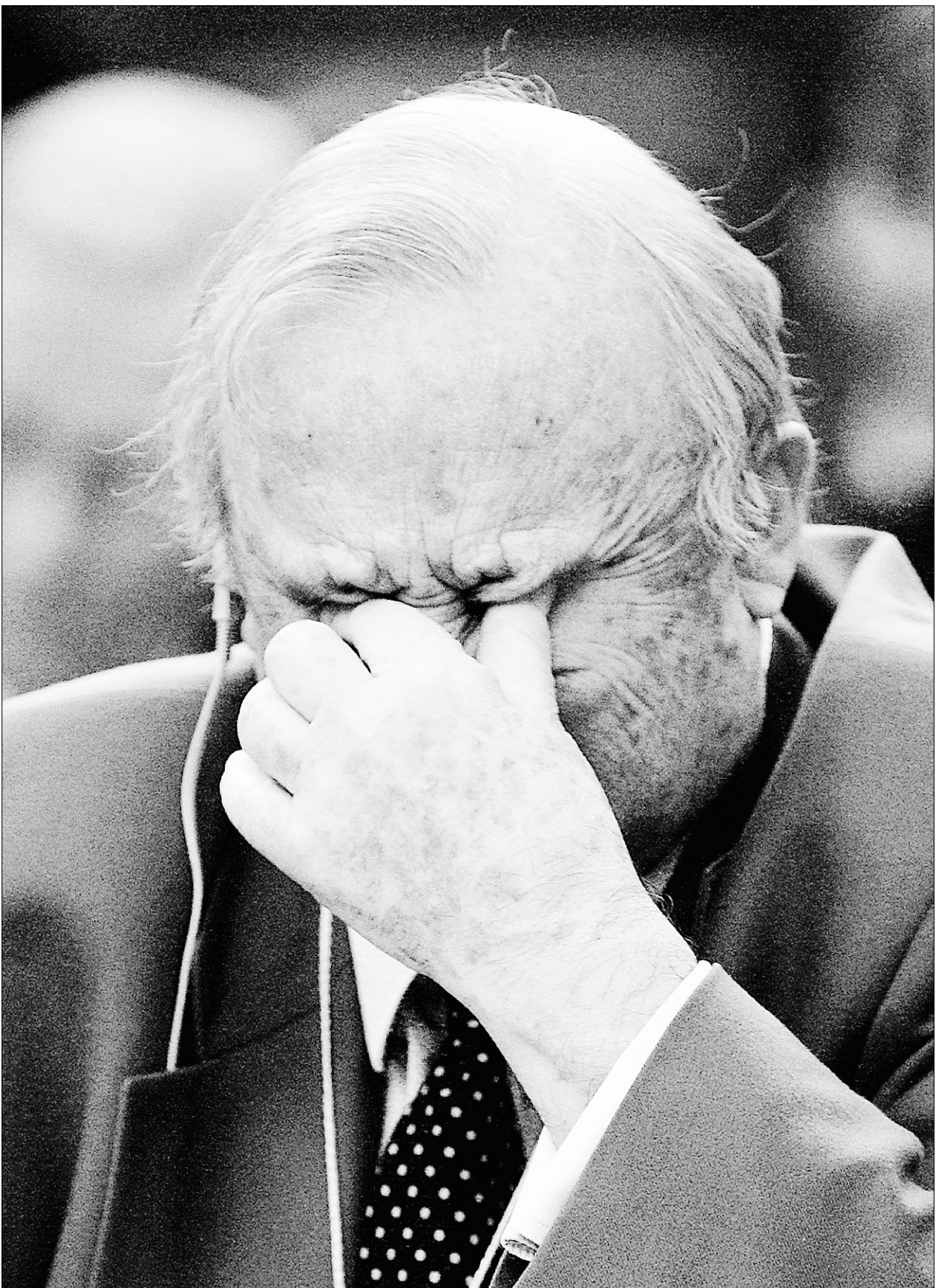
En tout, M. Schreiber comptait remettre 500 000\$ à l'ancien premier ministre. Toutefois, M. Mulroney n'a empoché que 300 000\$ parce qu'il n'a pas fait le travail requis dans le dossier Bear Head, un projet de construction de blindés légers de la firme allemande Thyssen, qui devait s'implanter en Nouvelle-Écosse et éventuellement au Québec.

M. Schreiber a affirmé que l'argent remis à M. Mulroney n'avait rien à voir avec l'achat de 34 avions Airbus par Air Canada pour la somme de 1,8 milliard de dollars en 1988. M. Mulroney a été soupçonné par la GRC d'avoir touché des pots-de-vin à la suite de cette transaction. L'ancien premier ministre a intenté une poursuite de 50 millions en 1995 contre le gouvernement fédéral à ce sujet. En 1997, le gouvernement Chrétien lui a offert des excuses et un dédommagement de 2,1 millions de dollars pour l'avoir injustement accusé de malversations dans cette histoire.

Après avoir eu l'occasion de consulter ses documents à sa résidence d'Ottawa, M. Schreiber avait promis un «feu d'artifices» en se pointant au comité hier. Mais il n'a pas fait de révélations fracassantes.

DEMAIN

Le témoignage de Karlheinz Schreiber se poursuivra demain. Il fera face à de nouvelles questions des membres du comité de l'éthique dès 11 h, dans l'édifice central du parlement. La semaine prochaine, Brian Mulroney devrait témoigner à son tour.



Convoqué devant le comité de la Chambre des communes sur l'éthique pour répondre du paiement de 300 000\$ à l'ancien premier ministre Brian Mulroney, le financier Karlheinz Schreiber a levé le voile sur ses activités de financement politique, éblouissant Jean Charest au passage.

Et maintenant, on enquête sur quoi?



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Si ça c'est un feu d'artifice, alors je suis une choucroute garnie.

Karlheinz Schreiber avait promis des révélations fracassantes. Mais sur le fond de l'affaire Mulroney-Schreiber, il a dégonflé formidablement son propre ballon hier.

Pour ceux qui en doutaient encore, la chose est confirmée: il n'y aura pas d'affaire Airbus, prise deux.

Karlheinz Schreiber a beau traiter Brian Mulroney de menteur, il l'a totalement disculpé hier: il n'a jamais versé un sou à M. Mulroney pendant qu'il était premier ministre. Ce qu'il lui a versé en 1993-1994 n'avait rien à voir avec l'achat de 34 avions par Air Canada en 1988. Et aucun élu, aucun dirigeant, aucune personne en autorité n'a reçu un cent de Schreiber en marge de cette transaction de 1,8 milliard, dit-il.

Sur quoi pourra-t-on encore enquêter, quand le délateur-vedette nous dit qu'il n'y a pas eu de crime? Et qu'il a déjà expli-

qué la raison de ces versements louches?

Quand l'ennemi numéro un de Brian Mulroney n'a pas plus à donner, on risque de trouver le temps long dans une commission d'enquête...

Il reste les tentatives de camouflage de Brian Mulroney quant à sa relation avec Schreiber. Mais pour le reste?

Avis, donc, à ceux qui espèrent du nouveau sur l'affaire Airbus: Schreiber vient de fermer les livres. Les seuls qui ont obtenu une «commission» dérivant d'Airbus sont les lobbyistes associés à la firme Government Consultants International, dirigée par Frank Moores. Voilà ce que dit celui qui contrôlait les comptes de banque en Suisse et au Lichtenstein.

Si la députée bloquiste Carole Lavallée ne l'avait pas interrompu quand il parlait des querelles entre Frank Moores, Fred Doucet et Gary Ouellet (trois lobbyistes de

GCI, près de Mulroney), si elle l'avait laissé parler de chiffres, on en aurait su un peu plus. On reste toutefois dans les eaux glauques du lobbying politique, nullement dans celui du crime de corruption.

Schreiber livre une manchette par visite. Au programme hier: 30 000\$ en espèces versés à la campagne personnelle de Jean Charest pour devenir chef du PC en 1993.

Le financement des campagnes au leadership, qui n'était soumis à aucune règle contraignante, est plein d'enveloppes brunes et il y a

À ceux qui espèrent du nouveau sur l'affaire Airbus: Schreiber vient de fermer les livres.

certes là matière à discussion. On voit bien, encore une fois, comment Schreiber a cultivé savamment les liens politiques. On peut dénoncer, comme le fait le député NPD Pat Martin, «l'abâtardissement de la politique par le lobbying des grandes compagnies».

Sauf qu'on est hors sujet.

Le sujet, c'est Brian Mulroney, les circonstances entourant l'achat des Airbus, les relations Mulroney-Schreiber.

Or, là-dessus, on s'en rend bien compte, la future commission d'enquête n'ira pas sur des continents inconnus.

En tout cas, on n'ira nulle part devant ce comité, même si plusieurs ont fait du travail très sérieux – Thomas Mulcair entre autres. À cinq minutes par député, et à quatre stratégies divergentes, il n'y a pas de miracle à espérer.

À défaut de miracle, peut-on demander l'ABC? Du genre: qui a fait quoi à quel moment, comment et pourquoi?

Songez qu'en deux heures, on n'a pas même réussi à établir clairement les sommes versées

le projet Bear Head. Pourquoi pas d'autres ministres? Parce que M. Mulroney a reçu l'argent après avoir quitté le cabinet, M. le député. Au fait, pour vos dossiers: ce n'est pas Jean Charest qui a gagné la course au leadership conservateur en 1993, c'est Kim Campbell.

Comprenons que si Schreiber réclamait une commission d'enquête, ce n'était pas pour rouvrir le dossier Airbus et nous livrer l'arme du crime. C'était pour se plaindre de la justice canadienne. Pour parler de ses problèmes.

Que reste-t-il à enquêter utilement, après ce pétard mouillé? Bien hâte de l'entendre demain.

Dès la semaine prochaine, probablement, le comité parlementaire sur l'éthique posera plusieurs questions intéressantes à M. Mulroney: pourquoi du comptant, qu'en a-t-il fait, pourquoi avoir caché vos liens avec Schreiber, etc. Pertinent, certes. D'intérêt public, oui.

Mais on nous annonce une vraie commission d'enquête pour l'an prochain. Si Karlheinz Schreiber en est le témoin-clé, on risque de s'enfoncer joyeusement dans des chemins de traverse.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

89\$

ORLANDO*

De plus, obtenez un rabais de 25\$ sur la location d'une fourgonnette ou d'un VUS chez Alamo.

Réservez maintenant sur westjet.com, composez le 1 877 956 6982 ou communiquez avec votre agent de voyages.





PARCE QUE LE PROPRIÉTAIRE

* Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au plus tard le 12 décembre 2007 pour les vols effectués d'ici au 13 février 2008. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine. Visitez westjet.com pour plus de détails. * Cette offre s'applique aux locations effectuées aux États-Unis seulement. Mentionner le code USA au moment de la réservation. Des périodes d'interdiction peuvent s'appliquer. Pour obtenir plus de détails, www.alamo.ca/offer/usaoffers.

AFFAIRE MULRONEY-SCHREIBER

Une caution de 1,3 million pour Schreiber

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Après deux mois derrière les barreaux, Karlheinz Schreiber a pu retrouver l'intimité de sa maison hier. La Cour d'appel de l'Ontario s'est rendue aux arguments des avocats de l'homme d'affaires germano-canadien et lui a accordé sa liberté hier matin. Une caution de 1,31 million a été payée par M. Schreiber et des amis. L'ancien ministre libéral Marc Lalonde a déboursé 100 000\$, et le principal intéressé 648 000\$. Le reste a été payé par sa femme Barbel (212 000\$); un ami de la famille, John Harding (225 000\$); et un autre proche, un homme d'affaires du nom de Michael Cochrane (125 000\$). Après avoir témoigné pendant deux heures hier devant le comité d'éthique, le président du comité,

Paul Szabo, a informé M. Schreiber qu'il avait obtenu sa libération sous caution. «J'aurai l'opportunité de revenir à la maison auprès de la personne que j'aime le plus au monde, ma femme», a répondu le principal intéressé, l'air ému. Les juges ont toutefois imposé certaines conditions à M. Schreiber. Il devra rester en Ontario. Il ne pourra pas posséder de passeport. L'homme d'affaires était détenu en lien avec sa cause d'extradition. La justice allemande l'accuse de fraude et d'évasion fiscale dans le cadre d'un autre scandale politique d'envergure. Marc Lalonde, qui pratique

maintenant le droit commercial à son compte à Montréal, n'était pas à son bureau hier. Son assistante a référé à une entrevue donnée il y a quelques semaines à La Presse Canadienne pour expliquer son geste. «Il est un citoyen canadien qui n'a jamais été reconnu coupable de quoi que ce soit dans ce pays, a affirmé M. Lalonde. Il avait droit à une remise en liberté sous caution. Aurait-il dû demeurer en prison pendant les 10 dernières années alors qu'il faisait valoir ses droits devant les tribunaux?»

Regrets
C'était une journée riche en émo-

tions pour Karlheinz Schreiber. Arrivé au parlement menottes aux poignets, hier matin, il avait pu passer la nuit à son domicile d'Ottawa plutôt qu'au centre de détention. Sa comparution a débuté par un échange cordial avec le président du comité, Paul Szabo, qui a presque fait verser des larmes au témoin. M. Szabo a exprimé les regrets des membres du comité pour un incident survenu vendredi dernier. M. Schreiber, venu chercher des documents à sa résidence, escorté par les policiers, a vu son pantalon glisser jusqu'à mi-cuisse, ce qui a dévoilé ses sous-vêtements devant

les caméras de télévision. Il a fallu quelques secondes aux limiers pour réagir et le replacer dans une posture plus digne. «Le comité regrette sincèrement que cette indignité soit arrivée, et nous encourageons fortement – très fortement – ceux qui sont responsables de faire le nécessaire pour s'assurer qu'un tel spectacle ne se reproduise plus jamais», a déclaré Paul Szabo, regardant M. Schreiber dans les yeux. M. Schreiber s'est dit touché des paroles du président. «Je suis un arrière-grand-père, a dit l'homme de 73 ans. J'ai deux enfants, six petits-enfants, un (arrière) petit-enfant, et ils n'ont pas aimé voir leur grand-père dans la position décrite. Alors j'ai un petit problème émotionnel aujourd'hui, et je veux m'excuser pour cela.»

AVIS

ELECTIONS MUNICIPALES
CANDIDAT INDÉPENDANT AUTORISÉ

Conformément à l'article 423 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le Directeur général des élections désire informer la population que le candidat indépendant* suivant a été autorisé pour l'élection partielle du 16 décembre 2007 dans la Ville de Montréal.

NOM, PRÉNOM	REPRÉSENTANT OFFICIEL	DATE D'AUTORISATION
DELOMME, Olivier	DELOMME, Olivier	2007-11-22

DG

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

* Est assimilée à un candidat indépendant la personne qui a manifesté l'intention de le devenir. L'autorisation donne au candidat indépendant le droit de solliciter ou de recueillir des contributions, d'effectuer des dépenses électorales et de contracter des emprunts suivant les dispositions de cette loi. Après le jour du scrutin, l'autorisation accordée habilite le candidat à solliciter et à recueillir des contributions aux seules fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales. Pour plus de renseignements à ce sujet, veuillez composer sans frais le 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

3526422A

Acqui**z**ition.biz

Comment acheter une PME?

Trouvez la réponse en téléchargeant gratuitement le guide « **Comment acheter une PME?** » un ouvrage pratique de plus de 200 pages, une collaboration d'Acquization.biz, Desjardins, HEC et plusieurs experts de l'industrie.

www.acquization.biz/guide

HEC MONTRÉAL

Desjardins & Cie

Gestion de projets

Cours du soir

1

Gestion de projets Inscrivez-vous à notre populaire programme de 26 semaines débutant la semaine du 7 janvier 2008. Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi.

2

Gestion de projets avancée Notre cours de 12 semaines intitulé *Project Management: Bridging Theory and Practice* offre au praticien d'expérience l'opportunité de mettre à jour ses connaissances sur des aspects pratiques de la gestion de projets.

Le contenu de ces cours est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®)

Inscrivez-vous dès maintenant, les places sont limitées.
(514) 398-5454 www.mcgill.ca/conted-general

McGill
Centre d'éducation permanente

À compter de maintenant et jusqu'à la fin de l'année, BMW vous offre :

☐ Les deux premiers paiements sur tous les modèles 2003 à 2006

☐ Le financement à partir de 1,9 %*

☒ Tous ces avantages

Dès maintenant, et pour un temps limité, profitez de notre meilleure offre jamais vue sur les voitures de Série Certifiée. Jusqu'au 31 décembre 2007, bénéficiez d'un taux de financement à partir de 1,9% sur les modèles de Série 7 et de 2,9% sur tous les autres modèles de 2003 à 2006, incluant nos fameuses voitures M. **De plus, nous acquitterons vos deux premiers paiements** s'il y a location ou financement effectué par l'entremise des services financiers offerts par BMW. Et comme toujours, toutes les voitures de Série Certifiée bénéficient de notre légendaire garantie de 6 ans /160 000 km et de l'assistance routière garantie 24 heures ou argent remis. Voyez les détails dès aujourd'hui chez votre concessionnaire local.

■ **Exclusivité** : Une sélection exclusive de véhicules d'occasion de BMW.

■ **Assurance** : Une garantie de remboursement de 5 jours ou 300 kilomètres.

■ **Tranquillité d'esprit** : Le plan de protection de la Série Certifiée^{MC} pour une période qui peut durer jusqu'à 6 ans ou 160 000 kilomètres.

Financement à partir de

1,9%

avec Services financiers BMW

Disponible seulement chez les concessionnaires du Canada.

La Série Certifiée^{MC} de BMW
Une sélection exclusive de véhicules d'occasion de BMW.

OccasionBMW.ca

Le plaisir de conduire^{MC}

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaival.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
www.bmwstejulie.com

Série Certifiée^{MC}
Véhicule d'occasion

Services financiers BMW, une division de BMW Group Canada, offre des taux de financement et des contrats pouvant aller jusqu'à 60 mois sur certains modèles 2003 à 2006 de la Série Certifiée de BMW, sous réserve de l'approbation du crédit. Par exemple: pour un véhicule de 30 000 \$ à un taux de financement de 2,9 % et un contrat de 60 mois, les mensualités seraient de 538 \$ et le coût de l'emprunt de 2 048 \$, ce qui représente une économie de 3 832 \$ par rapport au taux habituel de 8%. Pour les locations ou les achats effectués entre le 1^{er} nov. et le 31 déc. 2007, Services financiers BMW vous exonérera des deux premiers paiements mensuels allant jusqu'à 500 \$, pour un maximum de 1 000 \$ au total. Les frais d'enregistrement liés aux sûretés mobilières (jusqu'à 90 \$), les frais liés au permis de conduire, à l'assurance et à l'immatriculation et les taxes sont en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix et exiger des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. L'offre est d'une durée limitée et peut être modifiée. Visitez votre concessionnaire BMW. Son personnel se fera un plaisir de vous expliquer nos divers taux d'intérêt et modalités. **Pour en savoir plus, vous pouvez également visiter BMW.ca.** ©2007 BMW Canada inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

3526342A

3520128A

3526342A

AFFAIRE MULRONEY-SCHREIBER

Où s'en va Schreiber ?



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

On ne sait pas trop où s'en va Karlheinz Schreiber avec ses déclarations à l'emporte-pièce, mais, chose certaine, le bonhomme ne s'en va pas en Allemagne.

Il avait déjà obtenu un sursis à son extradition, la semaine dernière, en attendant que la Cour suprême entende sa cause d'ici quelques mois. Voilà qu'il pourra aussi, en échange d'une caution de 1,3 million, passer Noël en toute liberté ici, comme l'a décidé hier la Cour d'appel de l'Ontario.

Disons que pour un homme qui en était réduit à ses dernières cartes et qui avait un pied dans un Airbus à destination de l'Allemagne il y a un peu plus d'une semaine, les affaires de M. Schreiber se sont passablement améliorées. Son témoignage tourne en rond, il tire dans toutes les directions et on a la désagréable impression que l'homme d'affaires germano-canadien nous fait perdre notre temps pour en gagner un peu lui-même.

Faisant son autopromotion, le témoin-vedette avait promis dès lundi soir des cadeaux pour tout le monde à l'occasion de son deuxième passage devant les députés du comité de l'éthique de la Chambre des communes. M. Schreiber s'est peut-être fait plaisir avec son petit numéro, promettant notamment des révélations historiques, mais tout ce que nous avons eu hier, c'est le nom de Jean Charest, sorti du chapeau du témoin.

On est donc passé, depuis deux semaines, de l'affaire Airbus à l'affaire Mulroney-Schreiber et, maintenant, aux affaires

Schreiber vs le monde politique canadien. C'est comme cela que nous avons appris, sans que personne ne le lui demande, que M. Schreiber aurait versé 30 000\$ à la campagne de Jean Charest à la direction du Parti conservateur en 1993. Karlheinz Schreiber dit avoir versé l'argent au frère de M. Charest, Robert, et soutient avoir rencontré Jean Charest quand celui-ci était ministre de l'Environnement sous Brian Mulroney.

Rectification quasi immédiate de Jean Charest, hier après-midi: « Ce n'est pas 30 000\$, mais 10 000\$. Je n'étais pas au courant et je n'ai aucun souvenir d'une rencontre avec M. Schreiber. »

Ajoutons que ce versement à la campagne Charest 93, que ce soit 10 000 ou 30 000\$, ne constituait pas une fraude ou une infraction, mais la rapidité avec laquelle Jean Charest s'est pointé hier après-midi devant les collègues de la colline à Québec démontre bien le côté vénéneux de Karlheinz Schreiber.

C'est typique de ce genre de témoins-vedettes: ils n'ont rien à perdre, ils disent savoir beaucoup de choses et sont prêts à larguer quelques informations pour ne pas couler seul. C'est l'effet contaminant de ces personnages. Rappelez-vous seulement Jean Brault devant Gomery...

Mais après la performance en rappel de Karlheinz Schreiber, hier aux Communes, trois questions surgissent.

– Quelle est sa crédibilité, lui qui promet des feux d'artifice et fait plutôt éclater quelques pétards au gré de ses apparitions publiques?

– Que cherche au juste le comité de l'éthique?

– Va-t-on vraiment se taper une longue et coûteuse commission d'enquête publique sur la base des souvenirs confus de M. Shreiber?

Donc, quelle est la crédibilité du bonhomme?

Elle était déjà faible et elle ne s'est pas améliorée hier. M. Schreiber est confus, volontairement ou non, mais il sait fort bien qu'il peut dire tout ce qu'il veut devant ce comité puisqu'il a l'immunité. Ça aussi, ça rappelle les moments les plus loufoques des commandites.

Ce qui amène la deuxième question: que cherche le comité de l'éthique?

Au départ, le comité voulait vérifier si Brian Mulroney, en tant qu'ancien élu, avait manqué aux règles d'éthique et de transparence dans l'exercice de ses fonctions. Or, surprise hier, M. Schreiber a disculpé M. Mulroney

qui n'a, dit-il, rien à voir avec l'affaire Airbus. Le témoin affirme par ailleurs n'avoir jamais traité avec M. Mulroney quand celui-ci était encore premier ministre.

En annonçant la création prochaine d'une commission d'enquête, Stephen Harper voulait éclaircir, justement, ces deux points: le gouvernement fédéral devait-il verser à M. Mulroney une indemnité de 2,1 millions après avoir laissé entendre qu'il était mêlé à l'affaire Airbus, et l'ancien premier ministre a-t-il fauté alors qu'il était au pouvoir?

Pour le moment, les deux principaux témoins de l'affaire nient dans les deux cas et la GRC, après des années d'enquête, n'arrive à rien de concluant.

Va-t-on maintenant convoquer Jean Charest? Ou quiconque serait nommé par ce bon M. Schreiber, selon ses souvenirs

du moment ou ses motivations politiques?

Karlheinz Schreiber était tenu de se présenter devant le comité de l'éthique, mais rien, apparemment, ne l'empêche maintenant de dire n'importe quoi et de mener les députés en bateau.

M. Schreiber était, apparemment, un lobbyiste bien branché aux enveloppes brunes bien garnies. Mais encore?

D'où LA question: veut-on vraiment dépenser des millions pour une commission d'enquête publique ayant M. Schreiber comme épine dorsale?

Un billet d'avion aller simple pour l'Allemagne coûterait moins cher. Les Allemands seraient même probablement prêts à le payer.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca



PHOTO TOM HANSON, LA PRESSE CANADIENNE

Karlheinz Schreiber se montrait confiant devant les membres du comité de l'éthique de la Chambre des communes, hier juste avant de livrer son témoignage.



Montréal - Big Apple : embarquement bientôt!

Nouveau service quotidien sans escale vers New York/LaGuardia

Le 13 décembre 2007, American Eagle lance trois nouveaux vols quotidiens sans escale

Montréal-New York/LaGuardia. De plus, pour une durée limitée, vous pouvez obtenir un tarif spécial

lorsque vous volez vers LaGuardia. Et comme, à New York, votre dollar va plus loin, vous pourrez en faire

autant en profitant de correspondances vers plus de 250 villes dans le monde. Vous obtiendrez même

des milles AAdvantage® bonis sur les vols sans escale en réservant sur AA.com. Alors, réservez

aujourd'hui sur AA.com, appelez American au 1 800 433-7300, ATS, pour les personnes malentendantes,

au 1 800 543-1586 ou contactez votre agent de voyages.

Obtenez des milles AAdvantage bonis et ne payez aucuns frais de réservation en ligne en achetant votre billet sur AA.com.*

Qu'est-ce qui vous transporte aujourd'hui?

American Airlines®
American Eagle®

*RESTRICTIONS: Le tarif indiqué dans chaque direction est basé sur un voyage aller-retour avec American Eagle et est non remboursable et non transférable. Les sièges sont limités. Le tarif peut ne pas être offert sur tous les vols et peut être modifié sans préavis. Les billets peuvent également être obtenus par téléphone au service de réservations d'American Airlines moyennant 10\$ US additionnels ou à un centre de voyages American Airlines ou à la billetterie de l'aéroport moyennant 15\$ US additionnels. Les agents de voyage peuvent imposer des frais de service supplémentaires pour l'émission de billets. Pour acheter un billet sur AA.com, vous devez utiliser une carte de crédit comportant une adresse de facturation aux États-Unis, à Porto Rico, aux îles Vierges américaines, au Canada, au Royaume-Uni ou sélectionner un pays en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Le tarif n'inclut pas (a) la taxe d'accise fédérale de 3,40\$ US par segment de vol domestique américain, comportant pour chaque itinéraire un décollage et un atterrissage, (b) jusqu'à 18\$ US par voyage aller-retour pour les frais d'aéroport local et (c) 2,50\$ US de frais de sécurité suite au 11 septembre par provenance d'un aéroport aux États-Unis, jusqu'à 5\$ US par vol ou 10\$ US pour un voyage aller-retour; et (d) 7\$ US de frais d'inspection fédérale par voyage aller-retour pour les frais de sécurité sur les voyages en avion pouvant compter jusqu'à 24\$ CAN par passager en provenance d'un aéroport canadien. Des changements peuvent être apportés à votre billet si vous répondez aux restrictions du nouveau tarif et payez 100\$ US de frais, plus toute différence de tarif. Des pénalités sur les changements/annulations s'appliquent. Les changements doivent être effectués avant le moment de votre départ. Lorsque les vols sont annulés avant l'heure du départ, le billet sera valide pour une année à partir de la date d'émission d'un billet non

utilisé ou pour une année pour un billet partiellement utilisé. Si vous n'annulez pas votre vol avant l'heure de départ, le billet n'aura aucune valeur. Le tarif annoncé est en vigueur seulement sur American Eagle. Les billets doivent être achetés au moins 7 jours avant le départ ou dans les 24 heures suivant la réservation, selon la première éventualité, mais pas plus tard que le 27 décembre 2007 à minuit. D'autres dates de voyage sont offertes à prix additionnels. Le tarif annoncé est en vigueur pour les voyages effectués entre le 13 décembre 2007 et le 13 février 2008. Les horaires sont sujets à des changements sans préavis. D'autres conditions s'appliquent. † OFFRE DE MILLES BONIS AA.COM: Pour les détails sur les milles bonis offerts sur AA.com visitez www.aa.com/benefits. American Airlines se réserve le droit de changer le règlement du programme AAdvantage, les bonifications de voyage et les offres spéciales à n'importe quel moment sans préavis et la fin du programme AAdvantage avec un avis six mois. Pour tous les détails concernant le programme AAdvantage, visitez www.aa.com. American Eagle est opéré par American Eagle Airlines, Inc., ou Executive Airlines, Inc., qui sont détenus entièrement par des compagnies affiliées de American Airlines. Le service AmericanConnection est opéré par Trans States Airlines, Inc., Chautauqua Airlines, Inc., ou RegionsAir, Inc., qui sont des contracteurs indépendants. American Airlines, American Eagle, AmericanConnection, AAdvantage et AA.com sont des marques appartenant à American Airlines, Inc. oneworld est une marque de oneworld Alliance, LLC.

AFFAIRE MULRONEY-SCHREIBER

Un écart de 20 000 \$

Jean Charest confirme avoir reçu 10 000\$ de Schreiber

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le premier ministre Jean Charest a reconnu hier que sa campagne à la direction du Parti conservateur en 1993 avait bénéficié de la générosité du controversé Karlheinz Schreiber. Ce dernier a lancé un pavé dans la mare en révélant hier qu'il avait donné 30 000 \$ à Robert Charest, le frère du premier ministre, pour l'aider à succéder à Brian Mulroney.

Après un long conciliabule à son bureau, à l'entrée de la réunion du caucus libéral, M. Charest a reconnu qu'une contribution était venue de l'industriel allemand. Cette tuile tombe au moment où Jean Charest paraît avoir réalisé un parcours sans faute aux cours des dernières semaines.

«Étonné par la nouvelle» — après avoir vérifié avec son frère Robert au téléphone —, Jean Charest a soutenu que cette contribution en argent comptant était plus près de 10 000 \$ que de 30 000 \$.

À Ottawa, M. Schreiber a précisé que c'est Robert Charest qui l'avait sollicité lors d'une rencon-

tre à l'édifice de la Confédération. M. Schreiber avait alors donné 30 000 \$ pour appuyer les efforts de Jean Charest pour succéder à Brian Mulroney.

Jean Charest dit que c'est plutôt Elmer MacKay qui avait sollicité de l'argent pour sa campagne. Robert Charest avait travaillé pendant quelques années au cabinet d'Elmer MacKay.

Cette contribution était « conforme aux règles quant au financement des partis politiques qui étaient en vigueur à ce moment-là ».

Robert Charest n'avait aucune responsabilité liée au financement de sa campagne à la direction du PC, a précisé Jean Charest. «Il a agi comme bénévole pour moi durant la course de 1993», a-t-il souligné.

«C'est la première fois que j'entends parler de cela», a dit Jean Charest hier. Cette contri-

bution était « conforme aux règles quant au financement des partis politiques qui étaient en vigueur à ce moment-là ». La loi fédérale sur le financement des partis politiques a toujours été plus laxiste que la loi québécoise et les campagnes à la direction des différentes formations ne sont soumises qu'aux règles que s'imposent les partis.

Jean Charest soulignait aussi hier n'avoir «aucun souvenir» d'une rencontre avec l'homme d'affaire d'origine allemande, même si celui-ci soutenait avoir pu rencontrer l'aspirant à la direction du PC à l'époque. «Quand on est dans la vie publique, on fait beaucoup d'événements, on peut serrer la main des gens, les croiser dans des salles. Mais je n'ai aucun souvenir de M. Schreiber et je n'ai traité aucun de ses dossiers», a affirmé le premier ministre.

«Si lui avait des attentes, c'était certainement pas conforme à ce qu'on faisait comme pratique. On recevait des dons pour la course au leadership», a ajouté Jean Charest.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE
Jean Charest a dû répondre aux questions de l'opposition concernant le pavé lancé d'Ottawa par le financier Karlheinz Schreiber. L'ADQ et le PQ ont promis de revenir à la charge dès aujourd'hui.

Qui dit vrai? se demande l'opposition

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Adéquistes comme péquistes comptent bien revenir aujourd'hui à l'Assemblée nationale pour réclamer plus de transparence du premier ministre Jean Charest. Les allégations du lobbyiste germano-canadien Karlheinz Schreiber sont graves et méritent une réponse plus détaillée que celle fournie, hier par M. Charest, ont lancé d'une même voix l'adéquiste Sébastien Proulx et le péquiste Stéphane Bédard.

«Ils peuvent revenir là-dessus s'ils le désirent, on a dit ce qu'on avait à dire», a répliqué en fin de journée M. Charest.

«Il y a deux politiciens au Canada qui ont reçu de l'argent de M. Schreiber, MM. Mulroney et Charest. Tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas fait toute la lumière là-dessus, la situation sera embarrassante pour M. Charest», a estimé Sébastien Proulx.

Pour le leader parlementaire de l'ADQ, «il n'y a rien d'illégal de commis, mais on veut savoir les motifs. C'est à M. Charest de dissiper les doutes. Comme premier ministre du Québec, on s'attend de lui à beaucoup de transparence».

D'abord, il y a des contradictions évidentes, souligne M. Proulx. M. Schreiber affirmait sous serment avoir contribué 30 000 \$ à la campagne de Jean Charest en 1993; son frère Robert se souvient d'un don de 10 000 \$. Et comment se fait-il que M. Charest ne se souvienne pas d'avoir rencontré un aussi généreux donateur.

Pour le péquiste Stéphane Bédard, on peut se poser des questions quand le premier ministre soutient ne pas se souvenir d'un donateur de 10 000 \$ à sa campagne au leadership.

«Cela m'étonne qu'on n'ait aussi rapidement une partie de la déclaration, ce n'est pas 30 000 \$, c'est 10 000 \$. Comment peut-on régler cela sur un coup de téléphone, alors qu'on parle d'argent comptant, qui n'a pas laissé de traces?»

Cadeaux givrés

Unisexe

MOONSHADOW
Bandeau extensible en Power Stretch^{MD}
Gris, bleu ou noir
Unisexe
Notre prix rég. 14⁹⁹

Épargnez

8⁹⁹ **40%**

Homme

MOONSHADOW
Tuque péruvienne
Notre prix rég. 23⁹⁹

Chapeau
Notre prix rég. 21⁹⁹

Tuque
Notre prix rég. 19⁹⁹

Au choix

13⁹⁹ ch.

Unisexe

MOONSHADOW
Balaclava extensible en Power Stretch^{MD}
Unisexe
Gris, bleu ou noir
Notre prix rég. 22⁹⁹

Épargnez plus de

12⁹⁹ **40%**

Homme

McKINLEY
Gants pour homme ou mitaines pour femme
Softshell
Notre prix rég. 44⁹⁹

Épargnez plus de

24⁹⁹ **40%**

Homme

MERRELL Snowdrift
Bottes d'hiver pour homme
Notre prix rég. 159⁹⁹

Épargnez

109⁹⁹ **50⁰⁰**

Femme

THE NORTH FACE
Women Allure
Bottes d'hiver pour femme
Notre prix rég. 159⁹⁹

Épargnez

109⁹⁹ **50⁰⁰**

Femme

Alizée
ALIZÉE Escapade
Manteau 3/4 de ville pour femme
Isolant Maxsoft
Marine ou noir
Notre prix rég. 329⁹⁹

Épargnez plus de

159⁹⁹ **50%**

Carte-cadeau
Gift card

Offrez nos cartes-cadeaux, un cadeau nature!

atmospherepleinair.com

BAS SAINT-LAURENT • Rimouski, Carrefour Rimouski 418 723-6543 **maintenant ouvert** • **ESTRIE** • Bromont, Place Champêtre 450 534-0764 • Sherbrooke, 2325, rue King Ouest 819 566-8882

LANAUDIÈRE • Terrebonne, Galeries Terrebonne 450 471-3688 • **LAVAL/LAURENTIDES** • Laval, Méga Centre Notre-Dame 2340, autoroute 13, Ste-Dorothée 450 689-7727

• Laval, 5080, boul. Robert Bourassa, intersections Aut. 19/440, Duvernay 450 661-2558 **maintenant ouvert** • **Rosemère**, Place Rosemère 450 435-3820 • **Saint-Sauveur**, Les Factoreries St-Sauveur 450 227-2155

MAURICIE/BOIS-FRANCS • Drummondville, Promenades Drummondville 819 477-4533 **maintenant ouvert** • **Trois-Rivières**, 2930, boul. des Récollets 819 370-3100 • **MONTÉRÉGIE** • **Brossard**, Mail Champlain 450 671-8585

• Saint-Bruno, Promenades St-Bruno 450 653-0599 • **Salaberry-de-Valleyfield**, 277, rue Victoria 450 373-4000 **maintenant ouvert** • **MONTREAL** • Anjou, Galeries d'Anjou 514 354-2997 • **LaSalle**, Carrefour Angrignon 514 365-1286

• Montréal, 1610, rue St-Denis 514 844-2228 • **Pointe-Claire**, Centre Fairview 514 694-8182 • **Ville Mont-Royal**, Centre Rockland 2305, chemin Rockland 514 787-1717 • **OUTAOUAIS** • **Gatineau**, Promenades de l'Outaouais 819 243-3711

QUÉBEC • Lebourgneuf, Méga Centre Lebourgneuf 418 627-6665 • **Lévis**, Galeries Chagnon 418 835-1088 • **Sainte-Foy**, Place Ste-Foy 418 780-8035 • **SAGUENAY** • **Chicoutimi**, Place du Royaume 418 545-0767

Offre de base : Obtenez 1 mille de récompense AIR MILES^{MD} pour chaque tranche d'achat de 20\$* (excluant les taxes).

Cette promotion de 5 jours débute le 5 décembre 2007. Le prix de cette annonce sont en vigueur du 5 au 9 décembre. Les rabais sur certains items peuvent se prolonger après cette promotion. Si nous découvrons des erreurs ou omissions dans la publicité, ATMOSPHERE SPORTS-PLEIN AIR fera les corrections nécessaires et en avisera les consommateurs le plus rapidement possible. Les quantités peuvent être limitées. La sélection (styles, couleurs, grandeurs et modèles) peut varier par magasin. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités achetées.

DERNIÈRE CHANCE POUR LA LIVRAISON DE NOËL!

EXCUSEZ-NOUS!
HERR SCHICKLGRUBER
H. Clifford Chadderton

Ce livre raconte les aventures pénibles des jeunes hommes qui ont combattu au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cet ouvrage donne un aperçu des personnalités, des sentiments et des espoirs de ces jeunes hommes qui se sont battus contre vents et marées. Leurs histoires sont effrayantes, amusantes, tragiques et miraculeuses.

Pour tout renseignement ou pour commander ce livre (10 \$), communiquez avec :
Les Amputés de guerre
1 800 250-3030
www.amputesdeguerre.ca

Le Canada exigera des explications

OTTAWA — Le Canada n'entend pas en rester là après l'expulsion de son ambassadeur en Iran.

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, maintient qu'il s'agit de la part du gouvernement iranien d'une « décision complètement injustifiable ».

Ottawa a rejeté ces dernières semaines les candidats propo-

semaines les candidats proposés par Téhéran au poste d'ambassadeur de l'Iran au Canada.

« Nous avons considéré chacune des nominations selon ses mérites, a affirmé M. Moore. Et après examen approfondi de leurs carrières, nous avons conclu que ces personnes n'étaient pas des candidats convenables pour occuper une telle fonction, notamment dans le contexte du défi exceptionnel que représentent en ce moment les relations bilatérales entre le Canada et l'Iran. »

Le geste de Téhéran est de toute évidence un geste de représailles aux refus répétés d'Ottawa d'accepter l'un des émissaires choisis par les autorités iraniennes.

Ottawa continue d'affir-

Le dernier diplomate canadien à avoir été expulsé de son poste à l'étranger avant cette affaire avec Téhéran est une femme. Il s'agit de Nuala Lawlor, qui était chargée d'affaires du Canada au Soudan. Le 23 août dernier, la haute responsable de la diplomatie canadienne à Khartoum a été accusée par le gouvernement soudanais de s'être ingérée dans les affaires internes du pays, mais sans que l'on révèle les détails de cette accusation. Le gouvernement Harper avait à son tour expulsé un diplomate soudanais tout en affirmant que M^{me} Lawlor ne faisait que son travail au Soudan en défendant la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit.

mer cependant qu'il s'efforce de maintenir la communication avec le gouvernement Ahmadinejad mais qu'il ne cédera pas sur son exigence d'un ambassadeur « satisfaisant ».



PHOTO MASSOUD HOSSAINI, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, maintient que la décision du gouvernement iranien est « complètement injustifiable ».

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre de l'Environnement, John Baird, trouvera sur son chemin à Bali un comité de réception plutôt hostile d'une soixantaine de représentants de groupes environnementaux canadiens et de députés des partis de l'opposition.

Cette délégation non officielle fera tout le tapage nécessaire pour que le Canada modifie sa politique en matière de lutte contre les changements climatiques.

C'est justement ce genre de confrontation que le ministre Baird voulait éviter en n'invitant pas les partis de l'opposition et les environnementalistes à l'accompagner à cette importante rencontre internationale.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, ne s'est d'ailleurs pas caché hier pour dire qu'il y déléguait son critique en matière d'environnement, le député Nathan Cullen, pour justement «critiquer le gouvernement du Canada» à la face du monde entier. «Le gouvernement semble préférer cette approche», a souligné M. Layton, puisqu'il a refusé d'inclure des députés de l'opposition dans la délégation officielle. Il préfère que nous soyons là pour soulever des problèmes.»

La rencontre de Bali a pour but premier de définir un calendrier de pourparlers qui devront mener à un accord international de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour la période post-Kyoto, soit après 2012.

« Oui, nous dénonçons le gouvernement si nous sentons qu'il va à l'encontre de la majorité pendant la conférence, affirme aussi de son côté le porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement, le député Bernard Bigras, qui s'envole aujourd'hui pour Bali. Nous nous présentons là-bas avec des exigences concrètes. »

L'opposition et les écologistes canadiens vont ainsi tenter de multiplier les interventions à Bali auprès de M. Baird et des autres délégations nationales afin que

« Oui, nous dénoncerons le gouvernement si nous sentons qu'il va à l'encontre de la majorité pendant la conférence. Nous nous présentons là-bas avec des exigences concrètes. »

pacte international n'est pas conclu d'ici 2009 pour succéder au protocole de Kyoto, le monde court aux désastres économique et environnemental.

«À Nairobi, en 2006, lors de la précédente conférence de l'ONU sur le climat, les ONG avaient joué un rôle assez important dans la mise en commun des efforts pour contrer la position canadienne, explique Bernard Bigras. Ce n'est pas moi qui avais appelé le ministre de l'Environnement du Québec (Claude) Béchéard et ce n'est pas M. Béchéard qui m'avait appelé. Les ONG avaient joué ce rôle de rassembler tous ceux et celles qui avaient une position contraire à celle exprimée par le Canada.»

On se souvient que lors de cette conférence de Nairobi, M. Béchard avait tenu conjointement avec Greenpeace et le Sierra Club une conférence de presse au cours de laquelle la position canadienne avait été décriée, au grand dam du gouvernement Harper.

« Je n'arrive pas à Bali avec pour intention première de dénoncer le gouvernement », précise cependant Bernard Bigras. Mais si Ottawa ne répond pas aux exigences du Bloc québécois et des ONG, le député concède qu'il ne pourra faire autrement que

Le Bloc et les ONG exigent notamment une réduction de 20 % des émissions de GES de façon absolue d'ici 2020 par rapport aux émissions de 1990, et non pas par rapport aux émissions de 2006, comme le

MAGASINER AU CANADA,
C'EST PAYANT.

TOUT LE MONDE GAGNE

Obtenez jusqu'à
10 000 \$
applicable à l'achat ou
à la location de votre véhicule
ou gagnez une
G5 SE 2008¹.

+
RABAIS ÉQUIVALENT
À
1%
DE LA
TPS
à l'achat²

G5 SE
ÉDITION SPÉCIALE
2007

VILLE³: 9,2 L/100 KM
ROUTE³: 5,9 L/100 KM

196 \$

par mois³
Location 48 mois

1584 \$

de comptant

0 \$

de dépôt de sécurité

PRÉPARATION ET FRAIS DE TRANSPORT
DE 1 095 \$ INCLUS

CRÉDIT DE BASE DE 1 000 \$ INCLUS⁴

VIBE
2008

VILLE³: 7,9 L/100 KM
ROUTE³: 5,9 L/100 KM

199 \$

par mois³
Location 48 mois

2561 \$

de comptant

0 \$

de dépôt de sécurité

PRÉPARATION ET FRAIS DE TRANSPORT
DE 1 160 \$ INCLUS

CRÉDIT DE BASE DE 1 000 \$ INCLUS⁴

WAVE
2008

VILLE³: 8,7 L/100 KM
ROUTE³: 5,8 L/100 KM

186 \$

par mois³
Location 60 mois

0 \$

de comptant
de dépôt de sécurité

PRÉPARATION ET FRAIS DE TRANSPORT
DE 1 095 \$ INCLUS

CRÉDIT DE BASE DE 1 000 \$ INCLUS⁴

Mêmes offres disponibles
sur le modèle 5 portes.

OFFRESPONTIAC.CA

DE PLUS, PROFITEZ D'UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT
DE 0% SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2007 EN STOCK⁶.

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM + 160 000 KM + 160 000 KM
5 ANS SUR LE GROUPE 5 ANS AVEC TRANSPORT 5 ANS AVEC ASSISTANCE
MOTOPROPULSEUR DE COURTOISIE ROUTIÈRE
GARANTIE LIMITÉE⁷

une histoire d'auto qui finit bien.

GAGNEZ VOTRE CIEL!
DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE.
Obtenez un crédit de 1000 \$

applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM neuf lorsque vous envoyez votre vieux véhicule
se reposer au ciel. Visitez autos-o-ciel.ca ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails.

2315107A

23151

[illegible]

POLITIQUE

Pour traverser la frontière sans passeport

Québec et le Vermont proposent un permis de conduire « à puce »

MARTIN OUELLET
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Un nouveau permis de conduire « à puce », contenant des informations personnelles comme le passé criminel du détenteur, pourrait faire son apparition au Québec d'ici la fin de l'année 2008.

Ce permis de conduire « amélioré » permettrait à ses détenteurs de voyager d'un côté à l'autre de la frontière nord de l'État du Vermont sans avoir à présenter un passeport, a indiqué hier le premier ministre Jean Charest, en conférence de presse à Québec.

M. Charest était accompagné du gouverneur du Vermont, Jim Douglas, avec

qui il s'est entendu pour présenter vers « la fin de l'année 2008 » un permis de conduire satisfaisant aux critères de sécurité des États-Unis.

Restera alors à faire approuver la mesure par le gouvernement fédéral américain.

Depuis le début de 2007, les États-Unis obligent les voyageurs canadiens à présenter un passeport pour entrer en sol américain. Pour l'heure, la mesure est limitée aux voyageurs entrant au pays par avion, mais il est prévu qu'elle s'étende aux passages terrestres et maritimes dès l'été 2009.

Compte tenu que 85 % des déplacements entre le Canada et les États-Unis se font par les voies terrestres, la présentation obligatoire du passeport risque de réduire

le nombre de passages à la frontière et par conséquent, de nuire aux échanges commerciaux entre les deux pays, opinent MM. Charest et Douglas.

Surtout qu'aux États-Unis, contrairement au Canada, la grande majorité des citoyens ne disposent toujours pas d'un passeport.

Le permis de conduire « à puce », délivré sur une base volontaire, serait un peu plus dispendieux qu'un permis régulier, mais « beaucoup moins cher que le passeport », a affirmé M. Charest.

Le permis de conduire « amélioré » comporterait en outre une « identification numérologique » comprenant l'identité, la date de naissance et, s'il y a lieu, le dossier criminel du détenteur.

EN BREF

L'affaire Mulroney-Schreiber ne nuit pas aux conservateurs

L'intense couverture médiatique de l'affaire Mulroney-Schreiber n'a pas nui aux perspectives électorales des conservateurs du premier ministre Stephen Harper, indique un nouveau sondage. En fait, d'après le plus récent sondage La Presse Canadienne-Décima/Harris, les conservateurs ont maintenu une avance de huit points sur les libéraux, malgré des semaines de révélations et de rappels incessants des transactions financières de Karlheinz Schreiber avec l'ex-premier ministre conservateur Brian Mulroney. Le sondage donne 36 % d'appuis aux conservateurs à l'échelle nationale contre 28 % aux libéraux, ce qui est inchangé par rapport à un sondage effectué il y a deux semaines. Le Nouveau Parti démocratique recueille 16 % d'appuis et le Parti vert, 11 %. Au Québec, le Bloc québécois était toujours en avance avec 35 %, suivi des conservateurs (23 %), des libéraux (18 %), du NPD (14 %) et des Verts (8 %). Le sondage tend à montrer que les conservateurs ont dépassé les libéraux dans les provinces atlantiques, un ancien bastion libéral. La consultation téléphonique auprès d'un millier de Canadiens a été effectuée entre le 29 novembre et le 2 décembre, et comporte une marge d'erreur n'excédant pas 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur augmente pour ce qui est des résultats régionaux. La Presse Canadienne

Le ministre Blackburn se défend de favoriser le Saguenay au DEC

Le ministre Jean-Pierre Blackburn se défend d'abuser de sa position de ministre responsable de l'agence de développement économique pour les régions du Québec (DEC) pour faire pleuvoir des investissements dans sa région. Des documents obtenus par La Presse Canadienne révélaient cette semaine que 20 % des 228 annonces faites pour les régions du Québec visaient le coin de pays du ministre. Pourtant, le Saguenay-Lac-Saint-Jean ne compte que 4 % de la population du Québec. À sa sortie des Communes, hier, le ministre Blackburn a expliqué cette pluie d'investissements dans sa région par la popularité des programmes qu'il a mis en place pour aider les régions. « Ces six nouveaux outils sont tellement appropriés par rapport aux besoins des régions qu'il y a eu le double de demandes de dossiers dans notre propre région », a plaidé M. Blackburn. La Presse Canadienne

Jusqu'au 31 décembre 2007

L'événement BMW Canada

Plaisir ultime

2%location de 39 mois* sur tous*** les modèles 2007

3%location de 36 mois* sur les modèles sélectionnés 2008

La force du dollar canadien nous permet de vous offrir des taux exceptionnels.

ÉCONOMISEZ SUR LA TPS††1%

OFFRE À LA LOCATION

BMW X5 3.0si 2008 à partir de

689\$* / mois pendant 36 mois

3%Taux de location

xDrive^{MD} Traction intégrale TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

X5 2008

- Eh! les gars... Pensez-vous qu'on va être revenus avant le 31 décembre 2007 ?

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaual.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
www.bmwsteintulie.com

BMW X5

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.^{MD}

††Sous réserve d'un acompte ou d'une entente équivalente; les montants varient selon le modèle. ††† Sauf sur les modèles de Série 5. *Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW Canada, sous réserve de l'approbation du crédit, sur tous les modèles 2007 de même que sur les modèles BMW X3 3.0i/X3 3.0si, BMW X5 3.0si et BMW 535i/535xi/535xiT 2008. Exemple: à la location d'une BMW 328i 2007 standard à 41 000 \$ avec un taux d'intérêt annuel de 2%, un terme de 39 mois et un acompte de 4 050 \$, les mensualités sont de 399 \$. Exemple: à la location d'un BMW X5 3.0si 2008 standard à 61 900 \$ avec un taux d'intérêt annuel de 3%, pour une location de 36 mois comportant une mensualité de 689 \$, un montant de 9 595 \$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière). Le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 34 664 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre d'une durée limitée, sujette à la disponibilité, peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 décembre 2007. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2008 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 kilomètres, selon la première éventualité. † Le plein montant de TPS demeure applicable, mais BMW assume le 1% de différence jusqu'au 31 décembre 2007. ©2007 BMW Canada inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du: 2007-12-04

Triplex

11 12 20 28 35

Chiffre 8 836 4

Astro

Jour 25 - Mois - Année - Signe

25 DÉCEMBRE 43 VIERGE

517

*décom dans le

NOUVEAU! LE GROS LOT EST MAINTENANT À 2 MILL

NE MANQUEZ PAS LE TIRAGE CE SOIR!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priori

Célébration 2008

Résultat du : 20

TOYOTA HIGHLAND

646F6

*Ce lot est échangeable

OUPS...

PAYEZ-VOUS TROP CHER ?

DE 20 À 60% SUR TOUT EN TOUT TEMPS CHEZ

Pleinair ENTREPÔT

MONTREAL : 1451, av. MONT-ROYAL Est 514-525-5309 BROSSARD : 6678A, boul. TASCHEREAU 450-672-3217

NE PERDEZ PAS VOTRE TEMPS DANS UNE FILE D'ATTENTE !

LES LIQUIDES NE VOLENT PAS.

Restrictions en vigueur sur tous les liquides (incluant l'eau), les gels, les aérosols et sur certains produits alimentaires.

Pour connaître la liste des articles permis dans vos bagages de cabine, visitez www.acsta.gc.ca ou composez le 1-888-294-2202, car le premier point de contrôle, c'est vous.

Canada

LA SÉCURITÉ D'ABORD POUR VOUS ET VOTRE FAMILLE

ACSTA CATSA

CONGRÈS DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES

Protéger l'agriculture comme la culture

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Donner la priorité à l'achat local, aux marchés intérieurs, à la diversité des produits et surtout, éviter d'astreindre le monde agricole aux lois du marché international. L'Union des producteurs agricoles prône la souveraineté alimentaire et demande que l'agriculture soit protégée au même titre que la culture l'a été par une convention de l'UNESCO.

Au premier jour du congrès général 2007 de l'UPA, à Québec, le président de l'organisation, Laurent Pellerin, a livré un vibrant plaidoyer pour que chaque pays conserve le pouvoir de définir ses propres politiques agricoles et alimentaires. L'avenir de l'agriculture, en pleine crise au Québec, passe selon lui par le concept de souveraineté alimentaire.

Alors que des négociations s'éternisent à l'Organisation mondiale du commerce, sans en arriver à une entente sur la place de l'agriculture,

l'UPA réclame «une convention particulière à l'échelle internationale», à l'instar de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, adoptée par l'organisme international en 2005.

M. Pellerin se défend de vouloir un repli sur soi en matière d'agriculture et soutient qu'il n'est pas impossible de protéger et réglementer la production agricole tout en continuant les exportations sur les marchés étrangers.

«Au delà de 75 % de ce qu'on produit au Canada est consommé domestiquement. On doit d'abord nourrir notre monde», soutient M. Pellerin, qui est contre le fait que des produits importés se retrouvent sur les tablettes des commerces alors que le Québec produit ces mêmes aliments. Selon lui, le gouvernement doit se donner au minimum une politique agricole québécoise afin d'assurer une cohérence entre toutes les lois touchant le secteur, notamment sur la mise en marché,

le zonage, la financière agricole. Il faut aussi, selon M. Pellerin, renforcer le contrôle des produits agricoles qui entrent dans la province et sont vendus ici. L'agriculture souffre particulièrement en ce moment de la force du dollar canadien, au même titre que l'industrie forestière.

Le président de l'UPA entend militer sur la scène mondiale pour promouvoir le concept de souveraineté alimentaire et l'idée d'une exemption agricole internationale des traités et organismes économiques.

L'UPA doit élire un président demain. M. Pellerin brigue un 8^e mandat – il est président depuis 1993. Les mises en candidature se terminent aujourd'hui, à midi, mais en date d'hier, un seul candidat potentiel s'était manifesté pour s'opposer à M. Pellerin: son adversaire de 2005, le producteur laitier Christian Lacasse, qui n'avait alors perdu que par 11 voix.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, CANADIAN PRESS

Laurent Pellerin, président de l'UPA.

POLITIQUE DE L'EAU

Peu d'argent frais

MATHIEU PERREAULT

La Politique nationale de l'eau a donné lieu à des investissements de 660 millions depuis quatre ans. Il s'agit d'une hausse de 300 % des budgets reliés à l'eau, mais la part du lion de cette augmentation est due à des projets d'infrastructures prévus depuis longtemps.

En 2006-2007, les réseaux de distribution et les systèmes d'assainissement ont glané près de 90 % du budget de 323 millions réservé à l'eau. En 2002, ces deux domaines ne récoltaient que le tiers des 75 millions dépensés par le gouvernement provincial dans ce domaine, selon des données rendues publiques hier.

«Nous n'avons pas eu le temps d'analyser en détail les chiffres, mais il est clair qu'il n'y a pas eu beaucoup d'argent frais, affirme Martine Ouellet, de la Coalition Eau Secours. Pire, l'action législative a été très faible. Il est possible de privatiser pour 25 ans la ressource aquifère, et il n'y a toujours pas de redevances sur l'eau embouteillée au Québec. La gestion du phosphore se fait toujours ferme par ferme, ce qui est aberrant vu que les effets se font sentir sur différents bassins versants. Il y a eu très peu d'argent conacré à l'avancement des connaissances.»

En effet, les sommes affectées au développement des connaissances ont stagné (1,6 million en 2003-2004, 1,5 million l'an dernier), tout comme celles sur la révision du cadre juridique (un maigre 300 000\$ a été dépensé en 2004-2005, et rien les années suivantes). L'assainissement agricole stagne autour de 40 millions par année. La protection des écosystème a connu une baisse de financement, de 3,6 à 2,3 millions.

Seule note positive au tableau, les activités récréotouristiques aquatiques ont connu l'an dernier une hausse de 300 % de leur financement. Mais les subventions à la pêche et à l'accès aux sites restent modestes en valeur absolue, cinq millions l'an dernier.

Canada-Corée : négos en péril

Les discussions pour un accord de libre-échange entre le Canada et la Corée du Sud se sont heurtées à de sérieux obstacles et pourraient se solder par un échec, a admis hier le ministre canadien du Commerce, David Emerson. M. Emerson s'est cependant montré confiant d'en arriver à une entente semblable avec la Colombie, malgré l'opposition de groupes de défense des droits de la personne qui estiment que le gouvernement colombien est derrière les attentats et les assassinats ayant pour cibles des leaders syndicaux et des activistes. L'entente de libre-échange avec la Corée du Sud semble plus que jamais hors d'atteinte, a estimé le ministre, notamment parce que le pays a déjà signé un accord semblable avec les États-Unis et négocie actuellement avec l'Europe, le Japon et l'Inde, ce qui rend les discussions avec le Canada moins attrayantes.

La Presse canadienne



Toujours fidèle

Mettez-en un sous votre sapin.



Sony Ericsson W300i
> Appareil photo et caméscope
> Appareil monde
25 \$



MOTORAZR V3
> Appareil photo et caméscope
> Appareil monde
0 \$



Nokia 6300
> Appareil photo de 2 mégapixels et caméscope
> Technologie Bluetooth®
50 \$



Motorola W510
> Appareil photo de 1,3 mégapixel et caméscope
> Appareil monde
50 \$



LG TU500
> Nouveau Fido 3G haute vitesse avec Appel vidéo
> Appareil monde
75 \$



Avec Entente Fido® de 3 ans

Recevez 50 \$ en carte-cadeau

à l'achat d'un appareil de 50 \$ et plus et d'un accessoire, applicable sur tous les articles Fido.

La carte-cadeau est offerte seulement dans les magasins Fido.

MAGASINS FIDO

MONTRÉAL
1004, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre Eaton
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD
Carrefour du Nord, St-Jérôme
Carrefour Laval
Centre Laval
Galeries Rive-Nord, Repentigny
Galeries Terrebonne
Place Rosemère

RIVE-SUD
Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno

PARTENAIRES DÉTAILLANTS

MONTRÉAL
ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
3820, rue St-Denis, Montréal
1221, rue St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3920, rue Wellington, Montréal
7024, rue St-Hubert, Montréal
CELLUMAX INC.
Complexe Desjardins, Montréal

CELTEL MOBILITÉ
35, rue Beaubien Est, Montréal
101, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent
COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
4046, boul. Jean-Talon Est, Montréal

5613, avenue du Parc
CONNECTION MOBILE
1476, avenue du Collège, Ville Saint-Laurent
DURA TECH
5040, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
FIRST CONE FINANCIAL SERVICES
5175B, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
FOXCOM
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard

MOBILE IT
Place de la Cathédrale, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal
MULTI-CELL COMMUNICATIONS
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles

PÈRE DU CELLULAIRE (LÉ)
4889, rue Jarry Est, St-Léonard
POSITIVE ELECTRONIQUE PEP INC.
200, boul. d'Anjou, bureau 128, Châteauguay
Gare centrale, Montréal
Centre commercial le Boulevard, Montréal

STUDENT PHONES
Voyages Campus, Université Concordia

ZONE MOBILE
Galeries des Sources, Dollard-des-Ormeaux
Place Alexis Nihon, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier

LAVAL ET RIVE-NORD
ACTION-PAGE INC.
1704, boul. Des Laurentides, Laval
CELTEL MOBILITÉ
1637, boul. Daniel-Johnson, Laval

ZONE MOBILE
367, Arthur-Sauvé, St-Eustache
RIVE-SUD
ACTION-PAGE INC.
Place Longueuil
1836, Chemin Chambly, Longueuil

ZONE MOBILE
3310, boul. Taschereau, Greenfield Park
Métro Longueuil
FUTURE SHOP
BEST BUY

la cabine

Abonnez-vous dès maintenant en composant le 1 866 302-FIDO

Les prix des appareils sont valides jusqu'au 4 février 2008 ou jusqu'à épuisement des stocks. Le prix du LG TU500 est valide à l'activation d'un forfait mensuel avec une nouvelle Entente Fido de trois ans et l'option Navigation de 12 Mo de trois ans. Le crédit d'appareil de 125 \$ figurera sur la deuxième facture mais les taxes de vente applicables ne seront pas créditées. Les prix des autres appareils sont valides à l'activation d'un forfait mensuel avec une nouvelle Entente Fido de trois ans. L'offre de la carte-cadeau de 50 \$ est valide du 12 novembre au 24 décembre 2007 dans les magasins corporatifs Fido, à l'activation d'un forfait mensuel avec une nouvelle Entente Fido de trois ans ainsi qu'à l'achat d'un appareil Fido de 50 \$ ou plus et de n'importe quel accessoire Fido. Des frais de résiliation anticipée et frais de résiliation anticipée pour service de transmission de données s'appliquent. Ces offres ainsi que la tarification peuvent être modifiées en tout temps et sans préavis. Sous réserve de la politique d'utilisation acceptable de Fido. ®™ Fido et Toujours fidèle sont des marques de commerce de Fido Solutions Inc. Tous les autres noms de marques et logos appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

POLITIQUE

Communiqué de l'ADQ bourré de fautes

Le député Deschamps devra s'expliquer

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le député de Saint-Maurice, Robert Deschamps, devra s'expliquer devant les dirigeants de l'ADQ sur le communiqué de presse bourré de fautes de français qu'il a publié lundi.

C'est ce qu'a indiqué à *La Presse*, hier, le leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx. La bévue de M. Deschamps sera étudiée par l'ADQ au cours des prochains jours. «On va en parler à l'interne. Il y aura une explication à donner. Où, dans le contrôle de la qualité, une étape a été manquée?» s'est demandé M. Proulx.

Le député de Trois-Rivières a voulu se porter à la défense de M. Deschamps, son voisin de circonscription. «Personne n'est à l'abri d'une erreur comme celle-là. Mais ça reste une erreur, car il n'a pas commis d'impair. Il a voulu défendre sa région. Il l'a fait en faisant des fautes. Mais je préfère quelqu'un qui défend sa région que quelqu'un qui reste assis sur ses mains et n'émet rien», a-t-il expliqué.

Le communiqué de presse proposait différentes mesures pour venir en aide à Shawinigan à la suite de la fermeture de l'usine Belgo. Le document comptait au moins 20 fautes de français. Robert Deschamps avait même rebaptisé son parti «L'Association démocratique du Québec». En fin d'après-midi, le député avait publié un «correctif au communiqué de presse» qui contenait presque le même nombre de fautes.

Sébastien Proulx reconnaît que la publication d'un communiqué de presse truffé de fautes «n'est pas à la hauteur de ce qu'on attend» d'un député.

Pour la deuxième journée consécutive, Robert Deschamps a refusé de répondre aux questions de *La Presse*. «Je connais M. Deschamps depuis un certain temps. C'est un homme de rigueur, un enseignant de métier (éducation physique). Je suis certain qu'il n'est pas satisfait de ce qu'il a vu dans les journaux. On s'est parlé, et c'est sûr que les regrets sont là», a souligné M. Proulx.

Récidivistes de l'alcool au volant aux urgences

Le ministre Dupuis rejette la levée du secret professionnel

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Il n'est pas question de lever le secret professionnel pour permettre aux médecins de dénoncer les conducteurs en état d'ébriété, soutient le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, qui refuse que le Québec devienne un «État policier».

Dans *La Presse* d'hier, une urgentologue de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, Catherine De Montigny, dénonçait l'impunité des conducteurs en état d'ébriété qui sont transportés à répétition en ambulance à l'hôpital, mais sans avoir été arrêtés par la police. C'est que, contrairement à des cas d'inceste, de menace de meurtre ou de suicide, les médecins n'ont pas le droit de dénoncer aux autorités policières des récidivistes de l'alcool au volant

s'ils n'ont pas causé un accident mortel ou blessés d'autres personnes, ce que déplore le D^r De Montigny. «Dans le cas où un professionnel de la santé estime que l'état physique ou mental d'une personne peut amener cette personne à causer des blessures à quelqu'un d'autre ou à se causer des blessures à elle-même, oui, nous permettons que le secret professionnel soit levé, a expliqué le ministre Dupuis, qui estime toutefois que le débat soulevé par l'urgentologue est d'un autre ordre. Il faut regarder toute la question de l'ouverture du secret professionnel avec circonspection. Veut-on un État policier? Non. On veut que la population soit protégée.»

L'urgentologue estime que les conducteurs en état d'ébriété représentent une menace de mort pour eux-mêmes et pour les autres.



IMPORTANTE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES D'ŒUVRES D'ART

Lundi 10 décembre 2007 à 19h30
Au : RITZ-CARLTON Montréal

EXPOSITION:
Dimanche 9 décembre et lundi 10 décembre
de 12h00 à 19h00

Au Ritz Carlton : 1228, Sherbrooke Ouest.

Seront en vente:

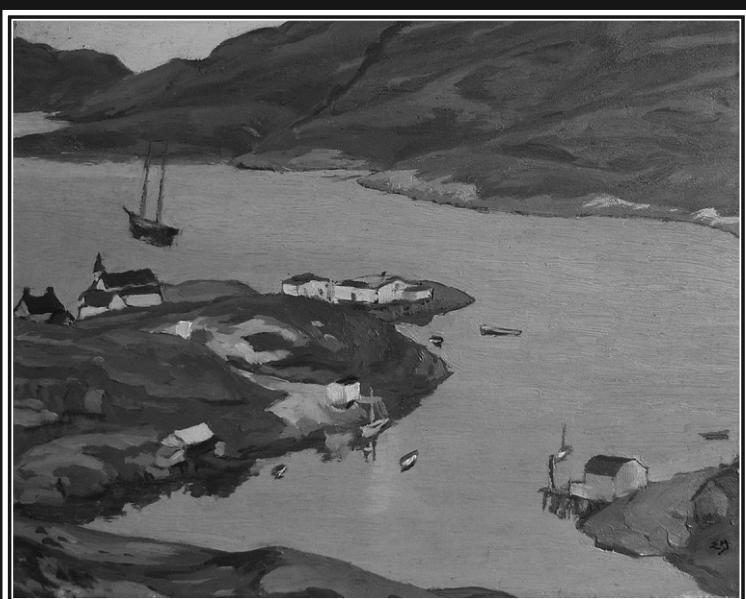
Riopelle, Jean-Paul
Cosgrove, Stanley
Ayotte, Léo
Picher, Claude
Pellan, Alfred

Little, John
Tex Lecor, Paul
Holgate, Edwin
Giunta, Joseph
Ferron, Marcelle

Fortin, Marc-Aurèle
Gagnon, Clarence
Richard, René
Rousseau, Albert
Iacurto, Francesco

Toupin, Fernand
Bellefleur, Léon
Dali, Salvador
Masson, Henri
et plus...

Également de nombreux tableaux européens
provenant de succession!



Holgate, Edwin
(8 1/2" x 10 1/2")

1- 888- 529- 4443

www.hoteldesventesuniverselles.com

3526576A

L'OFFRE CONCRÈTE de Volkswagen CANADA

Volkswagen Canada et ses concessionnaires savent que construire des voitures abordables que tous les Canadiens veulent conduire ne suffit pas toujours. Parfois, il faut se surpasser. Voici donc de vraies belles offres concrètes, juste pour vous.

À partir de

1,9 %*

Financement à l'achat
(36 mois)

sur certains modèles



Rabbit

New Beetle

GTI

Golf City et Jetta City

Seulement au Canada

OU

Jusqu'à

5 000 \$**

de rabais sur certains modèles



Jetta

Eos

Passat

Passat familiale

Touareg 2

Pour un temps limité, choisissez entre un taux de financement à partir de 1,9 % **OU** un rabais de jusqu'à 5 000 \$ sur certains modèles.

Pour en savoir plus, voyez votre concessionnaire Volkswagen dès aujourd'hui ou rendez-vous sur vw.ca.





PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre québécois des Ressources naturelles Claude Béchard et son attaché de presse Pascal D'Astous, après la période de questions hier à l'Assemblée nationale.

TAXE VERTE SUR L'ESSENCE

Béchard en appelle au sens civique d'Ultramar

MARTIN OUELLET
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le ministre Claude Béchard en appelle au sens civique de la pétrolière Ultramar pour qu'elle renonce à refiler aux consommateurs sa contribution au Fonds vert du gouvernement Charest.

En point de presse hier à l'Assemblée nationale, le ministre des Ressources naturelles a répliqué à la direction d'Ultramar, qui a menacé la veille, dans une lettre expédiée au premier ministre Jean Charest, de transférer aux automobilistes la nouvelle «taxe verte» sur l'essence.

M. Béchard a fait valoir qu'Ultramar, à l'instar des autres pétrolières, a amplement les moyens d'assumer la redevance de 0,8 cent le litre qui lui est imposée en vertu du projet de loi 57 pour financer le Fonds vert.

«Le 0,08\$ dont on parle, lorsque l'on tient compte de l'ensem-

ble des profits des pétrolières, je ne suis pas sûr que ça équivaut à leur budget de marketing et leur budget de publicité», a dit le ministre, à l'issue de la période de questions.

Le ministre a fait valoir qu'Ultramar a amplement les moyens d'assumer la redevance de 0,8 cent le litre qui lui est imposée.

Devoir civique

Du reste, comme les autres acteurs de l'industrie, les pétrolières ont le devoir civique de «faire leur part» pour la sauvegarde de l'environnement, a ajouté M. Béchard.

Il s'est dit peu surpris par la réaction d'Ultramar.

«C'est sûr que pour une pétro-

lière, un raffineur au Québec qui nous voit arriver avec un plan vert, avec le principe du pollueur-payeur, (...) et on est les seuls en Amérique du Nord à le faire, c'est sûr qu'ils ne nous envoient pas des lettres pour nous féliciter. Il ne faut pas oublier que les gens n'en voulaient tout simplement pas de cette redevance-là», a-t-il fait remarquer.

Plutôt que de menacer les consommateurs de leur refiler une facture supplémentaire, les pétrolières devraient plutôt tenter de redorer leur blason en misant sur leur engagement en faveur de la protection de l'environnement, a poursuivi M. Béchard.

Du reste, le gouvernement ne peut empêcher les pétrolières de vouloir faire assumer aux automobilistes le coût des redevances sur les hydrocarbures, a fait comprendre le ministre. «Les Québécois jugeront», a-t-il conclu.

Le Parti conservateur à la conquête de l'est du Québec

LA PRESSE CANADIENNE

RIMOUSKI — L'est du Québec est devenu la nouvelle région politique à conquérir pour le Parti conservateur après Chaudière-Appalaches et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Des candidats connus dans leur milieu sollicitent maintenant l'appui de l'électorat nationaliste de l'est du Québec. Et le premier ministre canadien Stephen Harper laissera vendredi, lors de son passage à Rivière-du-Loup et à Rimouski, un message politique de l'intérêt que porte son gouvernement pour le développement du Bas-Saint-Laurent.

«Ce sera une élection très serrée entre les conservateurs et les bloquistes dans tout l'est du Québec. Mais il est très difficile de prévoir s'il y aura des gains électoraux pour les conservateurs face à plusieurs facteurs nationaux, structurels, conjoncturels et locaux comme une certaine fatigue face au Bloc québécois qui n'aspire pas au pouvoir», note Jean-Claude Simard, observateur de la scène politique régionale et professeur de philosophie au cégep de Rimouski.

Les candidats conservateurs ont tous terminé deuxième aux élections fédérales de janvier 2006 et obtenu leurs meilleurs résultats dans les circonscriptions de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia avec respectivement 32 % et 30 % des votes, comparativement à 42 % et 46 % pour les bloquistes.

«Le Parti conservateur veut prolonger vers l'est du Québec ses succès électoraux dans la région de Québec, de Chaudière-Appalaches et du Saguenay-Lac-Saint-Jean en faisant une alliance tactique avec la base électorale de l'ADQ à Rivière-du-Loup comme tête de pont vers l'Est. Stephen Harper est un habile tacticien qui sait que la clé de sa réélection est le Québec mais je ne pense pas qu'il pourra rallier les électeurs progressistes des conservateurs comme l'avait fait Brian Mulroney en 1984», dit prudemment le professeur Simard.



ADHÉREZ À LA FACTURE INTERNET
D'HYDRO-QUÉBEC ET SAUVEZ DES ARBRES.
C'EST EFFICACE ET C'EST BON POUR L'ENVIRONNEMENT !



EN PRIME !

Obtenez automatiquement un
ABONNEMENT-CADEAU* DE SIX MOIS
au site **Protégez-Vous.ca**.

- Accès illimité à plus de huit ans d'archives
- Bulletin mensuel de Protégez-Vous.ca
- Dossiers annuels Autos et Jouets
- Contenu exclusif

HÂTEZ-VOUS !
L'offre se termine le 15 décembre 2007.

Protégez-Vous.ca
La référence des consommateurs

* Il doit s'agir d'une nouvelle adhésion au service de Facture Internet. Certaines conditions s'appliquent. Consultez hydroquebec.com/residentiel pour plus de détails.

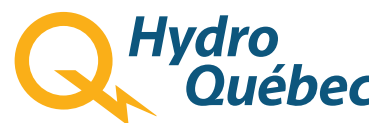
Rendez-vous sur hydroquebec.com/residentiel et cliquez sur «Adhérer à la Facture Internet» pour vous inscrire.

Quelques-uns des avantages :

- Un courriel vous avise de l'arrivée de votre facture.
- Vos factures sont archivées pendant deux ans.

Un service simple, rapide et sécuritaire qui réduit l'utilisation du papier.

NOTRE CHOIX EST CLAIR. NOTRE CHOIX EST VERT.



**Pourquoi faire de la route,
attendre, payer, passer aux
douanes, magasiner, attendre,
payer et reprendre la route?**

Passez à votre magasin Sears ou visitez sears.ca

Les meilleurs prix se réfèrent aux prix promotionnels de Sears Canada



ACTUALITÉS

CHUTE DE VERRE À LA GRANDE BIBLIOTHÈQUE

Ville-Marie accepte un arrangement

SARA CHAMPAGNE

La hache de guerre est enterrée entre la direction de la Grande Bibliothèque et l'arrondissement de Ville-Marie.

Les élus de Ville-Marie ont accepté, hier soir, un arrangement qui annule une bonne partie des frais pour les barrières de protection qui occupent le trottoir depuis deux ans autour de la Grande Bibliothèque. Une facture qui atteindra un demi-million de dollars en 2007.

Le mois dernier, après une mésentente de plusieurs mois, l'arrondissement a finalement octroyé à l'institution du boulevard De Maisonneuve un permis de construction pour protéger les passants contre une chute de verre. Le plan, qui a été bonifié à la lumière d'un avis de la Régie du bâtiment, prévoit des marquises additionnelles pour la rue Savoie, et un jardin clôturé en hauteur.

Subventions à la rescousse

Conscient qu'il ne peut pas accorder un « passe-droit » à la bibliothèque gouvernementale, le maire de Ville-Marie explique que le coût des barrières sera compensé sous forme de subventions.

« On va encaisser les sommes dues, mais on va les retourner sous forme de subventions. Il s'agit d'une institution culturelle importante pour le centre-ville, et on ne veut pas la pénaliser », dit Benoît Labonté.

Ainsi, pour l'année 2007, la Grande Bibliothèque devra émettre un chèque de 450 500 \$ à l'ordre de l'arrondissement, mais recevra en retour une subvention « culturelle » de 150 000 \$. Donc, le tiers du coût. En 2008, année durant laquelle les barrières occuperont encore le domaine public, la subvention atteindra un maximum de 225 000 \$, soit les frais prévus pour six mois.

La directrice des communications de la Grande Bibliothèque, Hélène Panaïoti, très satisfaite du dénouement des négociations,



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

L'entrée de la Grande Bibliothèque, à l'angle de la rue Berri et du boulevard De Maisonneuve. Depuis son ouverture en 2005, une quinzaine de lames de verre se sont détachées du bâtiment. Les travaux de sécurisation devraient être terminés pour l'automne prochain.

assure que les travaux pour sécuriser la bibliothèque vont commencer au printemps prochain, pour se terminer durant l'été. Les trottoirs devraient donc être libres de barrières d'ici l'automne. Depuis l'ouverture de la Grande Bibliothèque, en 2005, une quin-

zaine de lames de verre se sont détachées du bâtiment.

Recyclage commandité!

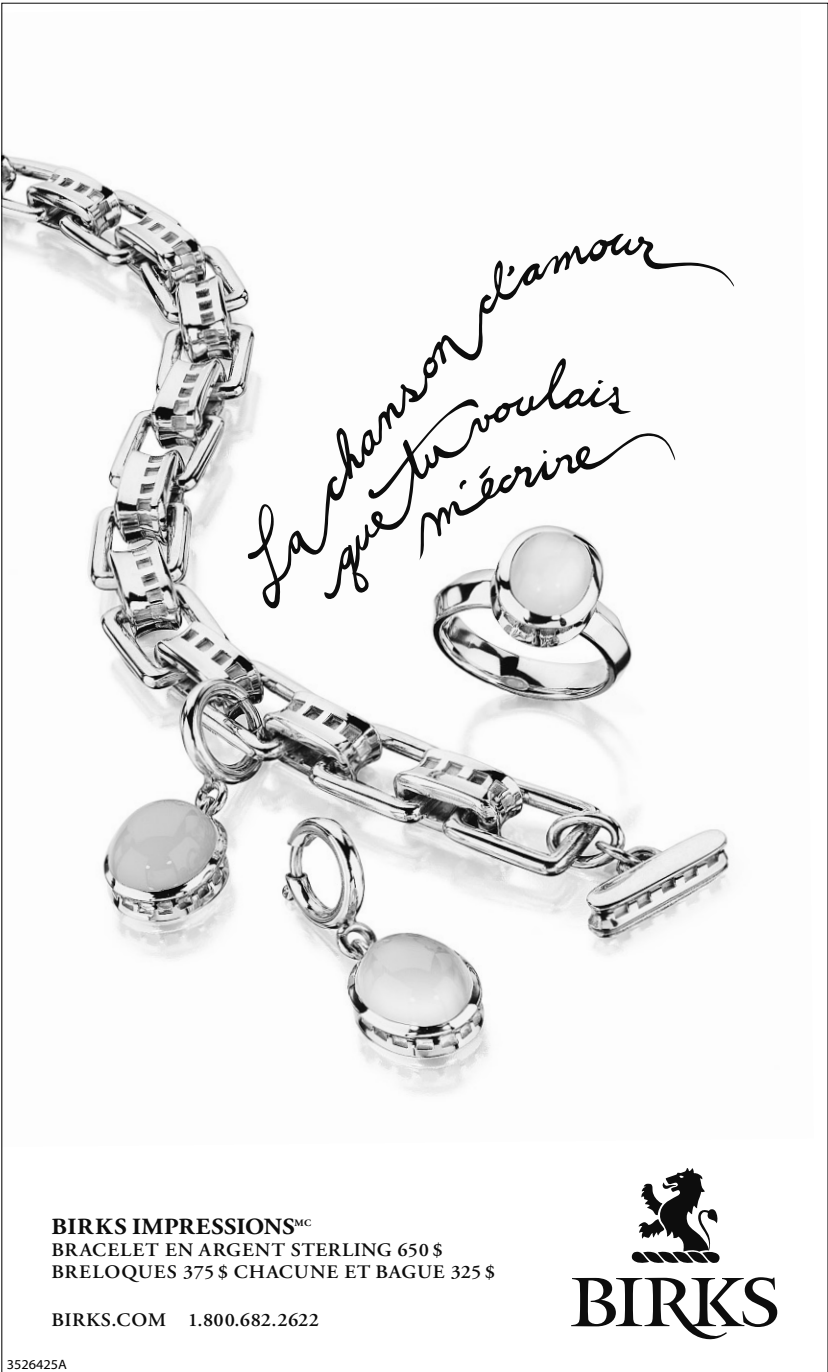
Par ailleurs, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a autorisé, hier soir en assemblée, une troisième commande de sacs

de plastique de recyclage. Cette fois, le montant des boîtes de sacs s'élève à 120 000 \$. Selon les informations obtenues par *La Presse*, l'arrondissement serait sur le point de signer une entente avec une société privée, qui deviendrait le commanditaire officiel,

avec le logo de l'entreprise sur les sacs. La distribution des sacs a coûté 200 000 \$ à Ville-Marie depuis le mois de mai dernier.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: sara.champagne@lapresse.ca



BIRKS IMPRESSIONS^{MC}
BRACELET EN ARGENT STERLING 650 \$
BRELOQUES 375 \$ CHACUNE ET BAGUE 325 \$

BIRKS.COM 1.800.682.2622

BIRKS

**Avis public**
CRTC 2007-126

Canada

Le Conseil a été saisi de la demande qui suit. La date limite pour le dépôt des interventions/ observations est le **19 décembre 2007**.

- 6166954 Canada Inc.** – Modification de licence d'une entreprise de programmation spécialisée de catégorie 1 – L'ensemble du Canada

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2007-126**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettrez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



Logements sociaux : 410 millions de Québec

LIA LÉVESQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Québec annonce un investissement de plus de 410 millions sur cinq ans pour rénover des logements sociaux, une nouvelle applaudie par les groupes de défense des locataires.

Ces 410 millions d'ici 2012, ajoutés aux contributions du gouvernement fédéral et des municipalités, porteront à 1,2 milliard les sommes investies pour la remise en état et la modernisation des logements sociaux.

La ministre des Affaires municipales et vice-première ministre Nathalie Normandeau a donné le détail de cet investissement gouvernemental, mardi, dans un édifice de 313 logements sociaux du sud-ouest de Montréal.

Après le monde de l'éducation et la santé, c'était donc au tour de l'habitation de connaître sa part des milliards de dollars annoncés par Québec pour l'entretien et le renouvellement des infrastructures.

Fait à noter, ces 410 millions ne serviront qu'à l'entretien des logements sociaux et à la rénovation, non à la construction de nouvelles unités.



GO TRAVEL DIRECT

GoTravelDirect.com
514.849.3344

ACTUALITÉS



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le Comité des sans-emploi a organisé une manifestation hier au centre-ville pour «dénoncer le fait que la richesse est concentrée entre les mains des plus riches, alors que des milliers de pauvres crèvent de faim».

Des Robins des bois pris en chasse à Montréal

ARIANE LACOURSIÈRE

Des manifestants contre la pauvreté ont tenu les policiers en haleine pendant près de trois heures, hier après-midi, à Montréal. Narguant les forces de l'ordre, plus de 300 personnes ont parcouru les rues du centre-ville à bord d'autobus jaunes dans le but d'aller «voler la nourriture des riches pour la redonner aux pauvres». Trois hôtels de luxe étaient dans la ligne de mire des manifestants.

Le Comité des sans-emploi, qui organisait l'événement, voulait ainsi «dénoncer le fait que la richesse est concentrée entre les mains des plus riches, alors que des milliers de pauvres crèvent de

faim». «Chaque année, 275 000 personnes utilisent les banques alimentaires au Québec, dont plusieurs travailleurs qui ne gagnent pas assez d'argent pour vivre. Il est temps que les riches s'intéressent aux pauvres toute l'année, pas juste à Noël», a déclaré François Giguère, porte-parole du Comité des sans-emploi.

Vers midi, des dizaines de manifestants sont montés à bord de huit autobus garés dans le quartier Centre-Sud pour se diriger vers une destination inconnue. Des dizaines de policiers ont suivi le cortège de près.

Les manifestants se sont tout d'abord immobilisés devant l'hôtel Reine-Elizabeth. Une vingtaine de personnes formant un «com-

mando-bouffe» ont tenté d'entrer dans le restaurant de l'hôtel pour s'emparer du buffet. «Mais c'était fermé avec des chaînes et il y avait beaucoup de policiers», a expliqué Catherine Fortin, qui faisait partie du commando.

Les autobus sont ensuite repartis vers une autre destination. À bord d'un des véhicules, Monique, résidente de La Prairie, était fière de prendre part à l'événement. «Je souffre de diabète, de fibromyalgie et d'arthrose. Je ne peux pas travailler. Je reçois 800\$ d'aide sociale par mois, mais après avoir payé mon logement et mes comptes, je n'ai presque plus d'argent pour manger. D'autres personnes sont dans ma situation et il faut le dénoncer», a-t-elle dit.

Le deuxième arrêt s'est effectué au Marriott Château Champlain. Mais le commando-bouffe a de nouveau été débouté. Les manifestants sont aussitôt repartis vers leur ultime destination: l'hôtel des Gouverneurs de la Place Dupuis.

Une arrestation

Là-bas, le commando est parvenu à se faufiler jusqu'au restaurant. «On a pris des pains et de la salade. On était en train de sortir quand les policiers et les gardiens de sécurité sont intervenus. Ils nous ont frappés. On a échappé la nourriture par terre et on est sortis. C'est déplorable de voir que les policiers aiment mieux gaspiller la nourriture plutôt que la donner aux pauvres», a dit M^{me} Fortin.

Un seul manifestant a été arrêté. «Il s'agit d'un jeune homme de 21 ans qui fait face à des accusations de voies de fait et de méfait», a affirmé Annie Lemieux, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

La foule n'a pas été découragée par l'intervention policière. Les 300 manifestants sont descendus des autobus pour marcher vers le complexe Desjardins. Ils sont entrés dans l'établissement et ont scandé des slogans pendant quelques minutes avant de se disperser. En fin de journée, le SPVM et les organisateurs de la manifestation estimaient tous deux que l'événement s'était «somme toute bien déroulé».



mazda
2-20

vroom-vroom

1%
Sur la TPS
dès maintenant

ÉPARGNEZ

RABAIS JUSQU'À 10 000 \$
SUR LES MODÈLES 2007 EN STOCK

MAZDA3 BERLINE GX/2008



LOUEZ 189\$* (par mois)
à partir de
Location 48 mois, comptant de 2 795\$

CX-7 GS 2008
à transmission intégrale



LOUEZ 375\$* (par mois)
à partir de
Location 48 mois, comptant de 4 995\$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
OU FINANCEMENT 60 MOIS À 1,9 %

MAZDA CX-9 2008
à transmission intégrale



LOUEZ 475\$* (par mois)
à partir de
Location 48 mois, comptant 5 995 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
OU FINANCEMENT 60 MOIS À 1,9 %

2 ADRESSES POUR MIEUX VOUS SERVIR

ÎLE PERROT
1, BOUL. DON-QUICHOTTE
MTL 514-875-1925 • 514-453-3333

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3800, BOUL. DES SOURCES
MTL 514-335-6331 • 514-685-5555

www.mazda220.com

* Taxes, RDPRM et immatriculation en sus. Photos à titre indicatif.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DILIGENTS 500\$

CRTC



Avis public
CRTC 2007-128
Appel de demandes

Canada

Appel de demandes de licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio pour desservir Red Deer (Alberta). Toute personne intéressée devra déposer sa demande au Conseil au plus tard le **23 janvier 2008**.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2007-128**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



EN CETTE SAISON DES FÊTES, OFFREZ LE GROS BON SENS.

Spécialement conçu pour le voyage, le chapeau Tilley style Vagabond permet d'affronter le vent, la pluie, le soleil (protection UV IPU 50+), et tous les obstacles en chemin. Grâce à sa pochette secrète, il peut y être plié, emporté facilement et attaché au sac à dos ou au sac de golf. Le chapeau Vagabond est l'une des idées-cadeaux de la collection de voyage Tilley que vous pourrez offrir à ceux qui voudront le froisser, l'écraser et le tenir pour acquis pour le reste de leur vie.

 **Toujours partant.**
www.tilley.com

MONTRÉAL TORONTO VANCOUVER
1-800-465-4249 POUR CONNAÎTRE
LE DÉTAILLANT LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS

Modernisation de la rue Notre-Dame

Des riverains encore opposés au projet

ÉRIC CLÉMENT

Des riverains de la rue Notre-Dame Est, qui ont créé une coalition qui rejette l'aménagement de l'artère en un « axe routier à grand débit », n'ont pas été convaincus, hier soir, par les arguments des ingénieurs du ministère des Transports du Québec venus présenter ce projet dans le quartier Maisonneuve.

La « Coalition pour humaniser la rue Notre-Dame » veut favoriser un renouveau urbain « tel qu'imaginé par de grandes villes tournées vers l'avenir comme Toronto, Portland, Barcelone, Sydney ou Séoul », reprenant la thèse présentée l'été dernier par le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron.

M. Bergeron avait dit que la transformation de la rue Notre-Dame Est en un boulevard de huit voies ne convenait pas à un centre-ville touristique et accueillant. Il disait ne pas comprendre pourquoi on ne profite pas de l'occasion pour se doter d'un accès au fleuve, avec un parc riverain à l'est du pont Jacques-Cartier, en lieu et place des quais et des hangars désaffectés et des voies d'assemblage des trains du port de Montréal.

Hier soir, des membres de la coalition (www.notre-dame.ouvrage.org) ont posé des questions au MTQ pour en savoir davantage sur la solution retenue, critiquée par le Conseil régional de l'environnement de Montréal pour le fait qu'elle va augmenter la circulation.

Le responsable du transport à la Ville, le conseiller André Lavallée, a toutefois déjà dit que ce projet permettra de diminuer la circulation dans les rues du voisinage. Membre de la coalition, Monique Désy Proulx, qui habite rue Théodore, dit que cet argument ne tient pas. «A cause des feux verts en permanence aux heures de pointe, on n'aura plus accès à Notre-Dame, donc cela va augmenter la circulation locale, dit-elle. On va être enclavés.»

« On va être enclavés. »
Les techniciens du MTQ ont
indiqué, hier soir, que des voies
d'entrée et de sortie permettront
d'avoir accès aux quartiers ou à la
nouvelle artère, même aux heures
de pointe. « Il y aura même moins
de pollution de l'air, a dit le fonc-
tionnaire Jean-Marc Desrochers,
car un véhicule pollue moins
en roulant que pris dans une
congestion. »

Par contre, le MTQ n'a pas été capable d'expliquer comment on pourra éviter une congestion quand il y aura un véhicule en panne alors qu'il n'y a pas d'accotements prévus. L'occupation de la voie d'autobus nuira alors beaucoup au service de 300 autobus par heure aux heures de pointe. De plus, aucune étude n'a été faite pour savoir si l'amélioration de la piste cyclable diminuera le nombre de riverains qui utiliseront leur auto.

Enfin, M. Desrochers a dit qu'il valait mieux «oublier un tramway rue Notre-Dame-Est car ce n'est pas adapté compte tenu de la présence du port de Montréal», mais une voie de covoiturage pourrait être installée.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste:
eric.clement@lapresse.ca

EN BREF

Le gouvernement confirme la hausse des cotisations

Le programme d'assurance parentale du gouvernement Charest est dans le rouge. Un manque à gagner de 240 millions fait en sorte que les cotisations augmenteront le 1^{er} janvier prochain. Le député péquiste de Verchères, Stéphane Bergeron, a soulevé le cas hier à l'Assemblée nationale, en soulignant que ce déficit occasionnera une hausse à compter du 1^{er} janvier des cotisations que doivent payer salariés et employeurs. Le ministre de la Solidarité sociale, Sam Hamad, a confirmé la hausse, expliquant qu'elle avait été déjà annoncée au cours de l'été dernier. La Presse Canadienne

Pops veut amasser 2,5 millions pour aider les jeunes de la rue

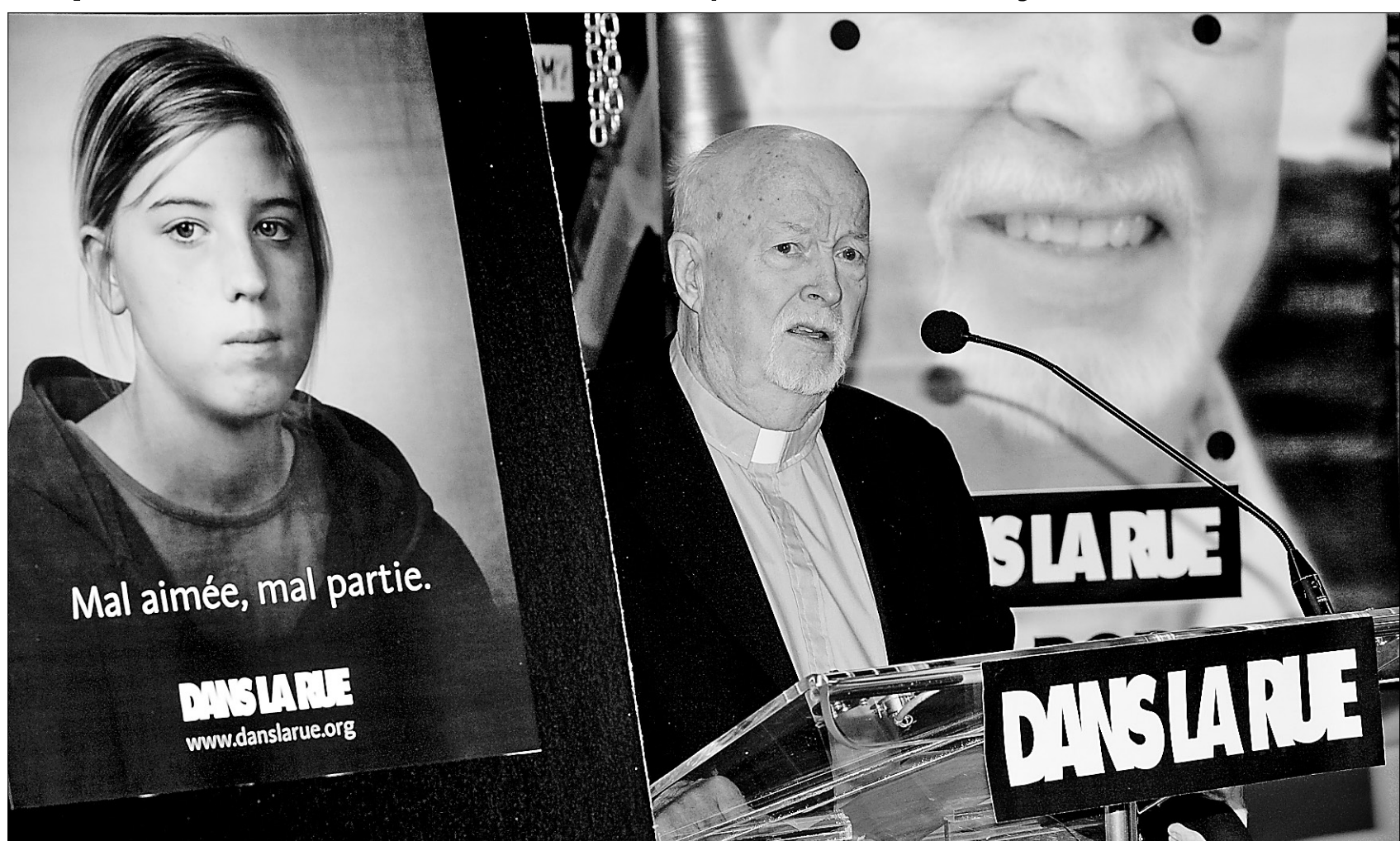


PHOTO ARMAND TROTTIER. LA PRESSE

Alors qu'il avait à peine 14 ans, François est devenu vagabond. Pendant sept ans, il a vécu dans les rues de Montréal et a consommé beaucoup de drogue. « Quand tu es pris dans la rue, tu ne peux pas t'en sortir seul. Une chance que Pops a été là pour moi », dit le jeune Montréalais. Aujourd'hui âgé de 22 ans, François a pu améliorer son sort grâce à l'organisme Le Bon Dieu dans la rue, qui vient en aide aux jeunes sans-abri. Hier, François est venu livrer un touchant témoignage dans le cadre du lancement de la campagne de financement annuelle de l'organisme Le Bon Dieu dans la rue, fondé par le père Emmett Johns, alias Pops, il y a 19 ans. Au cours des prochains mois, Pops et ses collègues souhaitent amasser plus de 2,5 millions de dollars afin de continuer d'offrir gratuitement gîtes et repas aux jeunes de la rue. L'an dernier, 155 000 hot-dogs et plus de 2000 nuitées ont pu être distribués grâce aux dons du public.

Ariane Lacoursière

CHAMBLY

Honda

ON Y VIENT DE PARTOUT



HAMEL

Honda

OUVERT TOUS LES JOURS JUSQU'À 21 H

**ÉVITEZ
LES DOUANES**

0,9% ou

OFFRES EXCEPTIONNELLES
AVEC UN TAUX DE CRÉDIT
ANNUEL DE

SUR MODÈLES
2008 NEUFS
SÉLECTIONNÉS!

BÉNÉFICIEZ
DE REMISES À L'ACHAT
ALLANT JUSQU'À

9 000⁽¹⁾

0

\$

**POUR UN
TEMPS LIMITÉ!**

**COMPTANT
POINT FINAL!**

CIVIC BERLINE 2008

- ✓ Groupe électrique
- ✓ Freins ABS
- ✓ Lecteur CD
- ✓ Et bien plus

1%
DE LA
TPS





198\$*
PAR MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

0\$
COMPTANT
POINT FINAL!

0,9%
À L'ACHAT

ACCORD BERLINE 2008

1%
DE LA
TPS

- ✓ Groupe électrique
- ✓ Air climatisé
- ✓ Lecteur CD
- ✓ Et bien plus



INCROYABLE!

CR-V 2008

1%
DE LA
TPS

- ✓ Air climatisé
- ✓ Groupe électrique
- ✓ Freins ABS
- ✓ Automatique
- ✓ Et bien plus



DU JAMAIS VU!

298\$
PAR MOIS

0\$ COMPTANT
POINT FINAL!

À PARTIR DE
0,9%
À L'ACHAT

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

328\$
PAR MOIS

0\$ COMPTANT
POINT FINAL!

À PARTIR DE
0,9%
À L'ACHAT

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



Sortie **25^e** ave. de la 640
5 min. de Laval, 15 min. de Montréal

**PROGRAMME POUR
DIPLOMÉS** 

www.hamelhonda.com
514 856.3030 450 491.8444
332, rue Dubois, St-Eustache

FINANCEMENT À PARTIR
DE 0,9% **
SUR LA PLUPART
DES MODÈLES !



**PROGRAMME POUR
DIPLOMÉS** 

www.chamblyhonda.com
514 990.6699 450 658.6699
850, boul. Périgny, Chambly, Route 112

*Location de 48 mois (60 mois pour la Civic), taxes en sus, 24 000 km par année inclus, valeur résiduelle garantie. Détails sur place. † Les récents diplômés universitaires ou collégiens peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 7500 \$ de versement annuel. ‡ Rébats sur place. Illustrations à titre de référence seulement. ** Détails sur place. (1) Par exemple, 9 000 \$ de remise à l'achat est offert seulement aux consommateurs à l'achat comptant d'une SCION 2007 (modèle AP141E7H) au POSÉ de 50 800 \$ et Les frais de préparation et livraison de 1 540 \$, les enrégistrement, assurance, immatriculation et taxes sont en sus. Les offres de remise en argent ne peuvent être combinées avec des offres de financement à l'achat ou à la location. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Voyez votre concessionnaire Honda pour tous les détails.

**★ VISITEZ NOS SITES INTERNET QUI SONT OUVERTS
24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7 ★**

ACTUALITÉS



PHOTO RÉMI LEMÉE. LA PRESSE

Les éboueurs s'arrachaient peut-être les cheveux hier mais les enfants, eux, s'amusaient ferme.

Des sacs verts sous une marée blanche

MARTIN CROTEAU

Elle a fait la joie des skieurs et des écoliers, mais la neige abondante des derniers jours a été un cauchemar pour les éboueurs de Montréal. Dans bon nombre d'arrondissements, la collecte des ordures et des matières recyclables a été retardée par la tempête, alors que bacs et sacs verts ont été ensevelis sous une marée blanche.

La chute d'une trentaine de centimètres de neige est bien mal tombée pour les résidents de Saint-Laurent car la collecte des déchets lourds a lieu la première semaine du mois. Les éboueurs chargés de débarasser les citoyens de leurs vieux

porte-parole de l'arrondissement, Johanne Paladini. À peine la moitié des bacs verts ont pu être vidés. Même si les employés ont mis les bouchées doubles, hier, la collecte a été reportée d'une semaine dans certains secteurs.

Côté est, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles a dû retarder la collecte du recyclage de 24 heures. L'état des routes ne permettait pas aux camions de se rendre à chaque maison. Plusieurs milliers de foyers ont été affectés par le retard.

Dans un tronçon de la rue Saint-André, dans l'arrondissement de Ville-Marie, les bancs de neige étaient si hauts que les employés chargés de ramasser le recyclage ne pouvaient atteindre les sacs transparents. La collecte des ordures a également été retardée de plusieurs heures. La tâche des éboueurs a été si laborieuse, lundi, qu'ils ont dû terminer le travail hier matin dans certains secteurs.

À Anjou, certaines rues étaient tellement enneigées que les éboueurs ont dû stationner leurs camions aux intersections, et aller chercher les sacs à pied. Pas étonnant que la collecte des ordures ait pris autant de temps. «Elle n'est pas facile, celle-là», a reconnu le directeur général de l'arrondissement, Robert Généreux.

Autobus au ralenti

La Société de transport de Montréal n'a signalé aucun problème majeur dans le métro, mais les autobus ont été en retard toute la journée à cause de la chaussée enneigée. «Tant que le déblayage ne sera pas complété, il y aura ralentissement du service sur les lignes d'autobus», prévient la porte-parole de la STM, Marianne Rouette.

« Pour ceux qui avaient sorti leurs déchets, dimanche soir, certains ne sont toujours pas visibles. »

meubles ont eu droit à toute une surprise, lundi: les «encombrants», comme on les appelle dans le jargon, étaient cachés sous un pied de flocons.

«Pour ceux qui avaient sorti leurs déchets, dimanche soir, certains ne sont toujours pas visibles», expliquait hier la porte-parole de l'arrondissement de Saint-Laurent, Johanne Houde.

Les camions devront donc repasser lorsque le déneigement des rues sera terminé. D'ici là, l'arrondissement s'engage à ne distribuer aucun constat d'infraction aux citoyens dont les déchets traînent.

À Pierrefonds-Roxboro, 90 % des déchets ont été ramassés, lundi. «Mais c'était plus compliqué du côté du recyclage», reconnaît la

La vie après la mort

Série documentaire en 8 épisodes

Mercredi 20h

en rappel samedi 12h et dimanche 23h

CANAL D

canalD.com

3514855

3514854A

CRTC

Avis d'audience publique

CRTC 2007-16

Canada

Le Conseil tiendra une audience publique à compter de 9 h 30 le 15 janvier 2008, au Centre de conférences, Portage IV, 140, Promenade du Portage, Gatineau (Québec), dans le but de déterminer si, comme le prévoit l'article 12 de la *Loi sur la radiodiffusion*, une ordonnance devrait être émise pour contraindre Shaw Cablesystems et Star Choice à mettre en œuvre une substitution HD pour les stations de télévision numérique répondant aux critères établis dans les sections pertinentes du *Règlement sur la distribution de radiodiffusion*. La date limite pour le dépôt des commentaires est le **13 décembre 2007**.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis d'audience publique **CRTC 2007-16**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis d'audience publique, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

#02

352587A

PASSEPORT NON REQUIS

L'année tire à sa fin.

Nos offres exceptionnelles aussi.

8,6%

TAUX EFFECTIF

À

0,9%

VOTRE TAUX ACURA AJUSTÉ POUR UNE DURÉE LIMITÉE

0,9%

TAUX DE LOCATION JUSQU'À 36 MOIS

FINANCEMENT JUSQU'À 48 MOIS À L'ACHAT

SUR TOUS LES MODÈLES 2008

0\$

COMPTANT SUR TOUS LES MODÈLES 2008

ACURA

DEVANT.

Visitez acura.ca dès aujourd'hui.

CSX⁰⁸

TSX⁰⁸

TL⁰⁸

RDX⁰⁸
TURBO

MDX⁰⁸

318\$/MOIS

428\$/MOIS

498\$/MOIS

498\$/MOIS

628\$/MOIS

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS

DE PLUS : NOUS PAYONS LE 1% DE TPS.*

ACURA BROSSARD

9100, boul. Taschereau

Brossard

450 659-1616

ACURA DE LAVAL

2500, boul. Chomedey

Laval

450 682-4050

ACURA GABRIEL

4648, boul. Saint-Jean

Dollard-des-Ormeaux

514 696-7777

LUCIANI ACURA

4040, rue Jean-Talon O.

Montréal

514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN

5625, boul. Métropolitain

St-Léonard

514 362-2872

ACURA PLUS

255, boul. de la Seigneurie

Blainville

450 435-4455

* Taux effectif en vigueur, en considérant les rabais accordés aux clients qui achètent un véhicule en payant comptant. Offres de location et de financement d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura 2008 par l'entremise des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. ** Offres d'une durée limitée applicables à la location d'une nouvelle Acura CSX 2008 (modèle FD5558JN), Acura TSX 2008 (modèle CL9588J), Acura TL 2008 (modèle UA6628J), Acura RDX 2008 (modèle TB1828JN) et Acura MDX 2008 (modèle YD2828JN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 318 \$/428 \$/498 \$/498 \$/628 \$. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits du registre, les frais de transport et d'inspection pré livraison de 1370 \$/1725 \$/1825 \$/1855 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000 kilomètres; frais de 0,15 \$/km excédentaire (0,12 \$ pour la CSX). Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande/un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. Obtenez tous les détails auprès de votre concessionnaire Acura. † Offre d'une durée limitée de 1 % de la TPS sur tous les nouveaux véhicules Acura 2007 et 2008 loués ou achetés et livrés entre le 2 novembre 2007 et le 31 décembre 2007 chez les concessionnaires participants. Nous paierons 1 % de la TPS sur tous les véhicules Acura admissibles achetés par les clients. Pour les clients qui effectuent une location, nous paierons 1 % de la TPS pour les paiements effectués avant le 1er janvier 2008. Pour les paiements effectués après le 1er janvier 2008, le nouveau taux de TPS de 5 % s'applique. Voyez votre concessionnaire Acura pour plus de détails.

352587A

La bonbonne d'oxygène explose : le patient et l'ambulancier brûlés

Un homme qui venait d'être victime d'un malaise cardiaque a échappé de près à la mort lorsque la bonbonne d'oxygène manipulée par les ambulanciers a explosé à ses côtés. Cet incident est survenu vendredi dernier à Saint-Barnabé, en Mauricie. Seul dans sa résidence, Joseph Roy, 56 ans, a contacté le 911 à la suite d'un malaise cardiaque. Quelques minutes plus tard, deux ambulanciers paramédicaux d'Ambulances Samu de Saint-Paulin se sont présentés. Ils ont stabilisé son état et l'ont installé sur une civière. Alors qu'ils s'apprêtaient à lui donner de l'oxygène, la situation s'est gâtée. Selon Line Roy, la femme de M. Roy, la bonbonne a carrément explosé dans le salon. « J'étais attaché sur la civière, dit M. Roy. Je peux dire que ça pressait pour me détacher. J'avais vraiment hâte de sortir de là. » M. Roy a été brûlé à un pied tandis que l'un des ambulanciers aurait lui aussi été brûlé au visage et à la tête lors de l'explosion. « C'est vraiment bizarre. En 35 ans, je n'ai jamais vu ça, a indiqué le directeur général d'Ambulances Samu, Jean Pellerin.

— Le Nouvelliste

Deux mères lesbiennes en guerre contre la France

ARIANE LACOURSIÈRE

Alors que les droits des gais ne cessent de progresser au Canada, la situation est loin d'être la même en France. Un couple de lesbiennes françaises habitant à Montréal l'a récemment appris à ses dépens. Le gouvernement français refuse de reconnaître la nationalité de leur fils sous prétexte qu'il a deux mères et que cela va « à l'encontre de l'ordre public français ».

Le petit Lucien est né à Montréal il y a 18 mois. Ses deux mamans, Séverine et Mathilde, sont unies civilement depuis 2005. Elles ont conçu leur fils grâce une procréation « amicalement assistée ». Sur le certificat de naissance québécois de Lucien, il est indiqué que l'enfant a deux mères.

En septembre dernier, Séverine et Mathilde ont rédigé leur testament.

« Nous n'avons aucune famille au Québec et nous voulons que Lucien soit envoyé en France advenant notre décès. Pour faciliter les choses, nous avons décidé d'obtenir sa nationalité française », explique Séverine.

Une demande a été envoyée au consulat général de France à Montréal. Quelques jours après, la demande était refusée. Le Consulat a affirmé que la Loi française ne permet pas à un enfant d'avoir deux mères et que puisque le certificat de naissance de Lucien indique qu'il a deux mamans, cette situation est « contraire à l'ordre public français ».

Cette réponse a profondément choqué Séverine et sa conjointe. « Nous étions prêtes à inscrire seulement le nom de la mère biologique, Mathilde, sur l'acte de naissance français de Lucien. Mais ils

n'ont rien voulu entendre », déplore Séverine.

Selon Nicole LaViolette, professeure en droit de la famille à l'Université d'Ottawa, la décision du Consulat n'est pas surprenante. « Le Code civil québécois reconnaît le droit d'union et de filiation des couples homosexuels, mais pas la France. Si la France accordait la nationalité à l'enfant et qu'il allait s'installer en France avec ses deux mères, il pourrait y avoir des problèmes. Étant donné que le système judiciaire français ne reconnaît pas la parenté des deux mères, il ne pourrait pas régler des problèmes matrimoniaux comme une garde partagée si le couple se séparait », explique M^{me} LaViolette.

Selon la professeure, le cas du petit Lucien prouve que le système judiciaire français est en retard en ce qui a trait aux droits des

homosexuels. Séverine partage cet avis : « La France est loin d'être ouverte au débat sur les droits des homosexuels. » Pour faire changer les choses, elle a décidé de se battre. Avec sa conjointe, elle a déjà porté plainte auprès du tribunal de Nantes, l'organisme chargé d'étudier les litiges en matière d'état civil de tous les Français expatriés.

Le couple a aussi alerté deux sénateurs français qui font pression auprès de la ministre de la Justice française, Rachida Dati. Séverine et Mathilde ont aussi consulté différents avocats. Selon Séverine, un espoir luit à l'horizon. Un couple de Français hétérosexuels qui est allé aux États-Unis pour chercher des jumelles nées d'une mère porteuse a récemment obtenu la nationalité française pour ses deux filles. « Ce cas pourrait faire jurisprudence, dit Séverine. Ce serait bien. »

MEILLEUR VÉHICULE MULTIFONCTIONS

Le Guide de l'auto 2008

RABAIS ÉQUIVALENT À

1%

DE LA TPS

à l'achat⁵



Buick Enclave CX

- Moteur V6 de 3,6 L à calage variable des soupapes développant 275 HP
- Boîte automatique 6 vitesses
- Système de communication et d'assistance OnStar avec service d'orientation pas à pas¹

- Roues de 18 po en aluminium
- Système de contrôle StabiliTrack et antipatinage
- Radar de stationnement avec alarme
- 6 sacs gonflables

499\$
par mois²
comptant de 5 472 \$
terme de 48 mois

★★★★★ Sécurité 5 étoiles⁴

Préparation et frais de transport de 1 220 \$ INCLUS.
Crédit de base de 1 000 \$ inclus⁸

VILLE³: 13,0 L/100 km
ROUTE³: 8,3 L/100 km

Modèle Enclave CXL illustré



Modèle Allure CXS illustré

★★★★★ Sécurité 5 étoiles⁴



Buick Allure CX

- Moteur V6 de 3,8 L à ISC développant 200 HP
- Boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée
- Système de communication et d'assistance OnStar avec service d'orientation pas à pas¹
- Antipatinage
- Siège du conducteur à réglage électrique en 6 sens
- Technologie QuietTuning

279\$

par mois²
comptant de 2 756 \$
terme de 48 mois

Préparation et frais de transport de 1 250 \$ INCLUS.
Crédit de base de 1 000 \$ inclus⁸

VILLE³: 12,0 L/100 km
ROUTE³: 7,2 L/100 km



Modèle Lucerne CXS illustré

★★★★★ Sécurité 5 étoiles⁴



Buick Lucerne CX

- Moteur V6 de 3,8 L à ISC développant 197 HP
- Système de communication et d'assistance OnStar avec service d'orientation pas à pas¹
- Freins à disque aux 4 roues avec ABS
- Antipatinage
- Roues de 16 po en aluminium
- 6 sacs gonflables

339\$

par mois²
comptant de 3 834 \$
terme de 48 mois

Préparation et frais de transport de 1 250 \$ INCLUS.
Crédit de base de 1 000 \$ inclus⁸

VILLE³: 12,0 L/100 km
ROUTE³: 7,2 L/100 km

L'ÉVÉNEMENT
Gagnez à souhait



LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM
SANS SUR LE GROUPE
MOTOPROPULSEUR
GARANTIE LIMITÉE⁷

+ 160 000 KM
5 ANS AVEC TRANSPORT
DE COURTOISIE⁷

+ 160 000 KM
5 ANS AVEC ASSISTANCE
ROUTIÈRE⁷



offresbuick.ca



FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Quel recul?



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Comme chaque fois, la publication des données du recensement sur la situation linguistique au Canada a donné l'occasion aux militants souverainistes de réitérer leur légitime inquiétude au sujet de l'avenir du français au Québec. Quelques chiffres semblent confirmer ces craintes: la proportion de Québécois de langue maternelle française a glissé pour la première fois sous les 80 % (79,6 %), et sous les 50 % dans l'île de Montréal.

Le Mouvement Montréal français s'est empressé de réclamer «une application rigoureuse et un renforcement de la loi 101». Pourtant, le glissement constaté entre 2001

Il faudrait adopter une loi empêchant les francophones de quitter l'île!

et 2006 n'a rien à voir avec quelque faiblesse de la législation linguistique. C'est simplement le résultat naturel de l'augmentation du nombre d'immigrants admis au Québec. Si la proportion de Québécois de langue maternelle a fléchi, ce n'est pas au profit de la communauté anglophone mais des allophones. On assiste au même phénomène dans le reste du pays, où l'anglais langue maternelle a perdu du terrain au bénéfice du chinois, du pendjabi, de l'espagnol, etc.

Loin d'indiquer la nécessité d'un resserrément de la Charte de la langue française, le dernier recensement confirme la remarquable efficacité de la loi: la proportion d'allophones abandonnant leur langue maternelle pour le français ne cesse d'augmenter. Parmi les nouveaux arrivants des cinq dernières années ayant adopté une autre langue que leur langue maternelle, 75 % ont choisi le français.

Le pouvoir de s'endetter



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Le magasinage des Fêtes bat son plein. Cette année encore, des milliers de Québécois essaieront de concilier leurs élans de générosité et leur petite voix intérieure — celle qui murmure qu'on peut passer un beau Noël sans se ruiner. Dans bien des cas, le combat est perdu d'avance. Ah, si les commerçants pouvaient nous aider à moins dépenser...

Inconcevable? Au contraire, c'est la stratégie de l'avenir, soutient Jacques Nantel, professeur aux HEC et grand spécialiste du marketing. Présentée récemment

Et si les commerçants nous aidaient à moins dépenser?

à des spécialistes de l'industrie, sa conférence sur le marketing durable n'a pas encore suscité de conversions foudroyantes. Pourtant, l'idée mérite qu'on s'y attarde.

Le revenu réel des ménages canadiens n'a pratiquement pas augmenté depuis le début des années 80. Et pourtant, ils dépensent de plus en plus. Les sommes consacrées aux meubles et aux équipements ménagers ont bondi de 50 % depuis 10 ans. Le budget auto, lui, s'est accru de 40 %. Pour tout le reste, il y a la carte de crédit...

Pas étonnant que le taux d'endettement ait presque doublé depuis 20 ans. Ça ne pourra pas continuer à l'infini. Il y a une limite exacte à partir de laquelle

Si, dans l'île de Montréal, les francophones sont passés sous la barre de 50 %, c'est parce que quelque 53 000 francophones ont quitté l'île. Le seul moyen pour le gouvernement d'intervenir serait d'adopter une loi empêchant les Montréalais francophones de s'installer en banlieue!

En somme, rien dans ces plus récentes données n'indique que le français soit menacé au Québec. Les Québécois francophones devraient davantage s'inquiéter du sort de leurs frères et sœurs des autres provinces canadiennes. Là, la situation est dramatique. L'assimilation des francophones hors Québec se poursuit à grande vitesse: en 2006, plus de 39 % d'entre eux parlaient anglais à la maison. Malheureusement, tout indique que le phénomène ira en s'accroissant. «La hausse des transferts linguistiques vers l'anglais contribue à la non-transmission de la langue maternelle française aux enfants issus de mères francophones», souligne Statistique Canada. Cela signifie moins d'enfants francophones, d'où une population de langue française vieillissant plus vite que celle de langue anglaise. D'ailleurs, le nombre de francophones est en baisse dans la plupart des provinces, y compris au Nouveau-Brunswick.

Pendant ce temps, les jeunes anglophones du reste du pays parlent de moins en moins français. L'engouement pour les classes d'immersion semble chose du passé.

Une autre donnée devrait nous préoccuper: en cette époque de mondialisation, la proportion de Québécois francophones maîtrisant l'anglais n'a pas augmenté (36 %) depuis 2001. Cela fait des francophones les Québécois les moins bilingues; près de 70 % des anglo-Québécois maîtrisent le français. Chez les allophones, cette proportion atteint 50 %.

On discutera beaucoup au cours des prochains jours du prétendu recul du français au Québec. Ce n'est pourtant pas là qu'il y a péril. C'est le français dans le reste du pays et le bilinguisme d'un océan à l'autre qui perdent du terrain. Le gouvernement fédéral devra redoubler d'efforts s'il souhaite préserver ces caractéristiques du projet canadien.

les particuliers ne pourront plus consommer davantage. Laquelle? Personne ne le sait, mais de toute évidence, certains s'en approchent dangereusement. On l'a vu avec la crise des hypothèques à haut risque aux États-Unis: on peut étirer l'élastique et accorder du crédit à des gens qui n'ont pas la capacité d'emprunter, mais ça finit toujours par vous claquer entre les doigts.

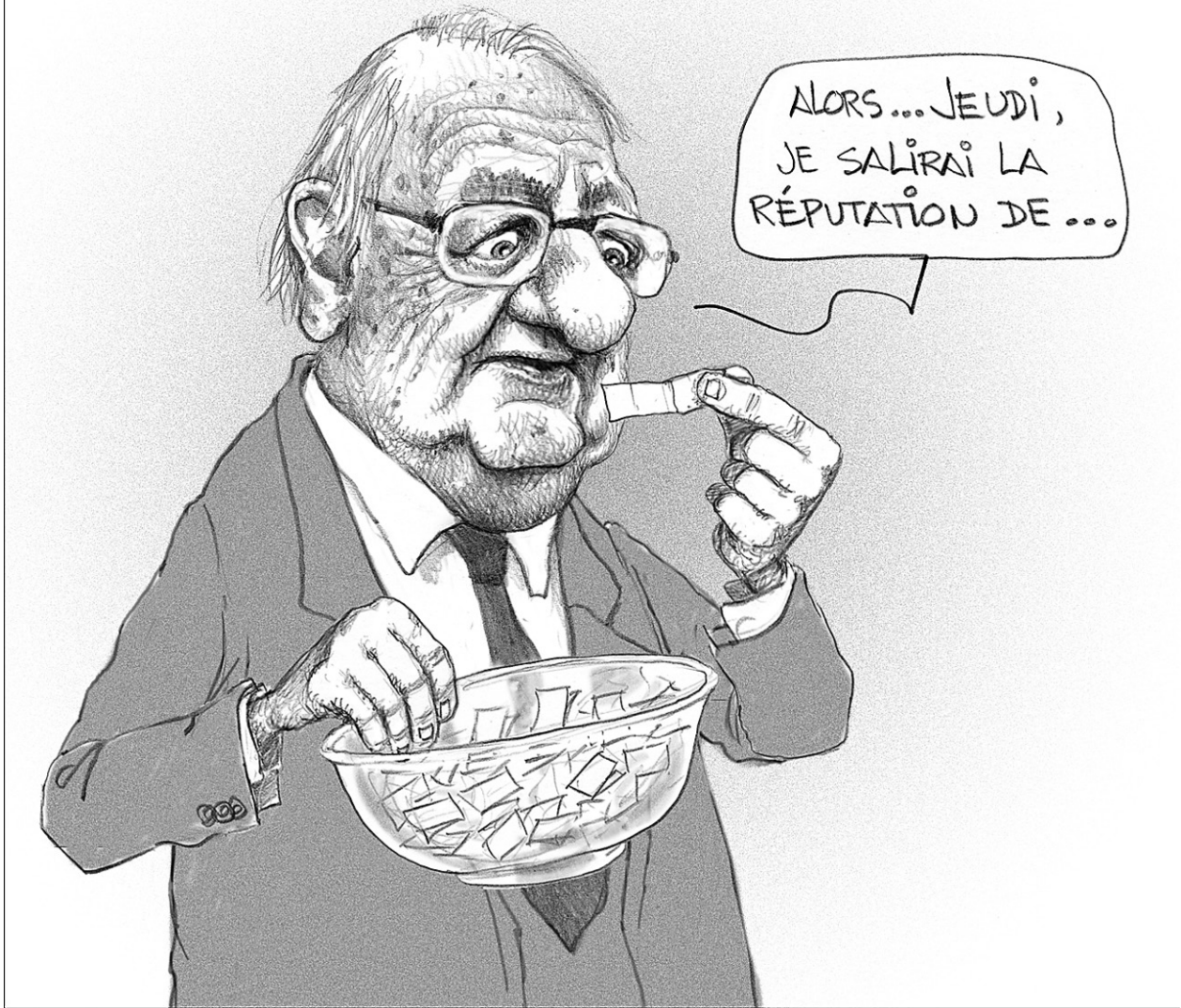
Le pouvoir d'achat est une ressource limitée. Les spécialistes du marketing ont intérêt à le protéger s'ils veulent continuer à vendre.

Au cours des dernières années, ils ont plutôt adopté l'approche inverse, en cherchant à soutirer le maximum de chaque client. Des formules comme «Laissez-moi vous parler de nos garanties prolongées» ou «Les clients qui ont acheté ce livre-ci ont aussi acheté ces ouvrages-là» font des merveilles pour le chiffre d'affaires. Le concept de marketing durable, dans ce contexte, a vraiment l'air étrange... comme le commerce équitable il y a 15 ans. Aujourd'hui, on trouve du café et du chocolat certifiés pratiquement à tous les coins de rues, et à peine plus chers que les produits conventionnels.

Le marketing équitable existe déjà, nous dit Jacques Nantel. Ce sont généralement les petits commerçants qui le pratiquent, en vous dissuadant d'acheter une caméra ou un vélo trop cher pour vos besoins. Le genre de magasin que l'on adopte et où l'on envoie tous ses amis.

Si les grandes chaînes veulent tirer profit de cette approche durable, elles devront trouver le moyen de fidéliser leur clientèle. Rien ne sert de ménager le pouvoir d'achat du consommateur s'il s'empresse d'aller dépenser ses derniers dollars chez le concurrent. Un beau défi en perspective pour les spécialistes du marketing...

KARLHEINZ SCHREIBER CONTINUE SON TÉMOIGNAGE



serge.champleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Un « divorce par inadvertance »?

En Belgique, le déclin de l'« esprit fédéral » est à l'origine de la crise actuelle

JOHANNE POIRIER



L'auteure est professeure à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles.

La Belgique est, pour ainsi dire, sans gouvernement fédéral depuis près de six mois. La crise politique est grave, mais pas entièrement sans précédent. Elle ne conduira sans doute pas (encore?) à la scission du pays. L'histoire de la Belgique, depuis son indépendance en 1830, est ponctuée de perturbations récurrentes. Au cours des 35 dernières années, l'État formellement unitaire (mais traversé de profonds clivages sociaux et culturels) s'est progressivement transformé en fédération. Les institutions qui en résultent sont originales et d'une complexité parfois déconcertantes. Si ces aménagements ont apporté leur lot de solutions, ces mêmes institutions sont aujourd'hui la source de nombreuses tensions. Le remède va peut-être tuer le malade.

En 1970, les institutions «centrales» ont été largement fragmentées sur le plan linguistique, instaurant ainsi une forme de «dualité» fortement institutionnalisée. La Constitution prévoit que le gouvernement doit être composé d'un nombre égal de francophones et de néerlandophones (flamands). De même, le parlement est divisé en deux «groupes linguistiques», disposant chacun de droits de veto (suspensifs) lorsque des initiatives législatives menacent leurs intérêts.

Ces innovations ont eu pour conséquence de «polariser» tout débat politique au niveau fédéral. En effet, ces mesures nécessitent que tout politicien porte une «étiquette linguistique» et une seule. En Belgique, toute question de politique publique, qu'elle soit liée à la sécurité, à la protection environnementale ou à la protection de la jeunesse est interprétée à travers le prisme de la différence flamande-francophone.

Cette polarisation est accentuée du fait qu'aucun parti politique ne présente des candidats à l'échelle du pays. En effet, depuis les années 60, tous les partis politiques sont scindés sur une base linguistique. Aucun candidat au parlement fédéral ne doit obtenir des votes des deux côtés de la frontière linguistique pour se faire élire. Ce qui conduit à une surenchère des questions «mono-identitaires»: mieux vaut jouer la carte «flamande» ou «francophone», que la non-rentable «carte belge». Après plus de 20 ans de scission des formations politiques, les élus du Nord et du Sud ne se connaissent plus, n'ont plus la confiance de l'autre côté du pays.

Transformation graduelle

La transformation graduelle de la Belgique en État fédéral a entraîné le transfert de compétences législatives importantes aux trois communautés et aux trois régions. En fait, l'une des raisons pour lesquelles l'État fédéral peut se permettre d'être sans gouvernement pendant de nombreux mois, est qu'une bonne part des politiques publiques est assumée par les entités fédérées.

Le transfert de compétences vers les entités fédérées, couplé à la «polarisation» des institutions du centre, ont clairement réduit les espaces d'action politique commune. La construction de mythes parallèles est facilitée par la ségrégation, toujours sur la base d'un critère essentiellement linguistique, de l'essentiel des espaces de réflexions et de socialisation: écoles (y compris les cours d'histoire), universités, partis politiques, clubs sportifs, etc. Les ponts sont rares et fragiles. Or — et c'est d'une banalité affligeante — lorsque l'on ne connaît pas l'autre, on le craint, on le cari-



YVES HERMAN, REUTERS

«Pas nécessairement le divorce, mais le divorce, si nécessaire», disent de plus en plus les Belges.

cature, voire, on le diabolise. Dit autrement, les Belges se connaissent de moins en moins, et leurs institutions les divisent de plus en plus.

La crise actuelle pose clairement la question des limites que peuvent atteindre les solutions institutionnelles, aussi créatives soient-elles, lorsqu'elles ne sont plus soutenues par un réel «esprit de compromis». Or, le compromis est le mortier qui a permis à un système politique et constitutionnel aussi alambiqué et en constante évolution, de tenir jusqu'ici. Aucune architecture fédérale ne peut survivre longtemps si elle n'est sous-tendue par un «esprit fédéral», par un engagement à honorer les règles du débat.

Le scénario de l'indépendance de la Flandre est de plus en plus évoqué, paradoxalement chez les francophones. Ces derniers voient les nouvelles demandes de réformes comme ne pouvant qu'affaiblir ce qui reste de commun aux deux grandes collectivités. Pour leur part, les Flamands défendent essentiellement un modèle «confédéral», qui aurait pour effet de réduire les compétences fédérales à leur plus simple expression.

Depuis 2001, les partis francophones ont opposé une fin de non-recevoir quasi unanime aux revendications flamandes qui viseraient à accroître l'autonomie des entités fédérées. Ce refus de négocier, de la part d'une minorité, aussi importante numériquement soit-elle (les francophones représentent environ 38 % de la population), a quelque chose de suicidaire. À un certain point, la majorité ne voudra simplement plus jouer le jeu. Les partis francophones s'en rendent compte et ont récemment accepté que des réformes soient discutées au sein d'une «convention constitutionnelle». Il appert que ces «États généraux» ne seront composés que de responsables politiques, ceux-là même qui, selon plusieurs, fomentent la division.

En Belgique, le «vouloir vivre ensemble» s'est décliné selon différentes modalités, souvent renouvelées. Pour plusieurs, ce «vouloir vivre ensemble» semble en voie de se muter en «pas nécessairement le divorce, mais le divorce, si nécessaire». Scénario peut-être encore plus étonnant, évoqué par d'autres, est celui du «divorce par inadvertance». Pas réellement voulu, mais le résultat, peut-être inéluctable, du poids de l'histoire, de la fragmentation du paysage politique, de la faiblesse des autorités centrales, et de la pénurie de ponts au sein de la société.

La liste secrète



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Dans le merveilleux dossier des accommodements raisonnables, nous avons tous notre petite liste personnelle. La liste des aménagements qui nous semblent dénués de sens commun, qui excèdent notre seuil de tolérance, qui dépassent la ligne que, selon nous, une société ne doit pas franchir. Si je me fie au sondage SOM, publié il y a un peu plus d'un mois et dans lequel mes compatriotes rejetaient tous les accommodements religieux, mon seuil de tolérance est manifestement assez élevé. Le port d'un kirpan symbolique ne me dérange pas, et je n'y ai jamais vu une menace à la sécurité, je ne crois pas qu'il faille interdire le port du voile à une petite fille dans un match de foot, et je m'inquiète encore moins du fait qu'on

L'amplification de certains phénomènes est l'un des éléments de la dynamique de l'intolérance.

ait modifié la recette des bines dans une cabane à sucre pour accueillir des musulmans dévots. Ce n'est pas un accommodement raisonnable, mais une transaction commerciale qui a un résultat heureux, celui de familiariser de nouveaux venus avec une de nos coutumes.

Dans mon échelle d'évaluation personnelle, il y avait cependant un incident que je trouvais particulièrement agaçant. Et c'est le CLSC montréalais qui a interdit aux hommes d'assister à des cours prénataux pour ne pas heurter les coutumes de musulmans qui n'acceptaient pas la présence d'hommes auprès de leurs épouses enceintes.

C'était le cas type, selon moi, d'une initiative malheureuse d'une administration publique sans doute bien intentionnée, qui contrevient à deux grands principes. Le premier, c'est qu'en voulant satisfaire une exigence religieuse, on brime d'autres personnes en les privant d'un service qu'ils désirent et auquel ils ont droit. Le second, c'est que cette concession va à l'encontre de tous les efforts de notre système de santé pour encourager la participation active des pères dans l'évolution de la grossesse, de l'accouchement et des soins aux nouveau-nés. C'était nier 40 ans de progrès.

Curieusement, même si j'ai abordé assez souvent le dossier des accommodements, je n'ai jamais écrit sur cette décision malheureuse du CLSC de Parc-Extension. Dieu merci!

Parce que cette histoire, pourtant largement diffusée, était fausse. Le CLSC de Parc-Extension n'a pas exclu des hommes de cours prénataux pour répondre à des pressions religieuses. Ce n'est pas ça qui est arrivé. Le chat est vraiment sorti du sac avec un documentaire de la cinéaste Karina Goma, *Un coin du ciel*, portant sur Parc-Extension et son CLSC, dont j'ai d'abord pris connaissance dans une chronique de ma collègue Rima Elkouri.

Karina Goma était là quand le scandale a éclaté, et a bien vu le décalage entre la réalité et la fièvre médiatique, et c'est pour ça qu'elle a déposé son film comme mémoire à la commission Bouchard-Taylor. Il ne s'agissait pas de cours prénataux, mais de réunions entre mères immigrées souvent isolées, vulnérables, des groupes de soutien et d'entraide, animés par des bénévoles, et qui n'ont rien à voir avec les cours prénataux classiques que connaissent tous les couples, où des infirmières informent, font faire des exercices et initient les papas québécois aux mystères de la respiration.

La démarche ne répondait pas à des pressions religieuses, mais constituait une belle initiative d'accompagnement et de soutien dont se dote une société civilisée pour faciliter le processus difficile d'intégration des nouveaux venus. Les cours prénataux normaux, tout ce temps-là, sont donnés par les deux autres CLSC regroupés dans le CSSS de la Montagne, ceux de Côte-des-Neiges et de Centre-Ville.

Mais pourquoi le scandale alors? D'abord, un article faux du *Journal de Montréal*, ce ne sera pas le premier dans ce dossier. Ensuite, une nouvelle rapidement reprise, notamment par Mario Dumont, pour en dénoncer le caractère déraisonnable. Et après, il était trop tard. Le CSSS a bien essayé de nier, d'expliquer ce qui s'était vraiment passé, mais la vague était trop forte pour s'embarasser de la réalité des faits. Même la présidente de la CSN a proposé une charte de la laïcité pour que l'on ne puisse plus interdire les hommes dans des cours prénataux. Le «scandale» du CLSC était devenu une légende urbaine, ou plutôt, une légende rurale.

Je ne suis pas tombé dans le panneau, mais j'aurais bien pu. J'ai péché en pensée. Et j'en suis extrêmement gêné.

Car ces phénomènes d'amplification sont l'un des éléments de la dynamique de l'intolérance. C'est en médiatisant des personnages marginaux, mais excessifs, comme l'imam Jaziri, en créant des événements là où il n'y en a pas, comme le vote voilé, on en additionnant des événements, souvent mineurs, parfois vrais, parfois faux, que l'on finit par créer une grosse bulle qui nourrit l'indignation et la peur.

La vraie valeur de Kyoto

Nombre de pays et de sociétés multinationales tentent de s'ajuster au pari qui consiste à découvrir d'autres façons de faire et de produire plus propres

ALEXANDRE CABRAL



L'auteur est professeur titulaire au département de génie civil de la faculté de génie de l'Université de Sherbrooke.

À la veille de la rencontre de Bali, il serait important de faire une précision par rapport à un autre aspect fondamental de Kyoto. Les contraintes auto-imposées par les signataires de l'accord tant décrié par Stephen Harper ne régleront en rien l'évolution des changements climatiques. Les petits 6 % du Canada et du Japon, 0 % pour la France (oui! zéro!), etc. ne représentent rien par rapport aux 70 % à 90 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui seraient nécessaires pour vraiment faire fléchir la tendance lourde du réchauffement.

Quelle valeur a donc Kyoto? Le pari que les signataires de l'accord ont fait était que les efforts déployés dans le cadre de Kyoto devraient mener à la découverte d'autres façons de faire et de produire plus propres. Kyoto serait alors un moteur de développement durable, en plus d'un accord de gestion environnementale ayant comme cible de contrer les changements climatiques.

Cette caractéristique fondamentale de l'accord doit être mieux comprise... Y a-t-il quelque chose de fait par rapport à ces belles intentions? La réponse est un



PHOTO JEWEL SAMAD, AGENCE FRANCE-PRESSE

La réduction des gaz à effet de serre est au cœur des discussions de la rencontre de Bali. Certaines sociétés profitent de l'événement pour faire la promotion de leur technologie, comme ce taxi à énergie solaire.

les Hollandais, les Danois, entre autres Européens, l'effort coordonné et très soutenu par la Communauté européenne a donné lieu à d'importantes percées technologiques.

De plus en plus, de grandes sociétés multinationales voient dans les efforts de réduction un tremplin pour le développement de nouvelles technologies qui

à la porte de ceux qui ont pris la peine de faire des efforts de réduction de GES et qui, par conséquent, ont découvert de nouvelles technologies propres et performantes.

Donc, dans le cas de Kyoto II, l'erreur à ne pas répéter, c'est d'associer les efforts de réduction des émissions de GES à la seule dimension environnementale. Il faut insister aussi sur la valeur complémentaire et très importante que représente la création et l'innovation qui découlent des efforts de réduction des GES. C'est la clé pour subsister économiquement dans le futur. Ce sont des raisons qui ont du poids pour s'impliquer dans un effort de

réduction des émissions que le gouvernement Harper ainsi que bon nombre de secteurs industriels au Canada n'ont pas compris. Le Québec a plein d'atouts; le gouvernement provincial doit maintenir une position ferme d'appui et d'incitation à la réduction des GES, car cela aura pour corollaire d'améliorer notre position concurrentielle.

De plus en plus, de grandes sociétés multinationales voient dans les efforts de réduction de GES un tremplin pour le développement de nouvelles technologies qui rapportent énormément de profits.

retentissant «oui». Une panoplie d'actions a été menée dans le monde, mais ce texte n'est pas le lieu pour les décrire en détail. Chez nos voisins du Sud, on dénombre des actions éparses, non coordonnées. Fait important: ils avancent, quoique très lentement par rapport à la taille de leur économie et l'importance de leurs émissions. Chez les Allemands,

rapportent énormément de profits. En plus d'être «bonnes» pour l'environnement, ces initiatives constituent de vrais moteurs de développement durable. Quand, un jour, les compagnies canadiennes auront besoin de technologies performantes pour être concurrentielles (et là, on ne parle plus de la problématique des émissions), nous allons frapper

FORUM@LAPRESSE.CA

Une taxe Kyoto

Si les anti-Kyoto refusent d'entendre raison à Bali, il faudrait que les pro-Kyoto suivent l'idée de la France d'imposer une taxe spéciale sur leurs produits. La taxe Kyoto. Voilà qui ferait mal à des trainards comme le Canada et les États-Unis et qui les inciterait à rattraper le train en marche.

Sylvio Le Blanc
Montréal

Une information erronée

Je veux dire mon désaccord relativement aux propos et à l'attitude de Gérard Bouchard depuis le début des audiences sur les accommodements raisonnables. À telle enseigne qu'il est facile de prévoir les recommandations qui seront publiées dans le rapport de la commission Bouchard-Taylor l'an prochain. La semaine dernière, les commissaires recevaient le nouveau directeur général du YMCA de l'avenue du Parc qui affirmait, sans vergogne, que les fenêtres givrées avaient été posées à la demande des clientes de cet établissement. C'est faux... archi faux. Je fréquente le YMCA régulièrement depuis plusieurs années. J'ai signé la pétition de Renée Lavaillante – la personne qui a eu le courage de dénoncer publiquement la décision du YMCA –, qui me confirmait hier avant le cours de yoga que la clientèle féminine n'avait formulé aucune demande en faveur des fenêtres givrées. Voir un gestionnaire mentir en pleine télévision pour sauver la face et le manque de jugement de son prédécesseur, cela dépasse l'entendement. Heureusement, les audiences publiques tirent à leur fin car le mépris et le parti pris du commissaire Bouchard sont insupportables.

Maryvonne Bouchard
Montréal

Oui au droit de dénoncer

Je viens de lire dans *La Presse* la lettre de la D^{re} Catherine de Montigny, urgentologue. Je suis estomaquée que la dénonciation des conducteurs en état d'ébriété ne soit pas possible en vertu du secret professionnel. Conduire en état d'ébriété, n'est-ce pas un crime? J'appuie entièrement sa revendication au droit à la dénonciation! Attendons-nous qu'un récidiviste qui se faufile dans le système impunément heurte à mort notre enfant, notre conjoint, notre ami ou

nous-mêmes? Ils doivent perdre immédiatement leur privilège de conduire s'ils sont une menace de mort sur nos routes. Ces gens-là doivent aussi être une priorité que le nouveau projet de loi sur la sécurité routière doit atteindre.

Denise Ladouceur
Pincourt

Mauvaise nouvelle pour les péquistes

Parmi tous les facteurs qui expliquent la victoire de Régis Labeaume à la mairie de la ville de Québec, il y en a un qui mérite l'attention. C'est la lutte de pouvoir qui oppose depuis longtemps les deux grandes familles de notre classe politique à l'échelle régionale: fédéralistes et souverainistes. Cette victoire n'est donc pas, pour l'instant, une très bonne nouvelle pour la famille souverainiste.

Claude Poulin
Québec

L'Église bouc émissaire

Le samedi 1^{er} décembre dernier, François Gros d'Aillon conseillait sardoniquement en ces pages d'interdire la religion aux moins de 98 ans. Il repêchait le cliché selon lequel la religion est la source d'à peu près tous les maux de l'humanité, les guerres en tête. C'est là méconnaître l'histoire et la nature de l'être humain. Certes, il y eut des guerres de religion; mais de tout temps et pour toutes les raisons du monde, les humains se sont faits violence entre eux. Les deux guerres mondiales qu'a connues le XX^e siècle procédaient-elles de motifs religieux? Absolument pas! La religion en tant que telle n'explique pas les guerres et les atrocités. Les réponses se trouvent au cœur de cet être humain éternellement tenté de s'affirmer en dominant autrui. Et puis, les guerres étant le plus souvent causées par des enjeux politiques ou économiques, doit-on renoncer à faire de la politique ou à s'échanger des ressources pour autant? Mais non, c'est plus facile de tout reporter les malheurs de l'humanité sur les religions, et plus spécialement sur l'Église catholique qui a le dos large au Québec. Heureusement, les chrétiens croient que Dieu s'est solidarisé, en acceptant la croix, avec tous les souffrants, avec tous les boucs émissaires dont on semble avoir un irréprouvable besoin pour continuer à vivre avec la conscience tranquille...

Jonathan Guilbault
Séminariste pour le diocèse de Montréal

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

« L'Iran est dangereux »

Malgré un rapport contradictoire, Bush refuse d'écarter l'option militaire



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Troisième Guerre mondiale. Holocauste nucléaire. Nouvel Hitler. Au cours des dernières semaines, George W. Bush et ses alliés ont évoqué les pires scénarios pour parler de la menace d'un Iran doté de la bombe nucléaire.

Or, dans la même période, les 16 agences du renseignement américain mettaient la dernière main à un nouveau rapport concluant que

George W. Bush a appelé la communauté internationale à maintenir la pression sur la république islamique pour qu'elle suspende l'enrichissement d'uranium. « Je crois qu'ils veulent avoir le savoir-faire pour fabriquer une arme nucléaire », a-t-il dit.

L'Iran a stoppé son programme d'armement nucléaire en 2003. Au lendemain de la publication de ce document surprenant, le président américain s'est défendu d'avoir exagéré la menace iranienne. Il a également refusé d'écarter l'option militaire pour régler ce dossier qui tient le monde en haleine depuis plusieurs mois.

« Je continue à croire profondément que l'Iran est un danger, a déclaré le chef de la Maison-Blanche hier matin lors d'une conférence de presse. L'Iran était dangereux, l'Iran est dangereux et l'Iran sera dangereux. »

Pour appuyer ses dires, le président Bush a évoqué une autre conclusion du document de synthèse appelé *National Intelligence Estimate (NIE)*: l'Iran pourrait être capable entre 2010 et 2015 de produire assez d'uranium hautement enrichi pour la bombe atomique. Décrivant le *NIE* comme un « avertissement », il a appelé la communauté internationale à maintenir la pression sur la république islamique pour qu'elle suspende l'enrichissement d'uranium.

« Je crois qu'ils veulent avoir la capacité, le savoir-faire pour fabriquer une arme nucléaire », a dit le président américain.

Mais le *NIE* est de nature à miner les efforts des États-Unis en vue de faire adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il risque également de couper les ailes des faucons de l'administration Bush, dont Dick Cheney, qui militent en faveur de frappes militaires contre le régime islamique.

« Cette nouvelle évaluation des États-Unis devrait aider à désamorcer la crise actuelle », a déclaré le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei.

L'évaluation surprend

Le nouveau rapport américain a surpris amis et adversaires de l'administration Bush en contredisant le document de synthèse préparé en 2005 par les mêmes

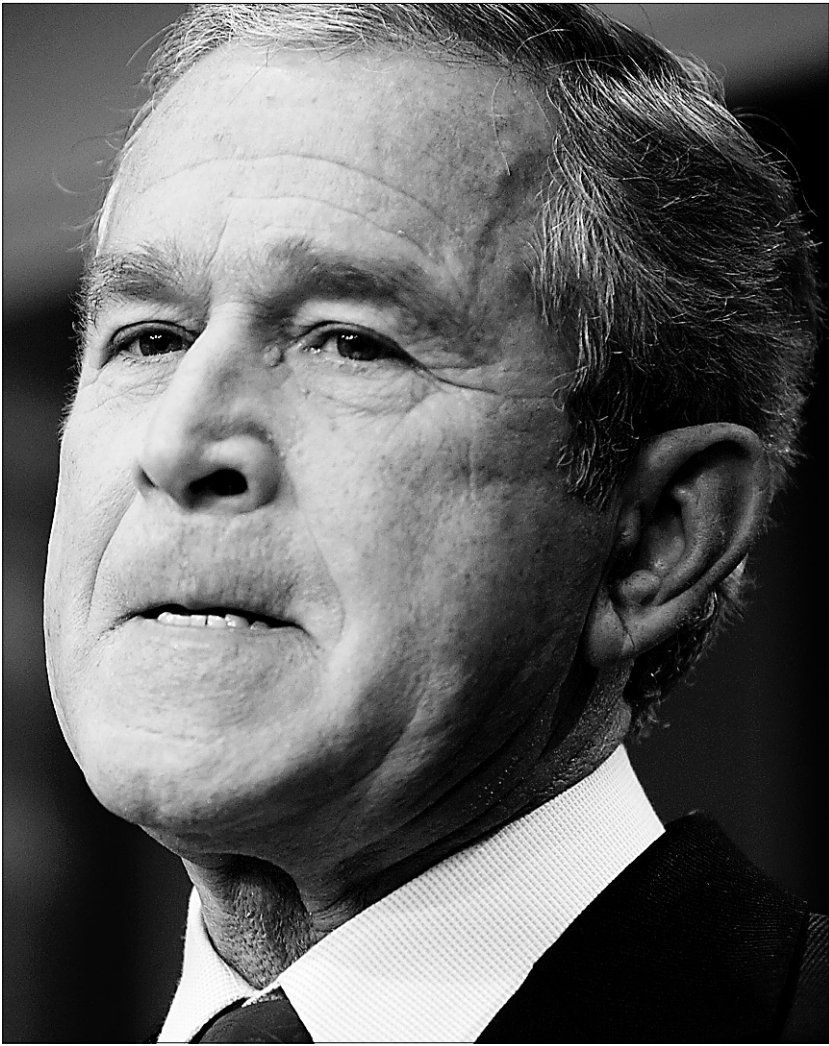


PHOTO JIM WATSON, AFP
Le président américain George W. Bush grimace en commentant le *National Intelligence Estimate* de 2007 sur l'Iran.

agences du renseignement sur le même sujet. Le *NIE* de 2005 concluait que l'Iran est « déterminé à développer des armes nucléaires ».

Or son programme d'armement nucléaire est au point mort depuis 2003, selon le nouveau *NIE*. Lundi, les responsables du renseignement américain ont imputé ce changement d'avis à

un changement de méthodes de travail adopté après le fiasco des armes de destruction massive en Irak.

Quoi qu'il en soit, l'Iran s'est réjoui de la nouvelle évaluation américaine.

« Nous nous réjouissons quand des pays qui avaient des questions sur le dossier nucléaire iranien, quelles qu'aient été

D'UN RAPPORT À L'AUTRE

2005
>Le renseignement américain « estime avec un haut degré de confiance que l'Iran est déterminé à développer des armes nucléaires en dépit de ses obligations internationales et de la pression internationale ».
>« Nous avons une confiance modérée dans notre jugement sur le moment où l'Iran pourrait fabriquer une arme nucléaire; nous estimons qu'un tel scénario est improbable avant la période s'étendant du début au milieu de la prochaine décennie. »

2007
>« Nous jugeons avec un haut degré de confiance que le l'Iran a stoppé son programme d'armement nucléaire à l'automne 2003... Nous ne savons pas si l'Iran a actuellement l'intention de développer des armes nucléaires. »
>« Nous avons une confiance modérée dans notre jugement selon lequel l'Iran serait capable de produire assez d'uranium hautement enrichi pour une bombe atomique entre 2010 et 2015. »

leurs motivations, corrigent leurs points de vue », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki, sur la radio d'État.

Le régime islamique voit dans le rapport américain la reconnaissance du « caractère pacifique » de son programme d'enrichissement.

Mais le président américain continue de se méfier. Et il n'a pas l'intention de changer sa politique iranienne, qui inclut l'option militaire.

« La meilleure diplomatie – une diplomatie efficace – c'est celle où toutes les options sont ouvertes », a-t-il déclaré hier.

NICARAGUA

Ortega réveille les tensions de la guerre civile

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

SAN SALVADOR — À un carrefour de Managua, une file de mères de famille s'allonge derrière un camion où les membres du Conseil du pouvoir citoyen vendent du riz et du maïs à prix subventionné. À la fin de l'année, dans tout le Nicaragua, les Conseils distribueront des jouets pour Noël, des prêts aux commerçants des marchés. Ils accompagneront aussi les enfants lors des campagnes de vaccination, assureront la police du quartier, ou questionneront les élus locaux sur leur salaire.

Rouages essentiels du gouvernement du peuple pour les uns, ou instruments de contrôle de la population pour les autres, les Conseils du pouvoir citoyen ont été officiellement installés par le président Daniel Ortega la semaine dernière. Pour l'ex-guérillero, revenu au pouvoir il y a un an après l'expérience avortée de la Révolution sandiniste (1979-1990), ces Conseils sont



PHOTO D'ARCHIVES ASSOCIATED PRESS
L'instauration des Conseils du pouvoir citoyen au Nicaragua, officiellement installés par le président Daniel Ortega la semaine dernière, a attiré une foule de partisans à Managua.

avant tout la démonstration que « la souveraineté ne doit pas être exercée par le président, les ministres, les députés ou les maires, mais par le peuple. » « Il doit décider seul

de son système de gouvernement », a-t-il clamé devant une foule de paysans et de fonctionnaires venus de tout le pays.

Ces arguments n'ont guère

convaincu l'opposition de droite, majoritaire à l'Assemblée, qui est entrée dans une bataille juridique avec Daniel Ortega afin d'obtenir que les Conseils ne soient pas intégrés à l'appareil d'État. Ces structures présentes à terme dans les 153 communes du pays, rassemblant un million de personnes, rappellent trop à son goût les « Comités de défense sandiniste » qui étaient dans les années 80 les yeux et les oreilles de la Révolution. « Ortega suit les conseils d'Hugo Chavez, Fidel Castro, Kadhafi, ou Evo Morales, ce qui n'est pas approprié pour notre pays », avertit Eduardo Montealegre, leader de l'opposition.

Les doutes se multiplient

À gauche, aussi, les doutes sur les intentions du « camarade Daniel » se multiplient. Soupçonné de vouloir se faire réélire indéfiniment, le président nicaraguayen est également critiqué par le rôle démesuré qu'il accorde à son épouse Rosario Murillo, à la fois éminence grise, porte-parole, et aujourd'hui à la tête

des Comités de pouvoir citoyen.

« Nous sommes en train d'assister à un transfert du pouvoir entre les mains personnelles de Daniel Ortega et de sa femme », affirme l'écrivain dissident Sergio Ramirez. « Son intention est d'établir une dictature institutionnelle », ajoute Edmundo Jarquin, ancien candidat à la présidence pour le Mouvement de rénovation sandiniste.

Élu sur le thème de la pacification, Daniel Ortega a paradoxalement réveillé la vieille rhétorique de la guerre civile en qualifiant de « somozistes » (le dictateur Somoza avait été renversé par la révolution) tous ceux qui s'opposaient à sa politique. Même la fin des coupures d'électricité, qui depuis plusieurs mois plongent dans le noir une grande partie du pays, est pour lui à mettre au crédit des Comités... puisqu'il s'agissait d'une de leurs demandes. Plus prosaïquement, les médias locaux ont rappelé que le retour de la lumière était dû à la remise en route des usines où s'accumule la récolte de canne à sucre.

Affaire de l'ours en peluche « Mohammed »

L'enseignante britannique rentre saine et sauve du Soudan

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — « J'étais terrifiée, et c'est un euphémisme. » Gillian Gibbons a ainsi décrit hier ses huit jours de détention au Soudan, où elle avait été condamnée pour insulte à l'islam jeudi dernier.

L'enseignante britannique était calme et souriante hier matin à son arrivée à l'aéroport de Heathrow, à Londres. Entourée de ses deux enfants adultes, John et Jessica, elle était visiblement soulagée d'être de retour en Grande-Bretagne. Il y a quelques jours seulement, des milliers de manifestants enragés exigeaient

son exécution dans les rues de Khartoum.

Encore dépassée par la tempête médiatique qu'elle a déclenchée, Gillian Gibbons a affirmé: « Je ne suis qu'une enseignante ordinaire en quête d'aventures qui en a eu beaucoup plus que pour son argent. Personne n'aurait pu imaginer qu'une telle histoire soit possible. »

La femme de 54 ans a refusé de revenir sur le motif de son emprisonnement: l'ours en peluche que ses jeunes élèves ont baptisé « Mohammed », le nom arabe du prophète de l'islam.

« C'est un sujet très difficile et délicat. J'étais très navrée d'ap-

prendre que j'ai pu offenser qui que ce soit », a-t-elle dit, tenant la main de son fils.

Malgré son « épreuve », elle s'est dit très triste d'avoir quitté le

« J'étais terrifiée, et c'est un euphémisme », a déclaré Gillian Gibbons pour décrire ses huit jours de détention au Soudan.

Soudan, où elle a eu des moments « fabuleux ». « Je ne veux pas que mon expérience décourage les gens d'y aller. En fait, je connais une charmante petite école qui a besoin d'un nouveau professeur »,

a-t-elle dit avec un humour très anglais.

Les deux politiciens britanniques musulmans qui ont obtenu sa libération, Nazir Ahmed et

Sayeeda Warsi, sont revenus avec elle. Ils ont arraché son pardon après des « négociations tendues » avec le président soudanais, Omar Al-Bechir, et son entourage le week-end dernier.

En entrevue à *The Guardian*, Nazir Ahmed a louangé la force de Gillian Gibbons et a révélé qu'ils ont discuté de... fish and chips dans l'avion. « Quand nous avons réalisé que nous étions tous deux du Yorkshire, elle s'est prise à rêver du *fish and chips* de la région, a-t-il dit. Toutefois, elle est devenue émotive en parlant de ses élèves au Soudan. Elle adore son travail. »

Elle a d'ailleurs fait une demande d'emploi à peine déguisée devant la presse britannique. « Je suis sans emploi maintenant. Après Noël, je vais sérieusement chercher du travail », a-t-elle dit.

LE TOUR DU GLOBE

AFGHANISTAN
Violences et doléances

Un soldat britannique a été tué hier et deux autres blessés dans une explosion dans le sud de l’Afghanistan, a indiqué Londres. À Kaboul, des responsables afghans et états-unis ont profité de la visite du secrétaire à la Défense Robert Gates pour réclamer plus d’armes alors que le chef du Pentagone exigeait plus d’efforts des pays membres de l’OTAN. La visite a été assombrie par un attentat qui a manqué de peu un convoi de l’OTAN mais 22 civils afghans ont été blessés.

AFP

RUSSIE
La guerre des clans

Affrontements entre services secrets, guerre des clans au sommet de l’État, projets de «raid» sur l’économie d’anciens du KGB: la chronique secrète de la fin de la présidence de Vladimir Poutine déborde hors des murs du Kremlin. Dernier épisode: l’interview de l’homme d’affaires Oleg Chvartsman, qui décrit le projet des hommes de Poutine d’une «réappropriation de velours» des entreprises bradées dans les années 90.

AFP

AFRIQUE
Mission de Rice

La secrétaire d’État états-unienne Condoleezza Rice s’entretient aujourd’hui à Addis Abeba avec des chefs d’État africains de deux crises régionales qui minent la stabilité du continent depuis 20 ans: le conflit des Grands Lacs et la tension extrême dans la Corne. Les entretiens se déroulent sur fond de violents combats dans l’est de la République démocratique du Congo (RDC) et d’attaques meurtrières contre l’armée éthiopienne qui protège le gouvernement de transition en Somalie.

AFP

GOLFE
Marché commun

Les six monarchies pétrolières du Golfe ont annoncé hier pour le début de l’année 2008 la création d’un marché commun et pour 2010 le lancement d’une monnaie unique. Au terme du sommet de Doha, où le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a tenu la vedette, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a «exhorté l’Iran à poursuivre le dialogue avec la communauté internationale et l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA)» sur son programme nucléaire.

AFP

FRANCE



PHOTO REUTERS

Le président français Nicolas Sarkozy (à droite) et le président algérien Abdelaziz Bouteflika se donnent l’accolade.

Contrats algériens

L’Algérie et la France ont paraphé hier à Alger d’importants accords dans le nucléaire civil, la pétrochimie et le gaz naturel lors de la deuxième journée de la visite de Nicolas Sarkozy. Ces contrats portent sur environ cinq milliards de dollars. La veille, le chef de l’État français avait fermement condamné le système colonial et ses crimes. Mais il n’a pas présenté les excuses exigées par les Algériens.

AFP

LE CHIFFRE DU JOUR
65 milliards

C’est, en dollars, la valeur totale du marché d’armes dans le monde en 2006, selon un rapport présenté hier à l’Assemblée nationale française. Derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, la France a été repoussée au 4^e rang par la Russie, indique cette étude du ministère français de la Défense. Les États-Unis occupent 55 % du marché et les quatre se partagent «plus de 85 %» des exportations mondiales d’armements.

AFP

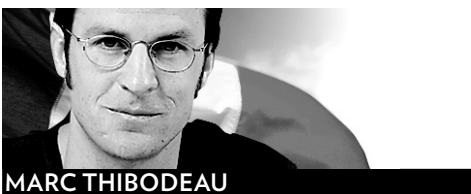


PHOTO D’ARCHIVES AFP

Le président de l’association humanitaire française l’Arche de Zoé, Éric Breteau, est détenu dans une prison de N’Djamena, au Tchad.

Accusé de « tentative d’enlèvement d’enfants » au Tchad

Le président de l’Arche de Zoé défend sa cause



MARC THIBODEAU

PARIS

L’Arche de Zoé, qui a déclenché une crise diplomatique en tentant d’amener en France un centaine d’enfants présentés comme des «orphelins du Darfour», persiste et signe malgré la controverse.

Le président de l’association humanitaire française, Éric Breteau, actuellement détenu dans une prison de N’Djamena, au Tchad, défend la légitimité et la légalité de son initiative dans une longue lettre manuscrite transmise il y a quelques jours à une radio française.

«Vouloir sauver des enfants de l’enfer du Darfour n’est pas un délit mais au contraire un geste d’humanité», maintient M. Breteau, qui fait face, avec cinq autres membres de l’Arche de Zoé, à des accusations de «tentative d’enlèvement d’enfants» et d’escroquerie.

Son association, qui était active depuis août dans l’est du Tchad, à proximité de la région soudanaise du Darfour, a affrété un avion en octobre pour transporter une centaine d’enfants vers la France. Des familles avaient accepté de les prendre en charge à l’arrivée, voire de les adopter.

L’appareil a toutefois été intercepté avant son départ par les autorités tchadiennes, qui dénoncent une «opération criminelle». Le président Idriss Déby a même suggéré que son but ultime pou-

vait être d’alimenter un trafic d’organes ou un réseau de pédophiles.

Le gouvernement français a également condamné l’initiative de l’Arche de Zoé, soulignant qu’elle avait tenté durant l’été de dissuader son président d’aller de l’avant. Une enquête judiciaire a été ouverte en France à ce sujet.

Éric Breteau affirme que ses collègues et lui sont victimes d’une «mascarade politico-médiatique destinée à mobiliser l’opinion publique contre nous et à égarer la justice dans la recherche de la vérité.»

Contrairement à ce que véhiculent les autorités tchadienne et française, l’intervention était largement connue des ministères concernés dans les deux pays, assure ce pompier de carrière, lancé dans l’action humanitaire à l’occasion du tsunami de 2005.

«Cette opération de sauvetage des orphelins du Darfour... ne peut certainement pas être qualifiée de «secrète» ou de «clandestine» compte tenu de la très forte communication réalisée avant le lancement des opérations sur le terrain», écrit M. Breteau.

Il met par ailleurs en doute les conclusions de l’UNICEF et du Haut-Commissariat aux réfugiés de l’ONU. Ces organisations ont déterminé que les enfants devant être amenés en France n’étaient pas des «orphelins du Darfour» mais des ressortissants du Tchad ayant, dans la quasi-totalité des cas, au moins un parent vivant.

«Nous restons convaincus que les enfants qui nous ont été confiés sont bel et bien des orphelins», maintient M. Breteau. Il concède néanmoins qu’il est possible que les membres de l’Arche de

Zoé aient été trompés par les chefs de village ayant servi d’intermédiaires.

Son plaidoyer d’innocence survient quelques semaines après que la justice tchadienne eut refusé la mise en liberté des membres de l’association. Ils pourraient écoper de jusqu’à 10 ans de prison.

L’armée française

Le président français Nicolas Sarkozy avait fait un voyage-éclair à N’Djamena au début du mois de novembre pour ramener au pays trois journalistes qui suivaient l’opération et qui ont été brièvement incarcérés. Il a promis quelques jours plus tard qu’il irait chercher les autres détenus français afin qu’ils soient jugés au pays, mais il n’est pas revenu sur le sujet depuis.

L’affaire survient dans un contexte particulièrement délicat pour la France puisque le pays s’appête à déployer dans l’est du Tchad un contingent de soldats rattachés à une force de paix onusienne. Celle-ci sera chargée de «sécuriser» les camps de réfugiés aménagés non loin de la frontière pour les civils soudanais fuyant les combats au Darfour.

L’armée française compte déjà dans le pays un millier de soldats qui offrent un soutien logistique à l’armée d’Idriss Déby dans ses actions contre des groupes rebelles. Le plus important, actif dans l’est du Tchad, a prévenu récemment que tout soldat français ou étranger déployé dans la zone serait considéré comme un ennemi à abattre.

«Si vous voulez me faire dire que la situation au Tchad et au Darfour est complexe, je vous le confirme», a déclaré il y a quelques jours M. Sarkozy.

Rien ne va plus au Sri Lanka

JOONEED KHAN
ANALYSE

Rien ne va plus au Sri Lanka. La guerre, avec tous ses excès et bavures, fait rage dans la grande île de l’océan Indien sans émouvoir la «communauté internationale» ou l’ONU.

Fort du classement des Tigres de libération de l’Eelam tamoul (LTTE) comme «groupe terroriste» par les États-Unis, le Canada et l’UE, le président Mahinda Rajapakse a juré d’«anéantir le terrorisme par les

finir par la force avec le LTTE en le classant «organisation terroriste».

Plus de 100 000 morts

En 2006 et 2007, les combats, raids et attentats ont fait près de 6000 tués, dont 53 agents humanitaires et 12 journalistes, et 500 000 nouveaux déplacés. Des milliers de civils ont été enlevés et des centaines sont toujours portés disparus.

En 25 ans, la guerre a fait plus de 100 000 morts et près de 1,5 million de déplacés, bilan que le tsunami de 2004 a encore aggravé. «Ce carnage

Celui-ci a perdu l’an dernier son principal négociateur, Anton Balasingham, emporté par un cancer. Le mois dernier, S.P. Thamilselvan, son successeur, a été tué avec cinq autres dans un raid aérien à Kilinocchi, dans le nord.

Enhardi, le gouvernement a affirmé que l’armée «continuerait de frapper jusqu’à ce que le terrorisme soit éradiqué».

La paix «impossible» ?

Il a banni l’Organisation de réhabilitation tamoule (ORT), une ONG perçue comme pro-LTTE, et frappé la radio Voix des Tigres, tuant 10 personnes, dont cinq journalistes, alors qu’elle s’apprêtait à diffuser le message annuel de V. Prabhakaran, chef du LTTE.

Celui-ci, désormais dans la ligne de mire de l’armée, a affirmé que «la paix avec Colombo est impossible». Il a qualifié de «contre-productif» et de «partial» le soutien multiforme de l’étranger au Sri Lanka, qu’il a appelé «un État génocidaire».

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a dénoncé le raid comme une violation des Conventions de Genève. La haut commissaire aux droits humains de l’ONU, Louise Arbour, a proposé une mission de surveillance dans l’île, mais Colombo a refusé.

Il a cédé hier aux pressions en libérant 1800 civils tamouls sur les 2200 arrêtés dimanche sur la base de «soupçons» après des attentats meurtriers à Colombo. Mais il n’a pas changé son fusil d’épaule.

bombes».

Les Tigres, qui se battent depuis 1983 pour un État pour les 3,5 millions des Tamouls du pays, ne font plus de quartier eux non plus: attentats suicide contre des civils, opérations kamikaze contre des bases de l’armée, ciblage de tous les secteurs de l’économie.

Un processus de paix lancé par la Norvège a volé en éclats l’an dernier. Ulf Henricsson, le général suédois qui dirigeait la Mission de contrôle de la trêve, a blâmé l’UE d’avoir donné «carte blanche» au Sri Lanka pour en

bloque tout règlement», a déclaré P. Nedumaran, chef du Mouvement national tamoul, à Durban, où il a souhaité «un grand compromis comme en Afrique du Sud».

La situation au Sri Lanka est toutefois à l’inverse de ce qu’elle était en Afrique du Sud: la majorité sinhala (15 millions) est au pouvoir, sous l’œil du clergé bouddhiste qui refuse toute partition; les Tamouls (hindous) réclament leur droit à l’autodétermination nationale dans le nord et l’est, fiefs du LTTE.

ACTUALITÉS

SUR CYBERPRESSE.CA

SKI

Le blogueur Guy Thibodeau nous entretient de sa passion du ski tout l'hiver sur cyberpresse.ca/thibodeau



PHOTO REUTERS, SIPHIWE SIBEKO (AFRIQUE DU SUD)

PHOTOS

Voyez la sélection des meilleures photos des dernières 24 heures sur cyberpresse.ca/photosdujour

CONCOURS DE PHOTOS

Soumettez votre plus belle photo sur le thème des Fêtes d'ici le 14 décembre et courez la chance de gagner un prix d'une valeur de 400\$. Tous les détails sur cyberpresse.ca/concours

TÉLÉVISION

L'horaire des Fêtes s'installe peu à peu au petit écran. Pour ne rien rater, consultez notre guide sur cyberpresse.ca/tele

Accusé d'agression sexuelle

Daniel Cormier aurait créé un site Facebook sur sa présumée victime

CHRISTIANE DESJARDINS

Accusé d'agression sexuelle à l'endroit d'une enfant qu'il prétend avoir épousée, Daniel Cormier aurait créé un site sur Facebook en l'honneur de sa victime présumée.

C'est la mère de cette enfant qui, l'automne dernier, est tombée par hasard sur le site de sa fille, a expliqué l'enquêteur du SPM Christine Debon, hier, alors qu'elle témoignait dans le cadre du procès de Cormier. Les vérifications faites avec l'aide du FBI (Facebook étant un site améri-

cain) permettent d'affirmer que Daniel Cormier est l'un des administrateurs du site, a-t-elle ajouté. De fait, 90 % des entrées sur le site de la jeune fille ont été faites à partir du domicile de Daniel Cormier. D'autres entrées ont été répertoriées à l'Université du Québec à Montréal, où Cormier suivait des cours de droit.

La procureure de la Couronne, Anne-André Charrette, a sorti cette preuve de son chapeau, hier, parce qu'elle veut faire témoigner la victime présumée par télé-témoignage, au lieu qu'elle se retrouve dans la salle d'audience,

face à son agresseur allégué. Cormier, qui se représente lui-même, s'y oppose avec vigueur, car il prétend que la jeune fille (elle a 18 ans maintenant) pourra

ans, toute cette affaire est un vaste complot de la DPJ, de la police et de la Couronne pour l'exclure de la vie de celle qu'il appelle son « épouse. »

Selon Cormier, toute cette affaire est un vaste complot de la DPJ, de la police et de la Couronne pour l'exclure de la vie de celle qu'il appelle son « épouse. »

être intimidée et manipulée par la poursuite en toute tranquillité, sans qu'on puisse le constater. D'ailleurs, pour l'homme de 56

Rappelons que Cormier doit se défendre d'accusations à caractère sexuel à l'endroit de deux jeunes filles. Il nie tout incident

sexuel pour l'une d'elles (qui a maintenant 30 ans), tandis que pour l'autre, il prétend qu'il avait le droit d'avoir des rapports avec elle. Cela parce qu'il affirme l'avoir épousée le jour de ses 10 ans, en juin 1999. Ce mariage dit-il, a été célébré à l'Église du centre-ville, une église évangélique qu'il avait fondée lui-même et qui avait pignon sur rue dans un appartement de quatre pièces.

Le procès, qui se déroule devant la juge Sylvie Durand, en était à sa 20^e journée franche, hier. Et il n'est pas près de se terminer. Hier, on parlait de trouver d'autres dates en 2008, alors que l'affaire est judiciarisée depuis 2003. C'est une vraie risée. Cormier s'oppose à tout et à rien, sasse et ressasse ses arguments pendant des heures, et on le laisse aller. Et ce qui n'aide en rien, son débit de parole est lent. Son enquête préliminaire avait duré 18 longues journées. Quoi qu'il en soit, son procès se poursuit aujourd'hui.

La GRC arrête un pirate de films

TRISTAN PÉLOQUIN

Gérémi Adam, Montréalais de 25 ans considéré par le FBI comme un des plus importants pirates de films sur l'internet, pourrait devenir le premier Canadien à écoper d'une peine de prison en vertu de la Loi sur le droit d'auteur après avoir enregistré deux films dans les cinémas grâce à un caméscope.

Le suspect a été arrêté une première fois le 8 septembre dans un cinéma de Montréal, au terme d'une enquête amorcée en mars 2006 par la GRC. Il a été appréhendé une seconde fois le 20 octobre, alors qu'il filmait encore le film à l'affiche.

Selon la preuve recueillie par la GRC, Adam aurait rendu accessibles sur l'internet les films *How to Eat Fried Worms* et *Invincible*. Les deux œuvres contrefaites étaient d'excellente qualité, soutient le corps policier.

De façon générale, les pirates qui utilisent cette technique n'enregistrent que l'image, et ajoutent le son par la suite en faisant un montage. Ils revendent ensuite le film contrefait à des réseaux pirates privés, dont les membres sont avides de nouveautés. En l'occurrence, Adam aurait tiré plus de 1000\$ par film auprès des sites avec lesquels il faisait affaire.

Pour faire face au phénomène du « caming », les studios insèrent depuis 2001 dans les bobines destinées aux salles de cinéma un code en filigrane invisible à l'œil nu. Ce code révèle précisément dans quelle salle le film a été piraté. Des techniques permettent même aux enquêteurs de déterminer à partir de quel siège la copie illégale a été saisie sur vidéo.

Gérémi Adam risque une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans et une amende pouvant aller jusqu'à un million de dollars s'il est reconnu coupable.

Des informations sur les passeports au grand jour

Une brèche à la sécurité du site web de Passeport Canada a permis à au moins un Canadien, un homme de l'Ontario, d'avoir aisément accès à des informations personnelles d'autres candidats à l'obtention d'un nouveau passeport. Le *Globe and Mail* rapporte que Jamie Laning a découvert le problème la semaine dernière. Il a pu avoir accès à l'adresse et aux numéros d'assurance sociale et de permis de conduire d'autres personnes. Passeport Canada a suspendu les opérations de son site web dès que M. Laning a sonné l'alerte. Un porte-parole de Passeport Canada a reconnu l'existence du problème informatique et a affirmé qu'il avait été réglé vendredi. Le *Globe and Mail* affirme que, lundi après-midi, il était encore possible d'avoir accès à des données confidentielles.

La Presse Canadienne



VOUS FAITES FI
DES FRONTIÈRES?
BIENVENUE
DANS LE MONDE
DE LA HSBC.

Votre argent circule partout dans le monde? Vous détenez des placements à l'étranger? Que diriez-vous d'une banque canadienne d'envergure internationale pour vous faciliter la vie et assurer votre avenir?

Avec plus de 140 ans d'évolution derrière lui, le Groupe HSBC compte maintenant au-delà de 10 000 bureaux répartis dans 83 pays et territoires. Fort de cette expertise mondiale et d'un éventail complet de services, il peut vous aider à atteindre vos objectifs financiers plus rapidement. Que ceux-ci soient simples ou complexes.

Venez explorer davantage notre monde à la succursale de la HSBC la plus près de chez vous. Ou visitez le site hsbc.ca.

HSBC



Votre banque, partout dans le monde

Évitez les douanes

0\$

Comptant
à la location

0,9%

Taux de
financement
à l'achat sur
les modèles
sélectionnés

0\$

Transport
et préparation
inclus
à la location

Remise à l'achat
allant jusqu'à

ou
9 000\$**

Valide sur les autres modèles
2007/2008 sélectionnés.



Civic berline Si
2008 illustrée

Civic DX manuelle 2008

Prix de location à partir de

198\$*

par mois/60 mois



Accord berline
EX-L 2008 illustrée

Accord LX manuelle 2008

Prix de location à partir de

298\$*

par mois/48 mois

À l'achat obtenez

1000\$†

à utiliser à votre guise



Pilot EX-L 2008
illustré

Pilot LX 2008

Prix de location à partir de

488\$*

par mois/48 mois



Ridgeline EX-L 2008
illustré

Ridgeline LX 2008

Prix de location à partir de

438\$*

par mois/48 mois



CR-V EX 2008
illustré

CR-V LX 2008

Prix de location à partir de

328\$*

par mois/48 mois

À l'achat obtenez

1000\$†

à utiliser à votre guise

À L'ACHAT
ÉCONOMISEZ DÈS MAINTENANT
1% SUR LA TPS[◇]

N'ATTENDEZ PLUS EN JANVIER
POUR PROFITER
DES MEILLEURES OFFRES

honda.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez honda.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



HONDA

*Les offres de location-bail et de financement d'une durée limitée sont faites par les Services Financiers Honda Inc., sur acceptation du crédit. Ces offres portent sur les véhicules neufs 2008 mentionnés ci-après. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le montant mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Période de location de 48 mois : Accord berline LX manuelle 2008 (modèle CP2538E) : a) 298 \$, b) 0 \$, c) 14 304 \$, CR-V LX 2008 (modèle RE3838E) : a) 328 \$, b) 0 \$, c) 15 744 \$, Pilot LX 2008 (modèle YF2818EX) : a) 488 \$, b) 0 \$, c) 23 424 \$. Ridgeline LX 2008 (modèle YK1648E) : a) 438 \$, b) 0 \$, c) 21 024 \$. Période de location de 60 mois : Civic berline DX manuelle 2008 (modèle FA1528EX) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 880 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km pour la Civic; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Franchise de kilométrage de 96 000 km pour l'Accord, le CR-V, le Pilot et le Ridgeline; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Taux de financement à l'achat de 0,9 % pour 36 mois sur les modèles sélectionnés suivant : FA1528EX, YK1648E, RE3838E, YF2818EX, YK1648E. La carte-cadeau de 1 000 \$ incluant les taxes est applicable à l'achat d'un Accord 2008 modèles EX, EX-L et EX-L avec Navi seulement. Une contribution du concessionnaire peut être requise. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Photos à titre indicatif. *Offre d'une durée limitée de 1 % de réduction sur la TPS sur tous les nouveaux véhicules Honda 2007 et 2008 achetés et livrés entre le 2 novembre 2007 et le 31 décembre 2007 chez les concessionnaires participants. Nous paierons 1 % de la TPS sur tous les véhicules Honda admissibles achetés par les clients. **La remise à l'achat varie entre 1 000 \$ et 9 000 \$ selon le modèle. L'offre s'applique seulement à l'achat comptant. La remise de 9 000 \$ s'applique seulement sur une S2000 2007 (modèle AP2147EN) au PDSF de 50 600 \$. Les frais de préparation et livraison de 1 540 \$. Les offres de remise en argent ne peuvent être combinées avec des offres de financement à l'achat ou à la location. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Voyez votre concessionnaire Honda pour tous les détails.

Reconnaître la détermination et la créativité de nos gens **nous permet d'être Alcoa.**



ALCOA

L'aluminium sous une autre perspective
www.alcoa.com/canada